

COLUMBIA LIBRARIES OFFSITE
HEALTH SCIENCES STANDARD



HX00077798

RECAP

International Sanitary Conference, Paris,
1911-1912.

Convention between the United States and
other Powers. Sanitary.

RA663


IN 8

1912

Columbia University
in the City of New York

COLLEGE OF
PHYSICIANS AND SURGEONS
LIBRARY





Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
Open Knowledge Commons



S. Treaties, etc.

TREATY SERIES, No. 649

CONVENTION

BETWEEN THE

UNITED STATES AND OTHER POWERS

SANITARY

SIGNED AT PARIS, JANUARY 17, 1912

RATIFICATION ADVISED BY THE SENATE, FEBRUARY 19, 1913

RATIFIED BY THE PRESIDENT, MARCH 22, 1913

RATIFICATION OF THE UNITED STATES, DEPOSITED WITH THE
GOVERNMENT OF FRANCE, OCTOBER 7, 1920

PROCLAIMED, DECEMBER 11, 1920



WASHINGTON
GOVERNMENT PRINTING OFFICE
1921

Med.

RA663

In8

1912

BY THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

A PROCLAMATION.

Whereas an International Sanitary Convention was concluded and signed at Paris on January 17, 1912, by the Plenipotentiaries of the United States of America and certain other Powers, the original of which Convention, in the French language, is word for word as follows:

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE, AU NOM DE L'EMPIRE ALLEMAND; LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'AUTRICHE, ROI DE BOHÈME, ETC., ETC., ET ROI APOSTOLIQUE DE HONGRIE; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL; SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR; SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE; SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES; SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE GUATÉMALA; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE HONDURAS; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE; SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG; LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS MEXICAINS; SA MAJESTÉ LE ROI DE MONTÉNÉGRO; SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS; SA MAJESTÉ LE SHAH DE PERSE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE; SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SALVADOR; SA MAJESTÉ LE ROI DE SERBIE; SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM; SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE; LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DES OTTOMANS; SON ALTESSE LE KHÉDIVE D'ÉGYPTÉ, AGISSANT DANS LES LIMITES DES POUVOIRS À LUI CONFÉRÉS PAR LES FIRMANS IMPÉRIAUX, ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY.

Ayant décidé d'apporter dans les dispositions de la Convention sanitaire, signée à Paris le 3 décembre 1903, les modifications que comportent les données nouvelles de la science et de l'expérience prophylactiques, d'établir une réglementation internationale rela-

tive à la fièvre jaune et d'étendre, autant qu'il est possible, le champ d'application des principes qui ont inspiré la réglementation sanitaire internationale, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE,

M. le Baron DE STEIN, Conseiller intime supérieur de Gouvernement, Conseiller rapporteur à l'Office impérial de l'Intérieur, Membre du Conseil sanitaire de l'Empire;

M. le Professeur GAFFKY, Conseiller intime supérieur de médecine, Directeur de l'Institut royal pour les maladies infectieuses à Berlin, Membre du Conseil sanitaire de l'Empire;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,

M. A. BAILLY-BLANCHARD, Ministre plénipotentiaire, Conseiller de l'Ambassade des États-Unis d'Amérique à Paris;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE,

M. le Docteur Francisco DE VEYGA, Inspecteur général des Services de santé de l'Armée argentine, Professeur à la Faculté de médecine et Membre du Conseil national d'hygiène;

M. le Docteur Ezequiel CASTILLA, Membre du Comité de l'Office International d'hygiène publique;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'AUTRICHE, ROI DE BOHÈME, ETC., ETC., ET ROI APOSTOLIQUE DE HONGRIE,

M. le Baron Maximilien DE GAGERN, Grand-Croix de l'Ordre impérial autrichien de François-Joseph, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de la Confédération suisse;

M. le Chevalier François DE HABERLER, Docteur en droit et en médecine, Conseiller ministériel au Ministère I. R. autrichien de l'Intérieur;

M. Étienne WORMS, Docteur en droit, Chevalier de l'Ordre impérial autrichien de François-Joseph, Conseiller de section au Ministère I. R. autrichien du Commerce;

M. Jules BÖLCS DE NAGYBUDAFA, Conseiller au Ministère royal Hongrois de l'Intérieur;

M. le Baron Calman DE MÜLLER, Docteur en médecine, Conseiller ministériel, Professeur à l'Université royale Hongroise de Budapest, Président du Conseil de santé du Royaume, Membre de la Chambre hongroise des Magnats;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

M. O. VELGHE, Directeur général du Service de santé et de l'hygiène au Ministère de l'Intérieur, Membre-Secrétaire du Conseil supérieur d'hygiène, Officier de l'Ordre de Léopold;

M. E. VAN ERMENGEM, Professeur à l'Université de Gand, Membre du Conseil supérieur d'hygiène, Commandeur de l'Ordre de Léopold;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE,

M. Ismael MONTES, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République Française;

M. le Docteur CHERVIN, Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL,

M. le Docteur Henrique DE FIGUEIREDO VASCONCELLOS, Chef de service à l'Institut Oswaldo Cruz, à Rio de Janeiro;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES,

M. Dimitri STANCIOFF, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République Française;

M. le Docteur CHICHKOFF, Capitaine sanitaire de l'Armée bulgare;
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI,
 M. Federico PUGA BORNE, Son Envoyé extraordinaire et Ministre
 plénipotentiaire près le Président de la République Française;
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE,
 M. le Docteur Juan E. MANRIQUE, Ministre plénipotentiaire;
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA,
 M. le Docteur Alberto ALVAREZ CAÑAS, Consul général de la Ré-
 publique de Costa-Rica à Paris;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA,
 M. le général Tomas COLLAZO Y TEJADA, Son Envoyé extraordi-
 naire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République
 Française;

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK,

M. le Comte DE REVENTLOW, Grand-Croix de l'Ordre du Danebrog,
 Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le
 Président de la République Française.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR,
 M. Victor M. RENDON, Son Envoyé extraordinaire et Ministre
 plénipotentiaire près le Président de la République Française;

M. E. DORN Y DE ALSUA, premier Secrétaire de la Légation de la
 République de l'Équateur à Paris;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE,

M. Francisco DE REYNOSO, Ministre-Résident, Conseiller de l'Am-
 bassade royale d'Espagne à Paris;

M. le Docteur Angel PULIDO FERNANDEZ, Conseiller sanitaire,
 ancien Directeur général de la Santé, Sénateur à vie du Royaume;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

M. Camille BARRÈRE, Ambassadeur de la République française
 près S. M. le Roi d'Italie, Grand-Croix de l'Ordre national de la
 Légion d'Honneur;

M. Fernand GAVARRY, Ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe,
 Directeur des Affaires administratives et techniques au Ministère
 des Affaires étrangères, Officier de l'Ordre national de la Légion
 d'Honneur;

M. le Docteur Émile ROUX, Président du Conseil supérieur
 d'hygiène publique de France, Directeur de l'Institut Pasteur,
 Commandeur de l'Ordre national de la Légion d'honneur;

M. Louis MIRMAN, Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène
 publiques au Ministère de l'Intérieur;

M. le Docteur A. CALMETTE, Directeur de l'Institut Pasteur de
 Lille, Officier de l'Ordre national de la Légion d'Honneur;

M. Ernest RONSSIN, Consul général de France aux Indes, Officier de
 l'Ordre national de la Légion d'Honneur;

M. Georges HARISMENDY, Consul général, chargé de la Sous-Direc-
 tion des Unions internationales et des Affaires consulaires au Minis-
 tère des Affaires étrangères, Chevalier de l'Ordre national de la Légion
 d'Honneur;

M. Paul ROUX, Sous-Directeur au Ministère de l'Intérieur, Chevalier
 de l'Ordre national de la Légion d'Honneur;

**SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-
 BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITAN-
 NIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES,**

L'Honorable Lancelot Douglas CARNEGIE, Ministre plénipotentiaire, Conseiller de l'Ambassade royale britannique à Paris, Membre de l'Ordre royal de Victoria;

M. le Docteur Ralph William JOHNSTONE, Inspecteur médical du Local Government Board;

M. le Chirurgien général Sir Benjamin FRANKLIN, ancien Directeur général du Service médical indien et ancien Chef du Service sanitaire pour les Indes britanniques, Chevalier-Commandeur de l'Ordre de l'Empire des Indes, Chevalier de Grâce de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem;

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLEÈNES,

M. Démétrius CACLAMANOS, premier Secrétaire de la Légation royale de Grèce à Paris;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE GUATÉMALA,

M. Jose Maria LARDIZABAL, Chargé d'affaires de la République de Guatémala à Paris.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI,

M. le Docteur Auguste CASSEUS;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE HONDURAS,

M. Désiré PECTOR, Consul général de la République de Honduras à Paris, Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye,

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE,

M. le Commandeur Rocco SANTOLIVIDO, Docteur en médecine, Député, Directeur général de la Santé publique du Royaume;

M. le Docteur Adolfo COTTA, Chef de division au Ministère royal de l'Intérieur;

SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG,

M. E. L. BASTIN, Consul de Luxembourg à Paris;

M. le Docteur PRAUM, Directeur du Laboratoire pratique de bactériologie à Luxembourg;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS MEXICAINS,

M. le Docteur Miguel ZUÑIGA Y AZCARATE;

SA MAJESTÉ LE ROI DE MONTÉNÉGRE,

M. Louis BRUNET, Consul général de Monténégro à Paris;

M. le Docteur Édouard BINET, Médecin en chef de l'Hospice des Quinze-Vingts;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE,

M. Frédéric, Hartvig, Herman WEDEL JARLSBERG, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République Française;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA,

M. Juan Antonio JIMENEZ, Chargé d'affaires de la République de Panama à Paris;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS,

M. le Docteur W. P. RUYSCH, Inspecteur général du Service sanitaire dans la Hollande méridionale et la Zélande;

M. le Docteur C. WINKLER, Médecin Inspecteur en retraite du Service sanitaire civil pour Java et Madoura;

SA MAJESTÉ LE SHAH DE PERSE,

SAMAD KHAN MOMTAZOS SALTANEH, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République Française;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,

M. le Docteur Antonio Augusto Gonçalves BRAGA, Médecin sanitaire et maritime à Lisbonne;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE,

M. Alexandre Em. LAHOVARY, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République française;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES,

M. Platon DE WAXEL, Conseiller privé, Membre permanent du Conseil du Ministère des Affaires étrangères et du Conseil d'hygiène publique au Ministère impérial de l'Intérieur;

M. le Docteur FREYBERG, Conseiller d'Etat actuel, Fonctionnaire du Ministère impérial de l'Intérieur, Représentant de la Commission instituée d'Ordre suprême contre la propagation de la peste;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SALVADOR,

M. le Docteur S. LETONA, Consul général de la République de Salvador à Paris;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SERBIE.

M. le Docteur Milenko VESNITCH, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République Française;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM,

M. le Docteur A. MANAUD, Conseiller sanitaire du Gouvernement royal;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE,

M. le Comte GYLDENSTOLPE, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République Française;

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE,

M. Charles-Édouard LARDY, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération Suisse près le Président de la République française;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DES OTTOMANS,

MISSAK EFFENDI, Ministre plénipotentiaire;

SON ALTESSE LE KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

YOUSSEF PACHA SADDIK, Représentant du Gouvernement Khédivial auprès de la Sublime Porte;

ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY,

M. le Docteur Luis PIERA, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République Française.

Lesquels, ayant échangé leurs plains pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

TITRE I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

CHAPITRE I.

PRESRIPTIONS À OBSERVER PAR LES PAYS SIGNATAIRES DE LA CONVENTION DÈS QUE LA PESTE, LE CHOLÉRA OU LA FIÈVRE JAUNE APPARAÎT SUR LEUR TERRITOIRE.

SECTION I.—NOTIFICATION ET COMMUNICATIONS ULTÉRIEURES AUX AUTRES PAYS.

ARTICLE PREMIER.—Chaque Gouvernement doit notifier immédiatement aux autres Gouvernements le premier cas avéré de peste, de choléra ou de fièvre jaune constaté sur son territoire.

De même, le premier cas avéré de choléra, de peste ou de fièvre jaune survenant en dehors des circonscriptions déjà atteintes doit faire l'objet d'une notification immédiate aux autres Gouvernements.

ART. 2.—Toute notification prévue à l'article premier est accompagnée ou très promptement suivie de renseignements circonstanciés sur :

- 1° l'endroit où la maladie est apparue;
- 2° la date de son apparition, son origine et sa forme;
- 3° le nombre des cas constatés et celui des décès;
- 4° l'étendue de la ou des circonscriptions atteintes;
- 5° pour la peste, l'existence parmi les rats de la peste ou d'une mortalité insolite;
- 6° pour la fièvre jaune, l'existence du *stegomya calopus*;
- 7° les mesures immédiatement prises.

ART. 3.—La notification et les renseignements prévus aux articles 1 et 2 sont adressés aux agences diplomatiques ou consulaires dans la capitale du pays contaminé.

Pour les pays qui n'y sont pas représentés, ils sont transmis directement par télégraphe aux Gouvernements de ces pays.

ART. 4.—La notification et les renseignements prévus aux articles 1 et 2 sont suivis de communications ultérieures données d'une façon régulière, de manière à tenir les Gouvernements au courant de la marche de l'épidémie.

Ces communications, qui se font au moins une fois par semaine et qui sont aussi complètes que possible, indiquent plus particulièrement les précautions prises en vue de combattre l'extension de la maladie.

Elles doivent préciser : 1° les mesures prophylactiques appliquées relativement à l'inspection sanitaire ou à la visite médicale, à l'isolement et à la désinfection; 2° les mesures exécutées au départ des navires pour empêcher l'exportation du mal et spécialement dans les cas prévus par le 5° et le 6° de l'article 2 ci-dessus, les mesures prises respectivement contre les rats ou contre les moustiques.

ART. 5.—Le prompt et sincère accomplissement des prescriptions qui précèdent est d'une importance primordiale.

Les notifications n'ont de valeur réelle que si chaque Gouvernement est prévenu lui-même, à temps, des cas de peste, de choléra, de fièvre jaune et des cas douteux survenus sur son territoire. On ne saurait donc trop recommander aux divers Gouvernements de rendre obligatoire la déclaration des cas de peste, de choléra et de fièvre jaune et de se tenir renseignés sur toute mortalité insolite des rats, notamment dans les ports.

ART. 6.—Il est désirable que les pays voisins fassent des arrangements spéciaux en vue d'organiser un service d'informations directes entre les chefs des administrations compétentes, en ce qui concerne les territoires limitrophes ou se trouvant en relations commerciales étroites.

SECTION II.—CONDITIONS QUI PERMETTENT DE CONSIDÉRER UNE CIRCONSCRIPTION TERRITORIALE COMME CONTAMINÉE OU REDEVENUE SAINTE.

ART. 7.—La notification d'un premier cas de peste, de choléra ou de fièvre jaune n'entraîne pas, contre la circonscription territoriale où il s'est produit, l'application des mesures prévues au chapitre II ci-après.

Mais, lorsque plusieurs cas de peste ou de fièvre jaune non importés se sont manifestés ou que les cas de choléra forment foyer,⁽¹⁾ la circonscription peut être considérée comme contaminée.

ART. 8.—Pour restreindre les mesures aux seules régions atteintes, les Gouvernements ne doivent les appliquer qu'aux provenances des circonscriptions contaminées.

On entend par le mot *circonscription* une partie de territoire bien déterminée dans les renseignements qui accompagnent ou suivent la notification, ainsi: une province, un gouvernement, un district, un département, un canton, une île, une commune, une ville, un quartier de ville, un village, un port, un polder, une agglomération, etc., quelles que soient l'étendue et la population de ces portions de territoire.

Mais cette restriction limitée à la circonscription contaminée ne doit être acceptée qu'à la condition formelle que le Gouvernement du pays contaminé prenne les mesures nécessaires: 1° pour combattre l'extension de l'épidémie et 2°, s'il s'agit de peste ou de choléra, pour prévenir, à moins de désinfection préalable, l'exportation des objets visés aux 1° et 2° de l'article 13, provenant de la circonscription contaminée.

Quand une circonscription est contaminée, aucune mesure restrictive n'est prise contre les provenances de cette circonscription, si ces provenances l'ont quittée cinq jours au moins avant le début de l'épidémie.

ART. 9.—Pour qu'une circonscription ne soit plus considérée comme contaminée il faut la constatation officielle:

1° qu'il n'y a eu ni décès, ni cas nouveau, en ce qui concerne la peste ou le choléra depuis cinq jours, en ce qui concerne la fièvre jaune depuis dix-huit jours, soit après l'isolement, soit après la mort ou la guérison du dernier malade;

2° que toutes les mesures de désinfection ont été appliquées; en outre, s'il s'agit de cas de peste, que les mesures contre les rats sont exécutées, et, s'il s'agit de fièvre jaune, que les précautions contre les moustiques ont été prises.

SECTION III.—MESURES DANS LES PORTS CONTAMINÉS AU DÉPART DES NAVIRES.

ART. 10.—L'autorité compétente est tenue de prendre des mesures efficaces:

1° pour empêcher l'embarquement des personnes présentant des symptômes de peste, de choléra ou de fièvre jaune;

2° en cas de peste ou de choléra, pour empêcher l'exportation des marchandises ou objets quelconques qu'elle considérerait comme contaminés et qui n'auraient pas été préalablement désinfectés à terre, sous la surveillance du médecin délégué de l'autorité publique;

3° en cas de peste, pour empêcher l'embarquement des rats;

4° en cas de choléra, pour veiller à ce que l'eau potable embarquée soit saine;

5° en cas de fièvre jaune, pour empêcher l'embarquement des moustiques.

⁽¹⁾ Il existe un foyer quand l'apparition de cas de choléra au delà de l'entourage du ou des premiers cas prouve qu'on n'est pas parvenu à limiter l'expansion de la maladie là où elle s'était manifestée à son début.

CHAPITRE II.

MESURES DE DÉFENSE CONTRE LES TERRITOIRES CONTAMINÉS.

SECTION I.—PUBLICATION DES MESURES PRESCRITES.

ART. 11.—Le Gouvernement de chaque pays est tenu de publier immédiatement les mesures qu'il croit devoir prescrire au sujet des provenances d'un pays ou d'une circonscription territoriale contaminée.

Il communique aussitôt cette publication à l'agent diplomatique ou consulaire du pays contaminé, résidant dans sa capitale, ainsi qu'aux Conseils sanitaires internationaux.

Il est également tenu de faire connaître, par les mêmes voies, le retrait de ces mesures ou les modifications dont elles seraient l'objet.

A défaut d'agence diplomatique ou consulaire dans la capitale, les communications sont faites directement au Gouvernement du pays intéressé.

SECTION II.—MARCHANDISES.—DÉSINFECTION.—IMPORTATION ET TRANSIT.—BAGAGES.

ART 12.—Il n'existe pas de marchandises qui soient par elles-mêmes capables de transmettre la peste, le choléra ou la fièvre jaune. Elles ne deviennent dangereuses qu'au cas où elles ont été souillées par des produits pesteux ou cholériques.

ART. 13.—La désinfection ne peut être appliquée qu'en cas de peste ou de choléra et seulement aux marchandises et objets que l'autorité sanitaire locale considère comme contaminés.

Toutefois, en cas de peste ou de choléra, les marchandises ou objets énumérés ci-après peuvent être soumis à la désinfection ou même prohibés à l'entrée, indépendamment de toute constatation qu'ils seraient ou non contaminés :

1° Les linges de corps, hardes et vêtements portés (effets à usage), les literies ayant servi.

Lorsque ces objets sont transportés comme bagages ou à la suite d'un changement de domicile (objets d'installation), ils ne peuvent être prohibés et sont soumis au régime de l'article 20.

Les paquets laissés par les soldats et les matelots et renvoyés dans leur patrie après décès sont assimilés aux objets compris dans le premier alinéa du 1°.

2° Les chiffons et drilles, à l'exception, quant au choléra, des chiffons comprimés qui sont transportés comme marchandises en gros par ballots cerclés.

Ne peuvent être interdits les déchets neufs provenant directement d'ateliers de filature, de tissage, de confection ou de blanchiment; les laines artificielles (Kunstwolle, Shoddy) et les rognures de papier neuf.

ART. 14.—Il n'y a pas lieu d'interdire le transit des marchandises et objets spécifiés aux 1° et 2° de l'article qui précède, s'ils sont emballés de telle sorte qu'ils ne puissent être manipulés en route.

De même, lorsque les marchandises ou objets sont transportés de telle façon qu'en cours de route ils n'aient pu être en contact avec les objets souillés, leur transit à travers une circonscription terri-

toriale contaminée ne doit pas être un obstacle à leur entrée dans le pays de destination.

ART. 15.—Les marchandises et objets spécifiés aux 1^o et 2^o de l'article 13 ne tombent pas sous l'application des mesures de prohibition à l'entrée, s'il est démontré à l'autorité de pays de destination qu'ils ont été expédiés cinq jours au moins avant le début de l'épidémie.

ART. 16.—Le mode et l'endroit de la désinfection ainsi que les procédés à employer pour assurer la destruction des rats, des insectes et des moustiques sont fixés par l'autorité du pays de destination. Ces opérations doivent être faites de manière à ne détériorer les objets que le moins possible. Les hardes, vieux chiffons, pansements infectés, papiers et autres objets de peu de valeur peuvent être détruits par le feu.

Il appartient à chaque État de régler la question relative au paiement éventuel des dommages-intérêts résultant de la désinfection ainsi que de la destruction des objets ci-dessus visés et de celle des rats, des insectes et des moustiques.

Si, à l'occasion des mesures prises pour la destruction des rats, des insectes et des moustiques à bord des navires, des taxes sont perçues par l'autorité sanitaire, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société ou d'un particulier, le taux de ces taxes doit être fixé par un tarif publié d'avance et établi de façon à ce qu'il ne puisse résulter de l'ensemble de son application une source de bénéfices pour l'État ou pour l'Administration sanitaire.

ART. 17.—Les lettres et correspondances, imprimés, livres, journaux, papiers d'affaires, etc. (non compris les colis postaux) ne sont soumis à aucune restriction ni désinfection.

En cas de fièvre jaune, les colis postaux ne sont soumis à aucune restriction ni désinfection.

ART. 18.—Les marchandises, arrivant par terre ou par mer, ne peuvent être retenues aux frontières ou dans les ports.

Les seules mesures qu'il soit permis de prescrire à leur égard sont spécifiées dans les articles 13 et 16 ci-dessus.

Toutefois, si des marchandises arrivant par mer en vrac ou dans des emballages défectueux, ont été, pendant la traversée, contaminées par des rats reconnus pesteux et si elles ne peuvent être désinfectées, la destruction des germes peut être assurée par leur mise en dépôt pendant une durée maxima de deux semaines.

Il est entendu que l'application de cette dernière mesure ne doit entraîner aucun délai pour le navire ni des frais extraordinaires résultant du défaut d'entrepôts dans les ports.

ART. 19.—Lorsque des marchandises ont été désinfectées, par application des prescriptions de l'article 13, ou mises en dépôt temporaire, en vertu du 3^e alinéa de l'article 18, le propriétaire ou son représentant a le droit de réclamer de l'autorité sanitaire qui a ordonné la désinfection ou le dépôt, un certificat indiquant les mesures prises.

ART. 20.—La désinfection du linge sale, des hardes, vêtements et objets qui font partie de bagages ou de mobiliers (objets d'installation) provenant d'une circonscription territoriale contaminée n'est effectuée qu'en cas de peste ou de choléra et seulement lorsque l'autorité sanitaire les considère comme contaminés.

SECTION III.—MESURES DANS LES FORTS ET AUX FRONTIÈRES DE MER.

A.—Classification des navires.

ART. 21.—Est considéré comme *infecté* le navire qui a la peste, le choléra ou la fièvre jaune à bord ou qui a présenté un ou plusieurs cas de peste, de choléra ou de fièvre jaune depuis sept jours.

Est considéré comme *suspect* le navire à bord duquel il y a eu des cas de peste, de choléra ou de fièvre jaune au moment du départ ou pendant la traversée, mais aucun cas nouveau depuis sept jours.

Est considéré comme *indemne*, bien que venant d'un port contaminé, le navire qui n'a eu ni décès ni cas de peste, de choléra ou de fièvre jaune à bord, soit avant le départ, soit pendant la traversée, soit au moment de l'arrivée.

B.—Mesures concernant la peste.

ART. 22.—Les navires *infectés de peste* sont soumis au régime suivant:

1° visite médicale;

2° les malades sont immédiatement débarqués et isolés;

3° les personnes qui ont été en contact avec les malades et celles que l'autorité sanitaire du port a des raisons de considérer comme suspectes sont débarquées si possible. Elles peuvent être soumises soit à l'observation¹, soit à la surveillance², soit à une observation suivie de surveillance, sans que la durée totale de ces mesures puisse dépasser cinq jours, à dater de l'arrivée.

Il appartient à l'autorité sanitaire du port d'appliquer celle de ces mesures qui lui paraît préférable selon la date du dernier cas, l'état du navire et les possibilités locales;

4° le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage³ et des passagers qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérés comme contaminés sont désinfectés;

5° les parties du navire qui ont été habitées par des pesteux ou qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérées comme contaminées doivent être désinfectées;

6° la destruction des rats du navire doit être effectuée avant ou après le déchargement de la cargaison, en évitant autant que possible de détériorer les marchandises, les tôles et les machines. L'opération doit être faite le plus tôt et le plus rapidement possible et, en tout cas, ne doit pas durer plus de quarante-huit heures.

Pour les navires sur lest, cette opération doit se faire le plus tôt possible avant le chargement.

ART. 23.—Les navires *suspects de peste* sont soumis aux mesures qui sont indiquées sous les numéros 1, 4, 5 et 6 de l'article 22.

En outre, l'équipage et les passagers peuvent être soumis à une surveillance qui ne dépassera pas cinq jours à dater de l'arrivée du

¹ Le mot "observation" signifie: isolement des voyageurs soit à bord d'un navire, soit dans une station sanitaire, avant qu'ils n'obtiennent la libre pratique.

² Le mot "surveillance" signifie que les voyageurs ne sont pas isolés, qu'ils obtiennent tout de suite la libre pratique, mais sont signalés à l'autorité dans les diverses localités où ils se rendent et soumis à un examen médical constatant leur état de santé.

³ Le mot "équipage" s'applique aux personnes qui font ou ont fait partie de l'équipage ou du personnel de service du bord, y compris les maîtres d'hôtel, garçons, cafedji, etc. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre ce mot chaque fois qu'il est employé dans la présente Convention.

navire. On peut, pendant le même temps, empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

ART. 24.—Les navires *indemnes de peste* sont admis à la libre pratique immédiate, quelle que soit la nature de leur patente.

Le seul régime que peut prescrire à leur sujet l'autorité du port d'arrivée consiste dans les mesures suivantes :

1° visite médicale;

2° désinfection du linge sale, des effets à usage et des autres objets de l'équipage et des passagers, mais seulement dans les cas exceptionnels, lorsque l'autorité sanitaire a des raisons spéciales de croire à leur contamination;

3° sans que la mesure puisse être érigée en règle générale, l'autorité sanitaire peut soumettre les navires venant d'un port contaminé à une opération destinée à détruire les rats à bord, avant ou après le déchargement de la cargaison. Cette opération doit être faite le plus tôt et le plus rapidement possible et, en tout cas, ne doit pas durer plus de vingt-quatre heures en évitant d'entraver la circulation des passagers et de l'équipage entre le navire et la terre ferme et, autant que possible, de détériorer les marchandises, les tôles et les machines. Pour les navires sur lest, il sera procédé, s'il y a lieu, à cette opération le plus tôt et le plus rapidement possible et, en tout cas, avant le chargement.

L'équipage et les passagers peuvent être soumis à une surveillance qui ne dépassera pas cinq jours à compter de la date où le navire est parti du port contaminé. On peut également, pendant le même temps, empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

L'autorité compétente du port d'arrivée peut toujours réclamer sous serment un certificat du médecin du bord, ou, à son défaut, du capitaine, attestant qu'il n'y a pas eu de cas de peste sur le navire depuis le départ et qu'une mortalité insolite des rats n'a pas été constatée.

ART. 25.—Lorsque, sur un navire *indemne*, des rats ont été reconnus pesteux après examen bactériologique, ou bien que l'on constate parmi ces rongeurs une mortalité insolite, il y a lieu de faire application des mesures suivantes :

I. Navires avec rats pesteux :

a) visite médicale;

b) les rats doivent être détruits, avant ou après le déchargement de la cargaison, en évitant autant que possible de détériorer les marchandises, les tôles et les machines. L'opération doit être faite le plus tôt et le plus rapidement possible et, en tout cas, ne pas durer plus de quarante-huit heures. Les navires sur lest subissent cette opération le plus tôt et le plus rapidement possible et, en tout cas, avant le chargement;

c) les parties du navire et les objets que l'autorité sanitaire locale juge être contaminés sont désinfectés;

d) les passagers et l'équipage peuvent être soumis à une surveillance dont la durée ne doit pas dépasser cinq jours comptés à partir de la date d'arrivée.

II. Navires où est constatée une mortalité insolite des rats :

a) visite médicale;

b) l'examen des rats au point de vue de la peste sera fait autant et aussi vite que possible;

c) si la destruction des rats est jugée nécessaire, elle aura lieu dans les conditions indiquées ci-dessus relativement aux navires avec rats pesteux;

d) jusqu'à ce que tout soupçon soit écarté, les passagers et l'équipage peuvent être soumis à une surveillance dont la durée ne dépassera pas cinq jours comptés à partir de la date d'arrivée.

ART. 26.—Il est recommandé que les navires soient soumis à la dératisation périodique pratiquée au moins une fois tous les six mois. L'autorité sanitaire du port, où la dératisation a été effectuée, délivre au capitaine, à l'armateur ou à son agent, toutes les fois que la demande en est faite, un certificat constatant la date de l'opération, le port où elle a été faite et la technique employée.

Il est recommandé que les autorités sanitaires des ports, où touchent les navires qui pratiquent la dératisation périodique, tiennent compte des certificats susvisés, dans l'appréciation des mesures à prendre, notamment en ce qui concerne les prescriptions du n° 3 du 2° alinéa de l'article 24.

C.—Mesures concernant le choléra.

ART. 27. Les navires infectés de choléra sont soumis au régime suivant:

1° visite médicale;

2° les malades sont immédiatement débarqués et isolés;

3° les autres personnes peuvent être également débarquées et soumises, à dater de l'arrivée du navire, à une observation ou à une surveillance dont la durée variera, selon l'état sanitaire du navire et selon la date du dernier cas, sans pouvoir dépasser cinq jours; à la condition que ce délai ne soit pas dépassé, l'autorité sanitaire peut procéder à l'examen bactériologique dans la mesure nécessaire;

4° le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers qui, de l'avis de l'autorité sanitaire du port, sont considérés comme contaminés sont désinfectés;

5° les parties du navire qui ont été habitées par les malades atteints de choléra ou qui sont considérées par l'autorité sanitaire comme contaminées sont désinfectées;

6° lorsque l'eau potable emmagasinée à bord est considérée comme suspecte, elle est déversée après désinfection et remplacée, s'il y a lieu, par une eau de bonne qualité.

L'autorité sanitaire peut interdire le déversement dans les ports de l'eau de lest (water-ballast) si elle a été puisée dans un port contaminé, à moins qu'elle n'ait été préalablement désinfectée.

Il peut être interdit de laisser s'écouler ou de jeter dans les eaux du port des déjections humaines ainsi que les eaux résiduaires du navire, à moins de désinfection préalable.

ART. 28.—Les navires suspects de choléra sont soumis aux mesures qui sont prescrites sous les numéros 1, 4, 5 et 6 de l'article 27.

L'équipage et les passagers peuvent être soumis à une surveillance qui ne doit pas dépasser cinq jours à dater de l'arrivée du navire.

Il est recommandé d'empêcher, pendant le même temps, le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

À la condition que les mesures prévues dans l'alinéa précédent ne soient pas aggravées, l'autorité sanitaire peut procéder à l'examen bactériologique dans la mesure nécessaire.

L'autorité sanitaire peut interdire le déversement, dans les ports, de l'eau de lest (water-ballast) si elle a été puisée dans un port contaminé, à moins qu'elle n'ait été préalablement désinfectée.

ART. 29.—Les navires *indemnes de choléra* sont admis à la libre pratique immédiate, quelle que soit la nature de leur patente.

Le seul régime que puisse prescrire à leur sujet l'autorité du port d'arrivée consiste dans les mesures prévues aux numéros 1, 4 et 6 de l'article 27.

L'autorité sanitaire peut interdire le déversement dans les ports de l'eau de lest (water-ballast) si elle a été puisée dans un port contaminé, à moins qu'elle n'ait été préalablement désinfectée.

L'équipage et les passagers peuvent être soumis, au point de vue de leur état de santé, à une surveillance qui ne doit pas dépasser cinq jours à compter de la date où le navire est parti du port contaminé.

Il est recommandé d'empêcher, pendant le même temps, le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

L'autorité compétente du port d'arrivée peut toujours réclamer sous serment un certificat du médecin du bord ou, à son défaut, du capitaine, attestant qu'il n'y a pas eu de cas de choléra sur le navire depuis le départ.

D.—Mesures concernant la fièvre jaune.

ART. 30.—Les navires *infectés de fièvre jaune* sont soumis au régime suivant:

- 1° visite médicale;
- 2° les malades sont débarqués dans des conditions les mettant à l'abri des piqures des moustiques, et dûment isolés;
- 3° les autres personnes peuvent être également débarquées et soumises, à dater de l'arrivée, à une observation ou surveillance qui ne dépassera pas six jours;
- 4° les navires doivent mouiller, autant que possible, à 200 mètres de la côte;

5° si possible, il est procédé à bord à l'extermination des moustiques, avant le déchargement des marchandises. Si cela n'est pas possible, on prendra toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que le personnel employé au déchargement ne soit infecté. Ce personnel est soumis à une surveillance qui ne peut pas dépasser six jours, à dater du moment où il a cessé de travailler à bord.

ART. 31.—Les navires *suspects de fièvre jaune* sont soumis aux mesures qui sont indiquées sous les numéros 1, 4 et 5 de l'article précédent.

En outre, l'équipage et les passagers peuvent être soumis à une surveillance qui ne dépassera pas six jours à dater de l'arrivée du navire.

ART. 32.—Les navires *indemnes de fièvre jaune* sont admis à la libre pratique immédiate, après la visite médicale, quelle que soit la nature de leur patente.

ART. 33.—Les mesures prévues dans les articles 30 et 31 ne concernent que les pays où il existe des *stegomya*. Dans les autres pays, elles sont appliquées dans la mesure jugée nécessaire par l'autorité sanitaire.

E.—*Dispositions communes aux trois maladies.*

ART. 34.—L'autorité compétente tiendra compte, pour l'application des mesures indiquées dans les articles 22 à 33, de la présence d'un médecin et d'appareils de désinfection (étuves) à bord des navires des trois catégories susmentionnées.

En ce qui concerne la peste, elle aura égard également à l'installation à bord d'appareils de destruction des rats.

Les autorités sanitaires des États auxquels il conviendrait de s'entendre sur ce point pourront dispenser de la visite médicale et d'autres mesures les navires indemnes qui auraient à bord un médecin spécialement commissionné par leur pays.

ART. 35.—Des mesures spéciales, notamment, pour ce qui concerne le choléra, l'examen bactériologique, peuvent être prescrites à l'égard de tout navire offrant de mauvaises conditions d'hygiène ou des navires encombrés.

ART. 36.—Tout navire qui ne veut pas se soumettre aux obligations imposées par l'autorité du port en vertu des stipulations de la présente Convention est libre de reprendre la mer.

Il peut être autorisé à débarquer ses marchandises après que les précautions nécessaires auront été prises, à savoir :

1° isolement du navire, de l'équipage et des passagers ;

2° en ce qui concerne la peste, demande de renseignements relatifs à l'existence d'une mortalité insolite parmi les rats ;

3° en ce qui concerne le choléra, remplacement, par une eau de bonne qualité, de l'eau potable emmagasinée à bord, lorsque celle-ci est considérée comme suspecte.

Il peut également être autorisé à débarquer les passagers qui en font la demande, à la condition que ceux-ci se soumettent aux mesures prescrites par l'autorité locale.

ART. 37.—Les navires d'une provenance contaminée qui ont été l'objet de mesures sanitaires appliquées, d'une façon suffisante, dans un port appartenant à l'un des pays contractants ne subiront pas une seconde fois ces mesures à leur arrivée dans un port nouveau, que celui-ci appartienne ou non au même pays, à la condition qu'il ne se soit produit depuis lors aucun incident entraînant l'application des mesures sanitaires prévues ci-dessus et qu'ils n'aient pas fait escale dans un port contaminé.

N'est pas considéré comme ayant fait escale dans un port le navire qui, sans avoir été en communication avec la terre ferme, débarque seulement des passagers et leurs bagages ainsi que la malle postale, ou embarque seulement la malle postale ou des passagers, munis ou non de bagages, et qui n'ont pas communiqué avec ce port ni avec une circonscription contaminée. S'il s'agit de fièvre jaune, le navire doit, en outre, s'être tenu éloigné des côtes autant que possible et au moins à 200 mètres pour empêcher l'invasion des moustiques.

ART. 38.—L'autorité du port qui applique des mesures sanitaires délivre au capitaine, à l'armateur ou à son agent, toutes les fois que la demande en est faite, un certificat spécifiant la nature des mesures et les raisons pour lesquelles elles ont été appliquées.

ART. 39.—Les passagers arrivés par un navire infecté ont la faculté de réclamer de l'autorité sanitaire du port un certificat indiquant la date de leur arrivée et les mesures auxquelles ils ont été soumis, ainsi que leurs bagages.

ART. 40.—Les bateaux de cabotage feront l'objet d'un régime spécial à établir d'un commun accord entre les pays intéressés.

ART. 41.—Les Gouvernements des États riverains d'une même mer peuvent, en tenant compte de leurs situations spéciales et pour rendre plus efficace et moins gênante l'application des mesures sanitaires prévues par la Convention, conclure entre eux des accords particuliers.

ART. 42.—Il est désirable que le nombre des ports pourvus d'une organisation et d'un outillage suffisants pour recevoir un navire, quel que soit son état sanitaire, soit, pour chaque État, en rapport avec l'importance du trafic et de la navigation. Toutefois, sans préjudice du droit qu'ont les Gouvernements de se mettre d'accord pour organiser des stations sanitaires communes, chaque pays doit pourvoir au moins un des ports du littoral de chacune de ses mers de cette organisation et de cet outillage.

En outre, il est recommandé que tous les grands ports de navigation maritime soient outillés de telle façon qu'au moins les navires indemnes puissent y subir, dès leur arrivée, les mesures sanitaires prescrites et ne soient pas envoyés, à cet effet, dans un autre port.

Les Gouvernements feront connaître les ports qui sont ouverts chez eux aux provenances de ports contaminés de peste, de choléra ou de fièvre jaune et, en particulier, ceux qui sont ouverts aux navires infectés et suspects.

ART. 43.—Il est recommandé que, dans les grands ports de navigation maritime, il soit établi :

a) un service médical régulier du port et une surveillance médicale permanente de l'état sanitaire des équipages et de la population du port;

b) un matériel pour le transport des malades et des locaux appropriés à leur isolement ainsi qu'à l'observation des personnes suspectes;

c) les installations nécessaires à une désinfection efficace et des laboratoires bactériologiques;

d) un service d'eau potable non suspecte à l'usage du port et l'application d'un système présentant toute la sécurité possible pour l'enlèvement des déchets et ordures.

ART. 44.—Il est également recommandé aux États contractants de tenir compte, dans le traitement à appliquer aux provenances d'un pays, des mesures que ce dernier a prises pour combattre les maladies infectieuses et pour en empêcher l'exportation.

SECTION IV.—MESURES AUX FRONTIÈRES DE TERRE.—VOYAGEURS. CHEMINS DE FER.—ZONES FRONTIÈRES.—VOIES FLUVIALES.

ART. 45.—Il ne doit pas être établi de quarantaines terrestres.

Seules, les personnes présentant des symptômes de peste, de choléra ou de fièvre jaune peuvent être retenues aux frontières.

Ce principe n'exclut pas le droit, pour chaque État, de fermer au besoin une partie de ses frontières.

ART. 46.—Il importe que les voyageurs soient soumis, au point de vue de leur état de santé, à une surveillance de la part du personnel des chemins de fer.

ART. 47.—L'intervention médicale se borne à une visite des voyageurs et aux soins à donner aux malades. Si cette visite se fait, elle est combinée, autant que possible, avec la visite douanière de manière que les voyageurs soient retenus le moins longtemps possible. Les personnes visiblement indisposées sont seules soumises à un examen médical approfondi.

ART. 48.—Dès que les voyageurs venant d'un endroit contaminé seront arrivés à destination, il serait de la plus haute utilité de les soumettre à une surveillance qui ne devrait pas dépasser, à compter de la date du départ, cinq jours s'il s'agit de peste ou de choléra et six jours s'il s'agit de fièvre jaune.

ART. 49.—Les Gouvernements se réservent le droit de prendre des mesures particulières à l'égard de certaines catégories de personnes, notamment des bohémiens et des vagabonds, ainsi que des émigrants et des personnes voyageant ou passant la frontière par troupes.

ART. 50.—Les voitures affectées au transport des voyageurs, de la poste et des bagages ne peuvent être retenues aux frontières.

S'il arrive qu'une de ces voitures soit contaminée ou ait été occupée par un malade atteint de peste ou de choléra, elle sera détachée du train pour être désinfectée le plus tôt possible.

Il en sera de même pour les wagons à marchandises.

ART. 51.—Les mesures concernant le passage aux frontières du personnel des chemins de fer et de la poste sont du ressort des administrations intéressées. Elles sont combinées de façon à ne pas entraver le service.

ART. 52.—Le règlement du trafic-frontière et des questions inhérentes à ce trafic ainsi que l'adoption des mesures exceptionnelles de surveillance, doivent être laissés à des arrangements spéciaux entre les États limitrophes.

ART. 53.—Il appartient aux Gouvernements des États riverains de régler, par des arrangements spéciaux, le régime sanitaire des voies fluviales.

TITRE II.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX PAYS D'ORIENT ET D'EXTRÊME-ORIENT.

SECTION I.—MESURES DANS LES PORTS CONTAMINÉS AU DÉPART DES NAVIRES.

ART. 54.—Toute personne, y compris les gens de l'équipage, prenant passage à bord d'un navire doit être, au moment de l'embarquement, examinée individuellement, de jour, à terre, pendant le temps nécessaire, par un médecin délégué de l'autorité publique. L'autorité consulaire dont relève le navire peut assister à cette visite.

Par dérogation à cette stipulation, à Alexandrie et à Port-Saïd, la visite médicale peut avoir lieu à bord, quand l'autorité sanitaire locale le juge utile, sous la réserve que les passagers de 3^e classe ne seront plus ensuite autorisés à quitter le bord. Cette visite médicale peut être faite de nuit pour les passagers de 1^{re} et de 2^e classes, mais non pour les passagers de 3^e classe.

SECTION II.—MESURES À L'ÉGARD DES NAVIRES ORDINAIRES VENANT DE PORTS DU NORD CONTAMINÉS ET SE PRÉSENTANT À L'ENTRÉE DU CANAL DE SUEZ OU DANS LES PORTS ÉGYPTIENS.

ART. 55.—Les navires ordinaires *indemnes* venant d'un port contaminé de peste ou de choléra, d'Europe ou du bassin de la Méditerranée, et se présentant pour passer le Canal de Suez, obtiennent le passage en quarantaine. Ils continuent leur trajet en observation de cinq jours.

ART. 56.—Les navires ordinaires indemnes qui veulent aborder en Égypte, peuvent s'arrêter à Alexandrie ou à Port-Saïd, où les passagers achèveront le temps de l'observation de cinq jours, soit à bord, soit dans une station sanitaire, selon la décision de l'autorité sanitaire locale.

ART. 57.—Les mesures auxquelles seront soumis les navires *infectés* et *suspects*, venant d'un port contaminé de peste ou de choléra, d'Europe ou des rives de la Méditerranée, et désirant aborder dans un des ports d'Égypte ou passer le Canal de Suez, seront déterminées par le Conseil sanitaire d'Égypte, conformément aux stipulations de la présente Convention.

Les règlements contenant ces mesures devront, pour devenir exécutoires, être acceptés par les diverses Puissances représentées au Conseil; ils fixeront le régime imposé aux navires, aux passagers et aux marchandises et devront être présentés dans le plus bref délai possible.

SECTION III.—MESURES DANS LA MER ROUGE.

A. Mesures à l'égard des navires ordinaires venant du Sud, se présentant dans les ports de la Mer Rouge ou allant vers la Méditerranée.

ART. 58.—Indépendamment des dispositions générales qui font l'objet de la section III du chapitre 2 du titre I, concernant la classification et le régime des navires infectés, suspects ou indemnes, les prescriptions spéciales, contenues dans les articles ci-après, sont applicable aux navires ordinaires venant du Sud et entrant dans la Mer Rouge.

ART. 59.—Les navires *indemnes* devront avoir complété ou auront à compléter, en observation, cinq jours pleins à partir du moment de leur départ du dernier port contaminé.

Ils auront la faculté de passer le Canal de Suez en quarantaine et entreront dans la Méditerranée en continuant l'observation susdite de cinq jours. Les navires ayant un médecin et une étuve ne subiront pas la désinfection avant le transit en quarantaine.

ART. 60.—Les navires *suspects* sont traités d'une façon différente suivant qu'ils ont ou qu'ils n'ont pas à bord un médecin et un appareil de désinfection (étuve).

a) Les navires, ayant un médecin et un appareil de désinfection (étuve), remplissant les conditions voulues, sont admis à passer le Canal de Suez en quarantaine dans les conditions du règlement pour le transit.

b) Les autres navires suspects, n'ayant ni médecin ni appareil de désinfection (étuve), sont, avant d'être admis à transiter en quaran-

taine, retenus à Suez ou aux Sources de Moïse pendant le temps nécessaire pour exécuter les mesures de désinfection prescrites et s'assurer de l'état sanitaire du navire.

S'il s'agit de navires postaux ou de paquebots spécialement affectés au transport des voyageurs, sans appareil de désinfection (étuve), mais ayant un médecin à bord, si l'autorité locale a l'assurance, par une constatation officielle, que les mesures d'assainissement et de désinfection ont été convenablement pratiquées, soit au point de départ, soit pendant la traversée, le passage en quarantaine est accordé.

S'il agit de navires postaux ou de paquebots spécialement affectés au transport des voyageurs, sans appareil de désinfection (étuve), mais ayant un médecin à bord, si le dernier cas de peste ou de choléra remonte à plus de sept jours et si l'état sanitaire de navire est satisfaisant, la libre pratique peut être donnée à Suez, lorsque les opérations réglementaires sont terminées.

Lorsqu'un bateau a un trajet indemne de moins de sept jours, les passagers à destination d'Égypte sont débarqués dans un établissement désigné par le Conseil d'Alexandrie et isolés pendant le temps nécessaire pour compléter l'observation de cinq jours. Leur linge sale et leurs effets à usage sont désinfectés. Ils reçoivent alors la libre pratique.

Les bateaux ayant un trajet indemne de moins de sept jours et demandant à obtenir la libre pratique en Égypte sont retenus dans un établissement désigné par le Conseil d'Alexandrie le temps nécessaire pour compléter l'observation de cinq jours; ils subissent les mesures réglementaires concernant les navires suspects.

Lorsque la peste ou le choléra s'est montré exclusivement dans l'équipage, la désinfection ne porte que sur le linge sale de celui-ci, mais sur tout ce linge sale, et s'étend également aux postes d'habitation de l'équipage.

ART. 61.—Les navires *infectés* se divisent en navires avec médecin et appareil de désinfection (étuve) et navires sans médecin et sans appareil de désinfection (étuve).

a) Les navires sans médecin et sans appareil de désinfection (étuve) sont arrêtés aux Sources de Moïse¹; les personnes présentant des symptômes de peste ou de choléra sont débarquées et isolées dans un hôpital. La désinfection est pratiquée d'une façon complète. Les autres passagers sont débarqués et isolés par groupes composés de personnes aussi peu nombreuses que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier si la peste ou le choléra venait à se développer. Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers sont désinfectés ainsi que le navire.

Il est bien entendu qu'il ne s'agit pas du déchargement des marchandises, mais seulement de la désinfection de la partie du navire qui a été infectée.

Les passagers resteront pendant cinq jours dans un établissement désigné par le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Égypte. Lorsque les cas de peste ou de choléra remonteront à plusieurs jours,

¹ Les malades sont autant que possible débarqués aux Sources de Moïse; les autres personnes peuvent subir l'observation dans une station sanitaire désignée par le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Égypte (lazaret des pilotes).

la durée de l'isolement sera diminuée. Cette durée variera selon l'époque de la guérison, de la mort ou de l'isolement du dernier malade. Ainsi, lorsque le dernier cas de peste ou de choléra se sera terminé depuis six jours par la guérison ou la mort, ou que le dernier malade aura été isolé depuis six jours, l'observation durera un jour; s'il ne s'est écoulé qu'un laps de cinq jours, l'observation sera de deux jours; s'il ne s'est écoulé qu'un laps de quatre jours, l'observation sera de trois jours; s'il ne s'est écoulé qu'un laps de trois jours l'observation sera de quatre jours; s'il ne s'est écoulé qu'un laps de deux jours ou d'un jour, l'observation sera de cinq jours.

(b) Les navires avec médecin et appareil de désinfection (étuve) sont arrêtés aux Sources de Moïse. Le médecin du bord doit déclarer, sous serment, quelles sont les personnes à bord présentant des symptômes de peste, de choléra. Ces malades sont débarqués et isolés.

Après le débarquement de ces malades, le linge sale du reste des passagers, que l'autorité sanitaire considérera comme dangereux, et de l'équipage subira la désinfection à bord.

Lorsque la peste ou le choléra se sera montré exclusivement dans l'équipage, la désinfection du linge ne portera que sur le linge sale de l'équipage et le linge des postes de l'équipage.

Le médecin du bord doit indiquer aussi, sous serment, la partie ou le compartiment du navire et la section de l'hôpital dans lesquels le ou les malades ont été transportés. Il doit déclarer également, sous serment, quelles sont les personnes qui ont été en rapport avec le pestiféré ou le cholérique depuis la première manifestation de la maladie, soit par des contacts directs, soit par des contacts avec des objets qui pourraient être contaminés. Ces seules personnes seront considérées comme suspectes.

La partie ou le compartiment du navire et la section de l'hôpital dans lesquels le ou les malades auront été transportés, seront complètement désinfectés. On entend par "partie du navire" la cabine du malade, les cabines attenantes, le couloir de ces cabines, le pont, les parties du pont sur lesquelles le ou les malades auraient séjourné.

S'il est impossible de désinfecter la partie ou le compartiment du navire qui a été occupé par les personnes atteintes de peste ou de choléra, sans débarquer les personnes déclarées suspectes, ces personnes seront ou placées sur un autre navire spécialement affecté à cet usage, ou débarquées et logées dans l'établissement sanitaire, sans contact avec les malades, lesquels doivent être placés dans l'hôpital.

La durée de ce séjour sur le navire ou à terre pour la désinfection sera la plus courte que possible et n'excédera pas vingt-quatre heures.

Les suspects subiront, soit sur leur bâtiment, soit sur le navire affecté à cet usage, une observation dont la durée variera suivant les cas et dans les termes prévus au 3^e alinéa du paragraphe (a).

Le temps pris par les opérations réglementaires est compris dans la durée de l'observation.

Le passage en quarantaine peut être accordé avant l'expiration des délais indiqués ci-dessus si l'autorité sanitaire le juge possible. Il sera, en tout cas, accordé lorsque la désinfection aura été accomplie si le navire abandonne, outre ses malades, les personnes indiquées ci-dessus comme "suspectes".

Une étuve placée sur un ponton peut venir accoster le navire pour rendre plus rapides les opérations de désinfection.

Les navires infectés demandant à obtenir la libre pratique en Égypte sont retenus aux Sources de Moïse cinq jours; ils subissent, en outre, les mêmes mesures que celles adoptées pour les navires infectés arrivant en Europe.

B. Mesures à l'égard des navires ordinaires venant de ports contaminés du Hedjaz, en temps de pèlerinage.

ART. 62.—A l'époque du pèlerinage de la Mecque, si la peste ou le choléra sévit au Hedjaz, les navires provenant du Hedjaz ou de toute autre partie de la côte arabique de la Mer Rouge, sans y avoir embarqué des pèlerins ou masses analogues et qui n'ont pas eu à bord, durant la traversée, d'accident suspect, sont placés dans la catégorie des navires ordinaires suspects. Ils sont soumis aux mesures préventives et au traitement imposés à ces navires.

S'ils sont à destination de l'Égypte, ils subissent, dans un établissement sanitaire désigné par le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire, une observation de cinq jours, à compter de la date du départ, pour le choléra comme pour la peste. Ils sont soumis, en outre, à toutes les mesures prescrites pour les bateaux suspects (désinfection, etc.) et ne sont admis à la libre pratique qu'après visite médicale favorable.

Il est entendu que si les navires, durant la traversée, ont eu des accidents suspects, l'observation sera subie aux Sources de Moïse et sera de cinq jours, qu'il s'agisse de peste ou de choléra.

SECTION IV.—ORGANISATION DE LA SURVEILLANCE ET DE LA DÉSINFECTION À SUEZ ET AUX SOURCES DE MOÏSE.

ART. 63.—La visite médicale prévue par les règlements est faite pour chaque navire arrivant à Suez par un ou plusieurs médecins de la station; elle est faite de jour pour les provenances des ports contaminés de peste ou de choléra. Elle peut avoir lieu, même de nuit, sur ces navires qui se présentent pour transiter le Canal, s'ils sont éclairés à la lumière électrique, et toutes les fois que l'autorité sanitaire locale a l'assurance que les conditions d'éclairage sont suffisantes.

ART. 64.—Les médecins de la station de Suez sont au nombre de sept au moins, un médecin en chef, six titulaires. Ils doivent être pourvus d'un diplôme régulier et choisis de préférence parmi les médecins ayant fait des études spéciales pratiques d'épidémiologie et de bactériologie. Ils sont nommés par le Ministre de l'Intérieur, sur la présentation du Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Égypte. Ils reçoivent un traitement qui, de huit mille francs, peut s'élever progressivement à douze mille francs pour les six médecins et de douze mille à quinze mille francs pour le médecin en chef.

Si le service médical était encore insuffisant, on aurait recours aux médecins de la marine des différents États: ces médecins seraient placés sous l'autorité du médecin en chef de la station sanitaire.

ART. 65.—Un corps de gardes sanitaires est chargé d'assurer la surveillance et l'exécution des mesures de prophylaxie appliquées dans le Canal de Suez, à l'établissement des Sources de Moïse et à Tor.

ART. 66.—Ce corps comprend dix gardes.

Il est recruté parmi les anciens sous-officiers des armées et marines européennes et égyptiennes.

Les gardes sont nommés, après que leur compétence a été constatée par le Conseil, dans les formes prévues à l'article 14 du décret khédivial du 19 juin 1893.

ART. 67.—Les gardes sont divisés en deux classes:

La 1^{re} classe comprend quatre grades.

La 2^e comprend six gardes.

ART. 68.—La solde annuelle allouée aux gardes est pour:

la 1^{re} classe, de 160 l. ég. à 200 l. ég.;

la 2^e classe, de 120 l. ég. à 168 l. ég.;

avec augmentation progressive jusqu'à ce que le maximum soit atteint.

ART. 69.—Les gardes sont investis de caractère d'agents de la force publique, avec droit de réquisition en cas d'infraction aux règlements sanitaires.

Ils sont placés sous les ordres immédiats du directeur de l'office de Suez ou de Tor.

SECTION V.—PASSAGE EN QUARANTINE DU CANAL DE SUEZ.

ART. 70.—L'autorité sanitaire de Suez accorde le passage en quarantaine. Le Conseil en est immédiatement informé.

Dans les cas douteux, la décision est prise par le Conseil.

ART. 71.—Dès que l'autorisation prévue à l'article précédent est accordée, un télégramme est expédié à l'autorité désignée par chaque Puissance. L'expédition du télégramme est faite aux frais du navire.

ART. 72.—Chaque Puissance édictera des dispositions pénales contre les bâtiments qui, abandonnant le parcours indiqué par le capitaine, aborderaient indûment un des ports du territoire de cette Puissance. Seront exceptés les cas de force majeure et de relâche forcée.

ART. 73.—Lors de l'arraisonnement, le capitaine est tenu de déclarer s'il a à son bord des équipes de chauffeurs indigènes ou de serviteurs à gages quelconques, non inscrits sur le rôle d'équipage ou le registre à cet usage.

Les questions suivantes sont notamment posées aux capitaines de tous les navires se présentant à Suez, venant du Sud. Ils y répondent sous serment:

“Avez-vous des auxiliaires: chauffeurs ou autres gens de service, non inscrits sur le rôle de l'équipage ou sur le registre spécial? Quelle est leur nationalité? Où les avez-vous embarqués?”

Les médecins sanitaires doivent s'assurer de la présence de ces auxiliaires et s'ils constatent qu'il y a des manquants parmi eux, chercher avec soin les causes de l'absence.

ART. 74.—Un officier sanitaire et deux gardes sanitaires montent à bord. Ils doivent accompagner le navire jusqu'à Port-Saïd. Ils ont pour mission d'empêcher les communications et de veiller à l'exécution des mesures prescrites pendant la traversée du Canal.

ART. 75.—Tout embarquement ou débarquement et tout transbordement de passagers ou de marchandises sont interdits pendant le parcours du Canal de Suez à Port-Saïd.

Toutefois, les voyageurs peuvent s'embarquer à Port-Saïd en quarantaine.

ART. 76.—Les navires transitant en quarantaine doivent effectuer le parcours de Suez à Port-Saïd sans garage.

En cas d'échouage ou de garage indispensable, les opérations nécessaires sont effectuées par le personnel du bord, en évitant toute communication avec le personnel de la Compagnie du Canal de Suez.

ART. 77.—Les transports de troupes par bateaux suspects ou infectés transitant en quarantaine sont tenus de traverser le Canal seulement de jour. S'ils doivent séjourner de nuit dans le canal, ils prennent leur mouillage au lac Timsah ou dans le grand lac.

ART. 78.—Le stationnement des navires transitant en quarantaine est interdit dans le port de Port-Saïd, sauf dans les cas prévus aux articles 75, alinéa 2, et 79.

Les opérations de ravitaillement doivent être pratiquées avec les moyens du bord.

Les chargeurs ou toutes autres personnes, qui seraient montés à bord sont isolés sur le ponton quarantenaire. Leurs vêtements y subissent la désinfection réglementaire.

ART. 79.—Lorsqu'il est indispensable, pour les navires transitant en quarantaine, de prendre du charbon à Port-Saïd, ces navires doivent exécuter cette opération dans un endroit offrant les garanties nécessaires d'isolement et de surveillance sanitaire, qui sera indiqué par le Conseil sanitaire. Pour les navires à bord desquels une surveillance efficace de cette opération est possible et où tout contact avec les gens du bord peut être évité, le charbonnage par les ouvriers du port est autorisé. La nuit, le lieu de l'opération doit être éclairé à la lumière électrique.

ART. 80.—Les pilotes, les électriciens, les agents de la Compagnie et les gardes sanitaires sont déposés à Port-Saïd, hors du port, entre les jetées, et de là conduits directement au ponton de quarantaine, où leurs vêtements subissent la désinfection lorsqu'elle est jugée nécessaire.

ART. 81.—Les navires de guerre ci-après déterminés bénéficient, pour le passage du Canal de Suez, des dispositions suivantes:

Ils seront reconnus indemnes par l'autorité quarantenaire sur la production d'un certificat émanant des médecins du bord, contre-signé par le Commandant et affirmant sous serment:

a) qu'il n'y a eu à bord, soit au moment du départ, soit pendant la traversée, aucun cas de peste ou de choléra;

b) qu'une visite minutieuse de toutes les personnes existant à bord, sans exception, a été passée moins de douze heures avant l'arrivée dans le port égyptien et qu'elle n'a révélé aucun cas de ces maladies.

Ces navires sont exempts de la visite médicale et reçoivent immédiatement libre pratique, à la condition qu'ils aient complété, à partir de leur départ du dernier port contaminé, une période de cinq jours pleins.

Ceux de ces navires qui n'ont pas complété la période exigée peuvent transiter le Canal en quarantaine sans subir la visite médicale, pourvu qu'ils produisent le susdit certificat à l'autorité quarantenaire.

L'autorité quarantenaire a néanmoins le droit de faire pratiquer, par ses agents, la visite médicale à bord des navires de guerre toutes les fois qu'elle le juge nécessaire.

Les navires de guerre, suspects ou infectés, seront soumis aux règlements en vigueur.

Ne sont considérées comme navires de guerre que les unités de combat. Les bateaux-transports, les navires-hôpitaux entrent dans la catégorie des navires ordinaires.

ART. 82.—Le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Égypte est autorisé à organiser le transit du territoire égyptien, par voie ferrée, des malles postales et des passagers ordinaires venant de pays contaminés dans les trains quarantinaires, sous les conditions déterminées dans l'Annexe I.

SECTION VI.—RÉGIME SANITAIRE APPLICABLE AU GOLFE PERSIQUE.

ART. 83.—La réglementation sanitaire telle qu'elle est instituée par les articles de la présente Convention sera appliquée, en ce qui concerne les navires pénétrant dans le Golfe Persique, par les autorités sanitaires des ports d'arrivée.

Cette réglementation est soumise, sous le rapport de la classification des navires ainsi que du régime à leur faire subir dans le Golfe Persique, aux trois réserves suivantes :

1° la surveillance des passagers et de l'équipage sera toujours remplacée par une observation de même durée;

2° les navires indemnes ne pourront y recevoir libre pratique qu'à la condition d'avoir complété cinq jours pleins à partir du moment de leur départ du dernier port contaminé;

3° en ce qui concerne les navires suspects, le délai de cinq jours pour l'observation de l'équipage et des passagers comptera à partir du moment où il n'existe plus de cas de peste ou de choléra à bord.

TITRE III.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX PÈLERINAGES.

CHAPITRE PREMIER.

PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.

ART. 84.—Les dispositions de l'article 54 du titre II sont applicables aux personnes et objets à destination du Hedjaz ou de l'Irak-Arabi et qui doivent être embarqués à bord d'un navire à pèlerins, alors même que le port d'embarquement ne serait pas contaminé de peste ou de choléra.

ART. 85.—Lorsqu'il existe des cas de peste ou de choléra dans le port, l'embarquement ne se fait à bord des navires à pèlerins qu'après que les personnes réunies en groupes ont été soumises à une observation permettant de s'assurer qu'aucune d'elles n'est atteinte de la peste ou du choléra.

Il est entendu que, pour exécuter cette mesure, chaque Gouvernement peut tenir compte des circonstances et possibilités locales.

ART. 86.—Les pèlerins sont tenus, si les circonstances locales le permettent, de justifier des moyens strictement nécessaires pour accomplir le pèlerinage, spécialement du billet d'aller et retour.

ART. 87.—Les navires à vapeur sont seuls admis à faire le transport des pèlerins au long cours. Ce transport est interdit aux autres bateaux.

ART. 88.—Les navires à pèlerins faisant le cabotage destinés aux transports de courte durée dits "voyages au cabotage" sont soumis aux prescriptions contenues dans le Règlement spécial applicable au pèlerinage du Hedjaz qui sera publié par le Conseil de santé de Constantinople, conformément aux principes édictés dans la présente Convention.

ART. 89.—N'est pas considéré comme navire à pèlerins celui qui, outre ses passagers ordinaires, parmi lesquels peuvent être compris les pèlerins des classes supérieures, embarque des pèlerins de la dernière classe, en proportion moindre d'un pèlerin par cent tonneaux de jauge brute.

ART. 90.—Tout navire à pèlerins se trouvant dans les eaux ottomanes doit se conformer aux prescriptions contenues dans le Règlement spécial applicable au pèlerinage du Hedjaz qui sera publié par le Conseil de santé de Constantinople, conformément aux principes édictés dans la présente Convention.

ART. 91.—Le capitaine est tenu de payer la totalité des taxes sanitaires exigibles des pèlerins. Elles doivent être comprises dans le prix du billet.

ART. 92.—Autant que faire se peut, les pèlerins qui débarquent ou embarquent dans les stations sanitaires ne doivent avoir entre eux aucun contact sur les points de débarquement.

Les pèlerins débarqués doivent être répartis au campement en groupes aussi peu nombreux que possible.

Il est nécessaire de leur fournir une bonne eau potable, soit qu'on la trouve sur place, soit qu'on l'obtienne par distillation.

ART. 93.—Lorsqu'il y a de la peste ou du choléra au Hedjaz, les vivres emportés par les pèlerins sont détruits si l'autorité sanitaire le juge nécessaire.

CHAPITRE II.

NAVIRES À PÈLERINS.—INSTALLATIONS SANITAIRES.

SECTION I.—CONDITIONNEMENT GÉNÉRALE DES NAVIRES.

ART. 94.—Le navire doit pouvoir loger les pèlerins dans l'entrepont.

En dehors de l'équipage, le navire doit fournir à chaque individu, quel que soit son âge, une surface de 1 m. 50 carrés, c'est-à-dire 16 pieds carrés anglais, avec une hauteur d'entrepont d'environ 1 m. 80.

Pour les navires qui font le cabotage, chaque pèlerin doit disposer d'un espace d'au moins 2 mètres de largeur dans le long des plats-bords du navire.

ART. 95.—De chaque côté du navire, sur le pont, doit être réservé un endroit dérobé à la vue et pourvu d'une pompe à main, de manière à fournir de l'eau de mer pour les besoins des pèlerins. Un local de cette nature doit être exclusivement affecté aux femmes.

ART. 96.—Le navire doit être pourvu, outre les lieux d'aisances à l'usage de l'équipage, de latrines à effet d'eau ou pourvues d'un robinet dans la proportion d'au moins une latrine pour chaque centaine de personnes embarquées.

Des latrines doivent être affectées exclusivement aux femmes.

Des lieux d'aisances ne doivent pas exister dans les entreponts ni dans la cale.

ART. 97.—Le navire doit être muni de deux locaux affectés à la cuisine personnelle des pèlerins. Il est interdit aux pèlerins de faire du feu ailleurs, notamment sur le pont.

ART. 98.—Des locaux d'infirmerie offrant de bonnes conditions de sécurité et de salubrité doivent être réservés au logement des malades.

Ils seront disposés de manière à pouvoir isoler, d'après le genre de maladie, les personnes atteintes d'affections transmissibles.

L'infirmerie doit pouvoir recevoir au moins 5 p. 100 des pèlerins embarqués à raison de 3 mètres carrés par tête.

ART. 99.—Chaque navire doit avoir à bord les médicaments, les désinfectants et les objets nécessaires aux soins des malades. Les règlements faits pour ce genre de navires par chaque Gouvernement doivent déterminer la nature et la quantité des médicaments¹. Les soins et les remèdes sont fournis gratuitement aux pèlerins.

ART. 100.—Chaque navire embarquant des pèlerins doit avoir à bord un médecin régulièrement diplômé et commissionné par le Gouvernement du pays auquel le navire appartient ou par le Gouvernement du port où le navire prend des pèlerins. Un second médecin doit être embarqué dès que le nombre des pèlerins portés par le navire dépasse mille.

ART. 101.—Le capitaine est tenu de faire apposer à bord, dans un endroit apparent et accessible aux intéressés, des affiches rédigées dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer, et indiquant :

- 1° la destination du navire;
- 2° le prix des billets;
- 3° la ration journalière en eau et en vivres allouée à chaque pèlerin;
- 4° le tarif des vivres non compris dans la ration journalière et devant être payés à part.

ART. 102.—Les gros bagages des pèlerins sont enregistrés, numérotés et placés dans la cale. Les pèlerins ne peuvent garder avec eux que les objets strictement nécessaires. Les règlements faits pour ses navires par chaque Gouvernement en déterminent la nature, la quantité et les dimensions.

ART. 103.—Les prescriptions du chapitre I, du chapitre II (sections I, II et III), ainsi que du chapitre III du présent titre, seront affichées, sous la forme d'un règlement, dans la langue de la nationalité du navire ainsi que dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer, en un endroit apparent et accessible, sur chaque pont et entrepont de tout navire transportant des pèlerins.

SECTION II.—MESURES À PRENDRE AVANT LE DÉPART.

ART. 104.—Le capitaine ou, à défaut du capitaine, le propriétaire ou l'agent de tout navire à pèlerins est tenu de déclarer à l'autorité compétente du port de départ son intention d'embarquer des pèlerins, au moins trois jours avant le départ. Dans les ports d'escale, le

¹ Il est désirable que chaque navire soit muni des principaux agents d'immunisation (sérum antipesteux, vaccin de Haïkine, etc.).

capitaine ou, à défaut de capitaine, le propriétaire ou l'agent de tout navire à pèlerins est tenu de faire cette même déclaration douze heures avant le départ du navire. Cette déclaration doit indiquer le jour projeté pour le départ et la destination du navire.

ART. 105.—A la suite de la déclaration prescrite par l'article précédent, l'autorité compétente fait procéder, aux frais du capitaine, à l'inspection et au mesurage du navire. L'autorité consulaire dont relève le navire peut assister à cette inspection.

Il est procédé seulement à l'inspection si le capitaine est déjà pourvu d'un certificat de mesurage délivré par l'autorité compétente de son pays, à moins qu'il n'y ait soupçon que le document ne réponde plus à l'état actuel du navire¹.

ART. 106.—L'autorité compétente ne permet le départ d'un navire à pèlerins qu'après s'être assurée :

a) que le navire a été mis en état de propreté parfaite et, au besoin, désinfecté ;

b) que le navire est en état d'entreprendre le voyage sans danger, qu'il est bien équipé, bien aménagé, bien aéré, pourvu d'un nombre suffisant d'embarcations, qu'il ne contient rien à bord qui soit ou puisse devenir nuisible à la santé ou à la sécurité des passagers, que le pont est en bois ou en fer recouvert de bois ;

c) qu'il existe à bord, en sus de l'approvisionnement de l'équipage et convenablement arrimés, des vivres ainsi que du combustible, le tout de bonne qualité et en quantité suffisante pour tous les pèlerins et pour toute la durée déclarée du voyage ;

d) que l'eau potable embarquée est de bonne qualité et a une origine à l'abri de toute contamination ; qu'elle existe en quantité suffisante ; qu'à bord les réservoirs d'eau potable sont à l'abri de toute souillure et fermés de sorte que la distribution de l'eau ne puisse se faire que par les robinets ou les pompes. Les appareils de distribution dits "suçoirs" sont absolument interdits ;

e) que le navire possède un appareil distillatoire pouvant produire une quantité d'eau de 5 litres au moins, par tête et par jour, pour toute personne embarquée, y compris l'équipage ;

f) que le navire possède une étuve à désinfection dont la sécurité et l'efficacité auront été constatées par l'autorité sanitaire de port d'embarquement des pèlerins ;

g) que l'équipage comprend un médecin diplômé et commissionné², soit par le Gouvernement du pays auquel le navire appartient, soit par le Gouvernement du port où le navire prend des pèlerins, et que le navire possède des médicaments, le tout conformément aux articles 99 et 100 ;

h) que le pont du navire est dégagé de toutes marchandises et objets encombrants ;

i) que les dispositions du navire sont telles que les mesures prescrites par la Section III ci-après peuvent être exécutées.

ART. 107.—Le capitaine ne peut partir qu'autant qu'il a en mains :

1° une liste visée par l'autorité compétente et indiquant le nom, le sexe et le nombre total des pèlerins qu'il est autorisé à embarquer ;

¹ L'autorité compétente est actuellement : dans les Indes anglaises un fonctionnaire (*officer*) désigné à cet effet par le Gouvernement local (*Native passenger Ships Act*, 1887, art. 7) ;—dans les Indes néerlandaises, le maître du port ;—en Turquie, l'autorité sanitaire ;—en Autriche-Hongrie, l'autorité du port ;—en Italie, le capitaine du port ;—en France, en Tunisie et en Espagne, l'autorité sanitaire ;—en Egypte, l'autorité sanitaire quarantenaire, etc.

² Exception est faite pour les Gouvernements qui n'ont pas de médecins commissionnés.

2° une patente de santé constatant le nom, la nationalité et le tonnage du navire, le nom du capitaine, celui du médecin, le nombre exact des personnes embarquées (équipage, pèlerins et autres passagers), la nature de la cargaison, le lieu du départ.

L'autorité compétente indique sur la patente si le chiffre réglementaire des pèlerins est atteint ou non, et, dans le cas où il ne le serait pas, le nombre complémentaire des passagers que le navire est autorisé à embarquer dans les escales subséquentes.

SECTION III.—MESURES À PRENDRE PENDANT LA TRAVERSÉE.

ART. 108.—Le pont doit, pendant la traversée, rester dégagé des objets encombrants; il doit être réservé jour et nuit aux personnes embarquées et mis gratuitement à leur disposition.

ART. 109.—Chaque jour, les entreponts doivent être nettoyés avec soin et frottés au sable sec, avec lequel on mélange des désinfectants, pendant que les pèlerins sont sur le pont.

ART. 110.—Les latrines destinées aux passagers, aussi bien que celles de l'équipage, doivent être tenues proprement, nettoyées et désinfectées trois fois par jour.

ART. 111.—Les excréments et déjections des personnes présentant des symptômes de peste ou de choléra doivent être recueillies dans des vases contenant une solution désinfectante. Ces vases sont vidés dans les latrines, qui doivent être rigoureusement désinfectées après chaque projection de matières.

ART. 112.—Les objets de literie, les tapis, les vêtements qui ont été en contact avec les malades visés dans l'article précédent doivent être immédiatement désinfectés. L'observation de cette règle est spécialement recommandée pour les vêtements des personnes qui approchent ces malades, et qui ont pu être souillés.

Ceux des objets ci-dessus qui n'ont pas de valeur doivent être soit jetés à la mer, si le navire n'est pas dans un port ni dans un canal, soit détruits par le feu. Les autres doivent être portés à l'étuve dans des sacs imperméables lavés avec une solution désinfectante.

ART. 113.—Les locaux occupés par les malades, visés dans l'article 98, doivent être rigoureusement désinfectés.

ART. 114.—Les navires à pèlerins sont obligatoirement soumis à des opérations de désinfection conformes aux règlements en vigueur sur la matière dans le pays dont ils portent le pavillon.

ART. 115.—La quantité d'eau potable mise chaque jour gratuitement à la disposition de chaque pèlerin, quel que soit son âge, doit être d'au moins 5 litres.

ART. 116.—S'il y a doute sur la qualité de l'eau potable ou sur la possibilité de sa contamination, soit à son origine, soit au cours du trajet, l'eau doit être bouillie ou stérilisée autrement et le capitaine est tenu de la rejeter à la mer au premier port de relâche où il lui est possible de s'en procurer de meilleure.

ART. 117.—Le médecin visite les pèlerins, soigne les malades et veille à ce que, à bord, les règles de l'hygiène soient observées. Il doit notamment:

1° s'assurer que les vivres distribués aux pèlerins sont de bonne qualité, que leur quantité est conforme aux engagements pris, qu'ils sont convenablement préparés;

2° s'assurer que les prescriptions de l'article 115 relatif à la distribution de l'eau sont observées;

3° s'il y a doute sur la qualité de l'eau potable, rappeler par écrit au capitaine les prescriptions de l'article 116;

4° s'assurer que le navire est maintenu en état constant de propreté, et spécialement que les latrines sont nettoyées conformément aux prescriptions de l'article 110;

5° s'assurer que les logements des pèlerins sont maintenus salubres, et que, en cas de maladie transmissible, la désinfection est faite conformément aux articles 113 et 114;

6° tenir un journal de tous les incidents sanitaires survenus au cours du voyage et présenter ce journal à l'autorité compétente du port d'arrivée.

ART. 118.—Les personnes chargées de soigner les malades atteints de peste ou de choléra peuvent seules pénétrer auprès d'eux et ne doivent avoir aucun contact avec les autres personnes embarquées.

ART. 119.—En cas de décès survenu pendant la traversée, le capitaine doit mentionner le décès en face du nom sur la liste visée par l'autorité du port de départ, et, en outre, inscrire sur son livre de bord le nom de la personne décédée, son âge, sa provenance, la cause présumée de la mort d'après le certificat du médecin et la date du décès.

En cas de décès par maladie transmissible, le cadavre, préalablement enveloppé d'un suaire imprégné d'une solution désinfectante, doit être jeté à la mer.

ART. 120.—Le capitaine doit veiller à ce que toutes les opérations prophylactiques exécutées pendant le voyage soient inscrites sur le livre de bord. Ce livre est présenté par lui à l'autorité compétente du port d'arrivée.

Dans chaque port de relâche, le capitaine doit faire viser par l'autorité compétente la liste dressée en exécution de l'article 107.

Dans le cas où un pèlerin est débarqué en cours de voyage, le capitaine doit mentionner sur cette liste le débarquement en face du nom du pèlerin.

En cas d'embarquement, les personnes embarquées doivent être mentionnées sur cette liste conformément à l'article 107 précité et préalablement au visa nouveau que doit apposer l'autorité compétente.

ART. 121.—La patente délivrée au port de départ ne doit pas être changée au cours du voyage.

Elle est visée par l'autorité sanitaire de chaque port de relâche. Celle-ci y inscrit:

1° le nombre des passagers débarqués ou embarqués dans ce port;

2° les incidents survenus en mer et touchant à la santé ou à la vie des personnes embarquées;

3° l'état sanitaire du port de relâche.

SECTION IV.—MESURES À PRENDRE À L'ARRIVÉE DES PÈLERINS DANS LA MER ROUGE.

A. Régime sanitaire applicable aux navires à pèlerins musulmans venant d'un port contaminé et allant du Sud vers le Hedjaz.

ART. 122.—Les navires à pèlerins venant du Sud et se rendant au Hedjaz doivent, au préalable, faire escale à la station sanitaire de Camaran, et sont soumis au régime fixé par les articles 123 à 125.

ART. 123.—Les navires reconnus *indemnes* après visite médicale reçoivent libre pratique, lorsque les opérations suivantes sont terminées :

Les pèlerins sont débarqués; ils prennent une douche-lavage ou un bain de mer; leur linge sale, la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, sont désinfectés; la durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne doit pas dépasser quarante-huit heures.

Si aucun cas avéré ou suspect de peste ou de choléra n'est constaté pendant ces opérations, les pèlerins seront réembarqués immédiatement et le navire se dirigera vers le Hedjaz.

Pour la peste, les prescriptions de l'article 24 et de l'article 25 sont appliquées en ce qui concerne les rats pouvant se trouver à bord des navires.

ART. 124.—Les navires *suspects*, à bord desquels il y a eu des cas de peste ou de choléra au moment du départ, mais aucun cas nouveau de peste ou de choléra depuis sept jours, sont traités de la manière suivante :

Les pèlerins sont débarqués; ils prennent une douche-lavage ou un bain de mer; leur linge sale, la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, sont désinfectés.

En temps de choléra, l'eau de la cale est changée.

Les parties du navire habitées par les malades sont désinfectées. La durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne doit pas dépasser quarante-huit heures.

Si aucun cas avéré ou suspect de peste ou de choléra n'est constaté pendant ces opérations, les pèlerins sont réembarqués immédiatement, et le navire est dirigé sur Djeddah, où une seconde visite médicale a lieu à bord. Si son résultat est favorable, et sur le vu de la déclaration écrite des médecins du bord certifiant, sous serment, qu'il n'y a pas eu de cas de peste ou de choléra pendant la traversée, les pèlerins sont immédiatement débarqués.

Si, au contraire, un ou plusieurs cas avérés ou suspects de peste ou de choléra ont été constatés pendant le voyage ou au moment de l'arrivée, le navire est renvoyé à Camaran, où il subit de nouveau le régime des navires infectés.

Pour la peste, les prescriptions de l'article 22, 6°, sont appliquées en ce qui concerne les rats pouvant se trouver à bord des navires.

ART. 125.—Les navires *infectés*, c'est-à-dire ayant à bord des cas de peste ou de choléra, ou bien ayant présenté des cas de peste ou de choléra depuis sept jours, subissent le régime suivant :

Les personnes atteintes de peste ou de choléra sont débarquées et isolées à l'hôpital. Les autres passagers sont débarqués et isolés par groupes composés de personnes aussi peu nombreuses que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier si la peste ou le choléra venaient à s'y développer.

Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers sont désinfectés ainsi que le navire. La désinfection est pratiquée d'une façon complète.

Toutefois, l'autorité sanitaire locale peut décider que le déchargement des gros bagages et des marchandises n'est pas nécessaire, et qu'une partie seulement du navire doit subir la désinfection.

Les passagers restent cinq jours à l'établissement de Camaran. Lorsque les cas de peste ou de choléra remontent à plusieurs jours, la durée de l'isolement peut être diminuée. Cette durée peut varier selon l'époque de l'apparition du dernier cas et d'après la décision de l'autorité sanitaire.

Le navire est dirigé ensuite sur Djeddah, où est faite une visite médicale individuelle et rigoureuse. Si son résultat est favorable, le navire reçoit la libre pratique. Si, au contraire, des cas avérés de peste ou de choléra se sont montrés à bord pendant le voyage ou au moment de l'arrivée, le navire est renvoyé à Camaran, où il subit de nouveau le régime des navires infectés.

Pour la peste, le régime prévu par l'article 22 est appliqué en ce qui concerne les rats pouvant se trouver à bord des navires.

ART. 126.—Toute station sanitaire destinée à recevoir des pèlerins doit être pourvue d'un personnel instruit, expérimenté et suffisamment nombreux, ainsi que de toutes les constructions et installations matérielles nécessaires pour assurer l'application, dans leur intégralité, des mesures auxquelles lesdits pèlerins sont assujettis.

B. Régime sanitaire applicable aux navires à pèlerins musulmans venant du Nord et allant vers le Hedjaz.

ART. 127.—Si la présence de la peste ou du choléra n'est pas constatée dans le port de départ ni dans ses environs, et qu'aucun cas de peste ou de choléra ne se soit produit pendant la traversée, le navire est immédiatement admis à la libre pratique.

ART. 128.—Si la présence de la peste ou du choléra est constatée dans le port de départ ou dans ses environs, ou si un cas de peste ou de choléra s'est produit pendant la traversée, le navire est soumis, à El-Tor, aux règles instituées pour les navires qui viennent du Sud et qui s'arrêtent à Camaran. Les navires sont ensuite reçus en libre pratique.

SECTION V.—MESURES À PRENDRE AU RETOUR DES PÈLERINS.

A. Navires à pèlerins retournant vers le Nord.

ART. 129.—Tout navire à destination de Suez ou d'un port de la Méditerranée, ayant à bord des pèlerins ou masses analogues, et provenant d'un port du Hedjaz ou de tout autre port de la côte arabe de la Mer Rouge, est tenu de se rendre à El-Tor pour y subir l'observation et les mesures sanitaires indiquées dans les articles 133 à 135.

ART. 130.—Les navires ramenant les pèlerins musulmans vers la Méditerranée ne traversent le Canal qu'en quarantaine.

ART. 131.—Les agents des compagnies de navigation et les capitaines sont prévenus qu'après avoir fini leur observation à la station sanitaire de El-Tor, les pèlerins égyptiens seront seuls autorisés à quitter définitivement le navire pour rentrer ensuite dans leurs foyers.

Ne seront reconnus comme Égyptiens ou résidant en Égypte que les pèlerins porteurs d'une carte de résidence émanant d'une autorité égyptienne et conforme au modèle établi. Des exemplaires de cette carte seront déposés auprès des autorités consulaires et sanitaires

de Djeddah et de Yambo, où les agents et capitaines de navires pourront les examiner.

Les pèlerins non égyptiens, tels que les Turcs, les Russes, les Persans, les Tunisiens, les Algériens, les Marocains, etc., ne peuvent, après avoir quitté El-Tor, être débarqués dans un port égyptien. En conséquence, les agents de navigation et les capitaines sont prévenus que le transbordement des pèlerins étrangers à l'Égypte soit à Tor, soit à Suez, à Port-Saïd ou à Alexandrie, est interdit.

Les bateaux qui auraient à leur bord des pèlerins appartenant aux nationalités dénommées dans l'alinéa précédent suivront la condition de ces pèlerins et ne seront reçus dans aucun port égyptien de la Méditerranée.

ART. 132.—Les pèlerins égyptiens subissent, soit à El-Tor, soit à Souakim, ou dans toute autre station désignée par le Conseil sanitaire d'Égypte, une observation de trois jours et une visite médicale, avant d'être admis en libre pratique.

ART. 133.—Si la présence de la peste ou du choléra est constatée au Hedjaz ou dans le port d'où provient le navire, ou l'a été au Hedjaz au cours du pèlerinage, le navire est soumis, à El-Tor, aux règles instituées à Camaran pour les navires infectés.

Les personnes atteintes de peste ou de choléra sont débarquées et isolées à l'hôpital. Les autres passagers sont débarqués et isolés par groupes composés de personnes aussi peu nombreuses que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier, si la peste ou le choléra venait à s'y développer.

Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers, les bagages et les marchandises suspectes d'être contaminées sont débarqués pour être désinfectés. Leur désinfection et celle du navire sont pratiquées d'une façon complète.

Toutefois, l'autorité sanitaire locale peut décider que le déchargement des gros bagages et des marchandises n'est pas nécessaire, et qu'une partie seulement du navire doit subir la désinfection.

Le régime prévu par les articles 22 et 25 est appliqué en ce qui concerne les rats qui pourraient se trouver à bord.

Tous les pèlerins sont soumis, à partir du jour où ont été terminées les opérations de désinfection, à une observation de sept jours pleins, qu'il s'agisse de peste ou de choléra. Si un cas de peste ou de choléra s'est produit dans une section, la période de sept jours ne commence pour cette section qu'à partir du jour où le dernier cas a été constaté.

ART. 134.—Dans le cas prévu par l'article précédent, les pèlerins égyptiens subissent en outre une observation supplémentaire de trois jours.

ART. 135.—Si la présence de la peste ou du choléra n'est constatée ni au Hedjaz, ni au port d'où provient le navire, et ne l'a pas été au Hedjaz au cours du pèlerinage, le navire est soumis à El-Tor aux règles instituées à Camaran pour les navires indemnes.

Les pèlerins sont débarqués; ils prennent une douche-lavage ou un bain de mer; leur linge sale ou la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, sont désinfectés. La durée de ces opérations, y compris le débarquement et l'embarquement, ne doit pas dépasser soixante-douze heures.

Toutefois, un navire à pèlerins, appartenant à une des nations ayant adhéré aux stipulations de la présente Convention et des Conventions antérieures, s'il n'a pas eu de malades atteints de peste ou de choléra en cours de route de Djeddah à Yambo et à El-Tor, et si la visite médicale individuelle, faite à El-Tor après débarquement, permet de constater qu'il ne contient pas de tels malades, peut être autorisé, par le Conseil sanitaire d'Égypte, à traverser en quarantaine le Canal de Suez, même la nuit, lorsque sont réunies les quatre conditions suivantes:

1° le service médical est assuré à bord par un ou plusieurs médecins commissionnés par le Gouvernement auquel appartient le navire;

2° le navire est pourvu d'étuves à désinfection, et il est constaté que le linge sale a été désinfecté en cours de route;

3° il est établi que le nombre des pèlerins n'est pas supérieur à celui autorisé par les règlements du pèlerinage;

4° le capitaine s'engage à se rendre directement dans un des ports du pays auquel appartient le navire.

La visite médicale après débarquement à El-Tor doit être faite dans le moindre délai possible.

La taxe sanitaire payée à l'Administration quarantenaire est la même que celle qu'auraient payée les pèlerins s'ils étaient restés trois jours en quarantaine.

ART. 136.—Le navire qui, pendant la traversée de El-Tor à Suez, aurait eu un cas suspect à bord sera repoussé à El-Tor.

ART. 137.—Le transbordement des pèlerins est strictement interdit dans les ports égyptiens.

ART. 138.—Les navires partant du Hedjaz et ayant à leur bord des pèlerins à destination d'un port de la côte africaine de la Mer Rouge sont autorisés à se rendre directement à Souakim, ou en tel autre endroit que le Conseil sanitaire d'Alexandrie décidera, pour y subir le même régime quarantenaire qu'à El-Tor.

ART. 139.—Les navires venant du Hedjaz ou d'un port de la côte arabique de la Mer Rouge avec patente nette, n'ayant pas à bord des pèlerins ou masses analogues et qui n'ont pas eu d'accident suspect durant la traversée, sont admis en libre pratique à Suez, après visite médicale favorable.

ART. 140.—Lorsque la peste ou le choléra aura été constaté au Hedjaz:

1° les caravanes composées de pèlerins égyptiens doivent, avant de se rendre en Égypte, subir une quarantaine de rigueur à El-Tor de sept jours en cas de choléra ou de peste; elles doivent ensuite subir à El-Tor une observation de trois jours, après laquelle elles ne sont admises en libre pratique qu'après visite médicale favorable et désinfection des effets;

2° les caravanes composées de pèlerins étrangers devant se rendre dans leurs foyers par la voie de terre sont soumises aux mêmes mesures que les caravanes égyptiennes et doivent être accompagnées par des gardes sanitaires jusqu'aux limites du désert.

ART. 141.—Lorsque la peste ou le choléra n'a pas été signalé au Hedjaz, les caravanes de pèlerins venant du Hedjaz par la route de Akaba ou de Moïla sont soumises, à leur arrivée au Canal ou à Nakhel, à la visite médicale et à la désinfection du linge sale et des effets à usage.

B. Pèlerins retournant vers le Sud.

ART. 142.—Il y aura dans les ports d'embarquement du Hedjaz des installations sanitaires assez complètes pour qu'on puisse appliquer aux pèlerins qui doivent se diriger vers le Sud pour rentrer dans leur pays les mesures qui sont obligatoires, en vertu des articles 10 et 54, au moment du départ de ces pèlerins dans les ports situés au delà du détroit de Bab-el-Mandeb.

L'application de ces mesures est facultative, c'est-à-dire qu'elles ne sont appliquées que dans les cas où l'autorité consulaire du pays auquel appartient le pèlerin, ou le médecin du navire à bord duquel il va s'embarquer, les juge nécessaires.

CHAPITRE III.

PÉNALITÉS.

ART. 143.—Tout capitaine convaincu de ne pas s'être conformé, pour la distribution de l'eau, des vivres ou du combustible, aux engagements pris par lui, est passible d'une amende de 2 livres turques¹. Cette amende est perçue au profit du pèlerin qui aurait été victime du manquement et qui établirait qu'il a en vain réclamé l'exécution de l'engagement pris.

ART. 144.—Toute infraction à l'article 101 est punie d'une amende de 30 livres turques.

ART. 145.—Tout capitaine qui a commis ou qui a sciemment laissé commettre une fraude quelconque concernant la liste des pèlerins ou la patente sanitaire, prévues à l'article 107, est passible d'une amende de 50 livres turques.

ART. 146.—Tout capitaine de navire arrivant sans patente sanitaire du port de départ, ou sans visa des ports de relâche, ou non muni de la liste réglementaire et régulièrement tenue suivant les articles 107, 120 et 121, est passible, dans chaque cas, d'une amende de 12 livres turques.

ART. 147.—Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à bord plus de cent pèlerins sans la présence d'un médecin commissionné, conformément aux prescriptions de l'article 100, est passible d'une amende de 300 livres turques.

ART. 148.—Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à son bord un nombre de pèlerins supérieur à celui qu'il est autorisé à embarquer, conformément aux prescriptions de l'article 107, est passible d'une amende de 5 livres turques par chaque pèlerin en surplus. Le débarquement des pèlerins dépassant le nombre régulier est effectué à la première station où réside une autorité compétente, et le capitaine est tenu de fournir aux pèlerins débarqués l'argent nécessaire pour poursuivre leur voyage jusqu'à destination.

ART. 149.—Tout capitaine convaincu d'avoir débarqué des pèlerins dans un endroit autre que celui de leur destination, sauf leur consentement ou hors le cas de force majeure, est passible d'une amende de 20 livres turques par chaque pèlerin débarqué à tort.

ART. 150.—Toutes autres infractions aux prescriptions relatives aux navires à pèlerins sont punies d'une amende de 10 à 100 livres turques.

¹ La livre turque vaut 22 fr. 50.

ART. 151.—Toute contravention constatée en cours de voyage est annotée sur la patente de santé, ainsi que sur la liste des pèlerins. L'autorité compétente en dresse procès-verbal pour le remettre à qui de droit.

ART. 152.—Tous les agents appelés à concourir à l'exécution des prescriptions de la présente Convention en ce qui concerne les navires à pèlerins sont passibles de punitions conformément aux lois de leurs pays respectifs en cas de fautes commises par eux dans l'application desdites prescriptions.

TITRE IV.

SURVEILLANCE ET EXÉCUTION.

I.—CONSEIL SANITAIRE, MARITIME ET QUARANTENAIRE D'ÉGYPTE.

ART. 153.—Sont confirmées les stipulations de l'Annexe III de la Convention sanitaire de Venise du 30 janvier 1892, concernant la composition, les attributions et le fonctionnement du Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Égypte, telles qu'elles résultent des décrets de S. A. le Khédive en date du 19 juin 1893 et du 25 décembre 1894, ainsi que de l'arrêté ministériel du 19 juin 1893.

Lesdits décrets et arrêté demeurent annexés à la présente Convention (Annexe II).

ART. 154.—Les dépenses ordinaires résultant des dispositions de la présente Convention relatives notamment à l'augmentation du personnel relevant du Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Égypte seront couvertes à l'aide d'un versement annuel complémentaire par le Gouvernement égyptien, d'une somme de quatre mille livres égyptiennes, qui pourrait être prélevée sur l'excédent du service des phares resté à la disposition de ce Gouvernement.

Toutefois il sera déduit de cette somme le produit d'une taxe quarantenaire supplémentaire de 10 P. T. (piastres tarif) par pèlerin, à prélever à El-Tor.

Au cas où le Gouvernement égyptien verrait des difficultés à supporter cette part dans les dépenses, les Puissances représentées au Conseil sanitaire s'entendraient avec le Gouvernement khédivial pour assurer la participation de ce dernier aux dépenses prévues.

ART. 155.—Le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Égypte est chargé de mettre en concordance avec les dispositions de la présente Convention les règlements actuellement appliqués par lui concernant la peste, le choléra et la fièvre jaune, ainsi que le règlement relatif aux provenances des ports arabiques de la Mer Rouge, à l'époque du pèlerinage.

Il revisera, s'il y a lieu, dans le même but, le règlement général de police sanitaire, maritime et quarantenaire présentement en vigueur.

Ces règlements, pour devenir exécutoires, doivent être acceptés par les diverses Puissances représentées au Conseil.

II.—CONSEIL SANITAIRE INTERNATIONAL DE TANGER.

ART. 156.—Dans l'intérêt de la santé publique, les Hautes Parties Contractantes conviennent que leurs Représentants au Maroc appelleront de nouveau l'attention du Conseil sanitaire international de Tanger sur la nécessité d'appliquer les stipulations des Conventions sanitaires.

III.—DISPOSITIONS DIVERSES.

ART. 157.—Le produit des taxes et des amendes sanitaires ne peut, en aucun cas, être employé à des objets autres que ceux relevant des Conseils sanitaires.

ART. 158.—Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faire rédiger par leurs Administrations sanitaires une instruction destinée à mettre les capitaines des navires, surtout lorsqu'il n'y a pas de médecin à bord, en mesure d'appliquer les prescriptions contenues dans la présente Convention en ce qui concerne la peste, le choléra et la fièvre jaune.

TITRE V.

ADHÉSIONS ET RATIFICATIONS.

ART. 159.—Les Gouvernements qui n'ont pas signé la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la République française et, par celui-ci, aux autres Gouvernements signataires.

ART. 160.—La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à Paris aussitôt que faire se pourra.

Elle sera mise à exécution dès que la publication en aura été faite conformément à la législation des États signataires. Elle remplacera, dans les rapports respectifs des Puissances qui l'auront ratifiée ou y auront accédé, les Conventions sanitaires internationales signées les 30 janvier 1892, 15 avril 1893, 3 avril 1894, 19 mars 1897 et 3 décembre 1903.

Les arrangements antérieurs énumérés ci-dessus demeureront en vigueur à l'égard des Puissances qui, les ayant signés ou y ayant adhéré, ne ratifieraient pas le présent acte ou n'y accéderaient pas.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le dix-sept janvier mil neuf cent douze, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les Archives du Gouvernement de la République française et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

(L. S.)	Signé:	FRHRR VON STEIN.
(L. S.)	"	D ^r GAFFKY.
(L. S.)	"	A. BAILLY-BLANCHARD.
(L. S.)	"	FRANCISCO DE VEYGA.
(L. S.)	"	EZEQUIEL CASTILLA.
(L. S.)	"	GAGERN.
(L. S.)	"	HABERLER.
(L. S.)	"	WORMS.
(L. S.)	"	BÖLCS.
(L. S.)	"	MÜLLER.
(L. S.)	"	O. VELGHE.
(L. S.)	"	D ^r VAN ERMENGEM.
(L. S.)	"	ISMAEL MONTES.
(L. S.)	"	D ^r CHERVIN.
(L. S.)	"	D ^r FIGUEIREDO DE VASCONCEL- LOS.
(L. S.)	"	STANCIOFF.
(L. S.)	"	D ^r G. CHICHCOFF.

(L. S.)	Signé:	F. PUGA BORNE.
(L. S.)	"	J. E. MANRIQUE.
(L. S.)	"	D ^r A. ALVAREZ CAÑAS.
(L. S.)	"	TOMAS COLLAZO.
(L. S.)	"	F. REVENTLOW.
(L. S.)	"	VICTOR M. RENDON.
(L. S.)	"	E. DORN Y DE ALSUA.
(L. S.)	"	F. DE REYNOSO.
(L. S.)	"	ANGEL PULIDO.
(L. S.)	"	CAMILLE BARRÈRE.
(L. S.)	"	GAVARRY.
(L. S.)	"	D ^r E. ROUX.
(L. S.)	"	MIRMAN.
(L. S.)	"	D ^r A. CALMETTE.
(L. S.)	"	ER. RONSSIN.
(L. S.)	"	HARISMENDY.
(L. S.)	"	PAUL ROUX.
(L. S.)	"	LANCELOT D. CARNEGIE.
(L. S.)	"	RALPH W. JOHNSTONE.
(L. S.)	"	BENJAMIN FRANKLIN.
(L. S.)	"	D. CACLAMANOS.
(L. S.)	"	J.-M. LARDIZÀBAL.
(L. S.)	"	D ^r CASSÉUS.
(L. S.)	"	DÉSIRÉ PECTOR.
(L. S.)	"	ROCCO SANTOLÍQUIDO.
(L. S.)	"	ADOLFO COTTA.
(L. S.)	"	BASTIN.
(L. S.)	"	D ^r PRAUM.
(L. S.)	"	MIGUEL ZUÑIGA Y AZCARATE.
(L. S.)	"	BRUNET.
(L. S.)	"	D ^r E. BINET.
(L. S.)	"	F. WEDEL JARLSBERG.
(L. S.)	"	J. A. JIMENEZ.
(L. S.)	"	D ^r W. P. RUYSCH.
(L. S.)	"	D ^r C. WINKLER.
(L. S.)	"	M. SAMAD.
(L. S.)	"	ANTONIO - AUGUSTO - GONÇALVES BRAGA.
(L. S.)	"	ALEXANDRE EM. LAHOVARY.
(L. S.)	"	PLATON DE WAXEL.
(L. S.)	"	NICOLAS FREYBERG.
(L. S.)	"	D ^r S. LETONA.
(L. S.)	"	MIL. R. VESNITCH.
(L. S.)	"	D ^r MANAUD.
(L. S.)	"	GYLDENSTOLPE.
(L. S.)	"	LARDY.
(L. S.)	"	MISSAK.
(L. S.)	"	Y. SADDIK.
(L. S.)	"	LUIS PIERA.

CERTIFIÉ conforme à l'original:

Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères de la République française,
 R. POINCARÉ.

ANNEXES.

ANNEXE I.

(Voir art. 82.)

RÈGLEMENT RELATIF AU TRANSIT, EN TRAIN QUARANTENAIRE, PAR LE TERRITOIRE ÉGYPTIEN, DES VOYAGEURS ET DES MALLES POSTALES PROVENANT DES PAYS CONTAMINÉS.

ARTICLE PREMIER.

L'Administration des Chemins de fer égyptiens désirant un train quarantenaire en correspondance avec l'arrivée des navires provenant de ports contaminés devra en aviser l'autorité quarantenaire locale au moins deux heures avant le départ.

ART. 2.

Les passagers débarqueront à l'endroit indiqué par l'autorité quarantenaire d'accord avec l'Administration des Chemins de fer et le Gouvernement égyptien, et passeront directement, sans aucune communication, du bateau au train, sous la surveillance d'un officier du transit et de deux ou plusieurs gardes sanitaires.

ART. 3.

Le transport des effets, bagages, etc., des passagers sera effectué en quarantaine par les moyens du bord.

ART. 4.

Les agents du chemin de fer sont tenus de se conformer, en ce qui concerne les mesures quaranténaires, aux ordres de l'officier du transit.

ART. 5.

Les wagons affectés à ce service seront des wagons à couloir. Un garde sanitaire sera placé dans chaque wagon et sera chargé de la surveillance des passagers. Les agents du chemin de fer n'auront aucune communication avec les passagers.

Un médecin du service quarantenaire accompagnera le train.

ART. 6.

Les gros bagages des passagers seront placés dans un wagon spécial qui sera scellé au départ du train par l'officier du transit. À l'arrivée, les scellés seront retirés par l'officier du transit.

Tout transbordement ou embarquement sur le parcours est interdit.

ART. 7.

Les cabinets seront munis de tinettes contenant une certaine quantité d'antiseptique pour recevoir les déjections des passagers.

ART. 8.

Le quai des gares où le train sera obligé de s'arrêter sera complètement évacué, sauf par les agents de service absolument indispensables.

ART. 9.

Chaque train pourra avoir un wagon-restaurant. La desserte de la table sera détruite. Les employés de ce wagon et les autres employés du chemin de fer qui, pour une raison quelconque, ont été en contact avec les passagers, seront assujettis au même traitement que les pilotes et les électriciens à Port-Saïd ou à Suez ou à telles mesures que le Conseil jugera nécessaires.

ART. 10.

Il est absolument défendu aux passagers de jeter quoi que ce soit par les fenêtres, portières, etc.

ART. 11.

Dans chaque train un compartiment-infirmerie restera vide pour y isoler les malades si le cas se présente. Ce compartiment sera installé d'après les indications du Conseil quarantenaire.

Si un cas de peste ou de choléra se déclarait parmi les passagers, le malade serait immédiatement isolé dans le compartiment spécial. Ce malade, à l'arrivée du train, sera immédiatement transféré au lazaret quarantenaire. Les autres passagers continueront leur voyage en quarantaine.

ART. 12.

Si un cas de peste ou de choléra se déclarait pendant le parcours, le train serait désinfecté par l'autorité quarantenaire.

Dans tous les cas, les fourgons ayant contenu les bagages et la malle seront désinfectés immédiatement après l'arrivée du train.

ART. 13.

Le transbordement du train au bateau sera fait de la même façon qu'à l'arrivée. Le bateau recevant les passagers sera immédiatement mis en quarantaine et mention sera faite sur la patente des accidents qui auraient pu survenir en cours de route, avec désignation spéciale des personnes qui auraient été en contact avec les malades.

ART. 14.

Les frais encourus par l'Administration quarantenaire sont à la charge de qui aura fait la demande du train quarantenaire.

ART. 15.

Le Président du Conseil, ou son remplaçant, aura le droit de surveiller ce train pendant tout son parcours.

Le Président pourra, en plus, charger un employé supérieur (outre l'officier du transit et les gardes) de la surveillance dudit train.

Cet employé aura accès dans le train sur la simple présentation d'un ordre signé par le Président.

ANNEXE II.

(Voir art. 153.)

DÉCRET KHÉDIVIAL DU 19 JUIN 1893.

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTÉ,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres,

Considérant qu'il a été nécessaire d'introduire diverses modifications dans notre Décret du 3 janvier 1881 (2 Safer 1298),

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

Le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire est chargé d'arrêter les mesures à prendre pour prévenir l'introduction en Égypte, ou la transmission à l'étranger, des maladies épidémiques et des épizooties.

ART. 2.

Le nombre des Délégués égyptiens sera réduit à quatre membres :

1° Le Président du Conseil, nommé par la Gouvernement Égyptien, et qui ne votera qu'en cas de partage des voix ;

2° Un Docteur en médecine européen, Inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire ;

3° L'Inspecteur sanitaire de la ville d'Alexandrie, ou celui qui remplit ses fonctions ;

4° L'Inspecteur vétérinaire de l'Administration des services sanitaires et de l'hygiène publique.

Tous les Délégués doivent être médecins régulièrement diplômés, soit par une Faculté de médecine européenne, soit par l'État, ou être fonctionnaires effectifs de carrière, du grade de vice-consul au moins, ou d'un grade équivalent. Cette disposition ne s'applique pas aux titulaires actuellement en fonctions.

ART. 3.

Le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire exerce une surveillance permanente sur l'état sanitaire de l'Égypte et sur les provenances des pays étrangers.

ART. 4.

En ce qui concerne l'Égypte, le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire recevra chaque semaine du Conseil de santé et d'hygiène publique, les bulletins sanitaires des villes du Caire et d'Alexandrie, et, chaque mois, les bulletins sanitaires des provinces.

Ces bulletins devront être transmis à des intervalles plus rapprochés lorsque, à raison de circonstances spéciales, le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire en fera la demande.

De son côté, le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire communiquera au Conseil de santé et d'hygiène publique les décisions qu'il aura prises et les renseignements qu'il aura reçus de l'étranger.

Les Gouvernements adressent au Conseil, s'ils le jugent à propos, le bulletin sanitaire de leur pays et lui signalent, dès leur apparition, les épidémies et les épizooties.

ART. 5.

Le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire s'assure de l'état sanitaire du pays et envoie des commissions d'inspection partout où il le juge nécessaire.

Le Conseil de santé et d'hygiène publique sera avisé de l'envoi de ces commissions et devra s'employer à faciliter l'accomplissement de leur mandat.

ART. 6.

Le Conseil arrête les mesures préventives ayant pour objet d'empêcher l'introduction en Égypte, par les frontières maritimes ou les frontières du désert, des maladies épidémiques ou des épizooties, et détermine les points où devront être installés campements provisoires et les établissements permanents quaranténaires.

ART. 7.

Il formule l'annotation à inscrire sur la patente délivrée par les offices sanitaires aux navires en partance.

ART. 8.

En cas d'apparition de maladies épidémiques ou d'épizooties en Égypte, il arrête les mesures préventives ayant pour objet d'empêcher la transmission de ces maladies à l'étranger.

ART. 9.

Le Conseil surveille et contrôle l'exécution des mesures sanitaires quaranténaires qu'il a arrêtées.

Il formule tous les règlements relatifs au service quarantenaire, veille à leur stricte exécution, tant en ce qui concerne la protection du pays que le maintien des garanties stipulées par les conventions sanitaires internationales.

ART. 10.

Il réglemente, au point de vue sanitaire, les conditions dans lesquelles doit s'effectuer le transport des pèlerins à l'aller et au retour du Hedjaz, et surveille leur état de santé en temps de pèlerinage.

ART. 11.

Les décisions prises par le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire sont communiquées au Ministère de l'Intérieur; il en sera également donné connaissance au Ministère des Affaires étrangères, qui les notifiera, s'il y a lieu, aux agences et consulats généraux.

Toutefois, le Président du Conseil est autorisé à correspondre directement avec les Autorités consulaires des villes maritimes pour les affaires courantes du service.

ART. 12.

Le Président, et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, l'Inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, est chargé d'assurer l'exécution des décisions du Conseil.

A cet effet, il correspond directement avec tous les agents du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, et avec les diverses Autorités du pays. Il dirige, d'après les avis du Conseil, la police sanitaire des ports, les établissements maritimes quarantenaires et les stations quarantenaires du désert.

Enfin, il expédie les affaires courantes.

ART. 13.

L'Inspecteur général sanitaire, les directeurs des offices sanitaires, les médecins des stations sanitaires et campements quarantenaires doivent être choisis parmi les médecins régulièrement diplômés, soit par une Faculté de médecine européenne, soit par l'État.

Le délégué du Conseil à Djeddah pourra être médecin diplômé du Caire.

ART. 14.

Pour toutes les fonctions et emplois relevant du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, le Conseil, par l'entremise de son Président, désigne ses candidats au Ministre de l'Intérieur, qui seul aura le droit de les nommer.

Il sera procédé de même pour les révocations, mutations et avancements.

Toutefois, le Président aura la nomination directe de tous les agents subalternes, hommes de peine, gens de service, etc.

La nomination des gardes de santé est réservée au Conseil.

ART. 15.

Les Directeurs des offices sanitaires sont au nombre de sept, ayant leur résident à Alexandrie, Damiette, Port-Saïd, Suez, Tor, Souakim et Kosseir.

L'office sanitaire de Tor pourra ne fonctionner que pendant la durée du pèlerinage ou en temps d'épidémie.

ART. 16.

Les Directeurs des offices sanitaires ont sous leurs ordres tous les employés sanitaires de leur circonscription. Ils sont responsables de la bonne exécution du service.

ART. 17.

Le chef de l'agence sanitaire d'El Ariche a les mêmes attributions que celles confiées aux directeurs par l'article qui précède.

ART. 18.

Les directeurs des stations sanitaires et campements quaranténaires ont sous leurs ordres tous les employés du service médical et du service administratif des établissements qu'ils dirigent.

ART. 19.

L'Inspecteur général sanitaire est chargé de la surveillance de tous les services dépendant du Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

ART. 20.

Le délégué du Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire à Djeddah a pour mission de fournir au Conseil des informations sur l'état sanitaire du Hedjaz, spécialement en temps de pèlerinage.

ART. 21.

Un Comité de discipline, composé du Président, de l'Inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire et de trois Délégués élus par le Conseil, est chargé d'examiner les plaintes portées contre les agents relevant du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

Il dresse sur chaque affaire un rapport et le soumet à l'appréciation du Conseil, réuni en assemblée générale. Les Délégués seront renouvelés tous les ans. Ils sont rééligibles.

La décision du Conseil est, par les soins de son Président, soumise à la sanction du Ministre de l'Intérieur.

Le Comité de discipline peut infliger, sans consulter le Conseil :
1° le blâme; 2° la suspension du traitement jusqu'à un mois.

ART. 22.

Les peines disciplinaires sont :

1° Le blâme;

2° La suspension du traitement depuis huit jours jusqu'à trois mois;

3° Le déplacement sans indemnité;

4° La révocation.

Le tout sans préjudice des poursuites à exercer pour les crimes ou délits de droit commun.

ART. 23.

Les droits sanitaires et quaranténaires sont perçus par les agents qui relèvent du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

Ceux-ci se conforment, en ce qui concerne la comptabilité et la tenue des livres, aux règlements généraux établis par le Ministère des Finances.

Les agents comptables adressent leur comptabilité et le produit de leurs perceptions à la Présidence du Conseil.

L'agent comptable, chef du bureau central de la comptabilité, leur en donne décharge sur le visa du Président du Conseil.

ART. 24.

Le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire dispose de ses finances.

L'Administration des recettes et des dépenses est confiée à un Comité composé du Président, de l'Inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire et de trois Délégués des Puissances élus par le Conseil. Il prend le titre de "Comité des Finances." Les trois Délégués des Puissances sont renouvelés tous les ans. Ils sont rééligibles.

Ce Comité fixe, sauf ratification par le Conseil, le traitement des employés de tout grade; il décide les dépenses fixes et les dépenses imprévues. Tous les trois mois, dans une séance spéciale, il fait au Conseil un rapport détaillé de sa gestion. Dans les trois mois qui suivront l'expiration de l'année budgétaire, le Conseil, sur la proposition du Comité, arrête le bilan définitif et le transmet, par l'entremise de son Président, au Ministère de l'Intérieur.

Le Conseil prépare le budget de ses recettes et celui de ses dépenses. Ce budget sera arrêté par le Conseil des Ministres, en même temps que le budget général de l'État, à titre de budget annexe.—Dans le cas où le chiffre des dépenses excéderait le chiffre des recettes, le déficit sera comblé par les ressources générales de l'État. Toutefois, le Conseil devra étudier sans retard les moyens d'équilibrer les recettes et les dépenses. Ses propositions seront, par les soins du Président, transmises au Ministre de l'Intérieur. L'excédent des recettes, s'il en existe, restera à la caisse du Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire; il sera, après décision du Conseil Sanitaire ratifiée par le Conseil des Ministres, affecté exclusivement à la création d'un fonds de réserve destiné à faire face aux besoins imprévus.

ART. 25.

Le Président est tenu d'ordonner que le vote aura lieu au scrutin secret toutes les fois que trois membres du Conseil en font la demande. Le vote au scrutin secret est obligatoire toutes les fois qu'il s'agit du choix des Délégués des Puissances pour faire partie du Comité de discipline ou du Comité des Finances et lorsqu'il s'agit de nomination, révocation, mutation ou avancement dans le personnel.

ART. 26.

Les Gouverneurs, Préfets de police et Moudirs sont responsables en ce qui les concerne, de l'exécution des règlements sanitaires. Ils doivent, ainsi que toutes les autorités civiles et militaires, donner leur concours lorsqu'ils en sont légalement requis par les agents du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, pour assurer la prompte exécution des mesures prises dans l'intérêt de la santé publique.

ART. 27.

Tous décrets et règlements antérieurs sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire aux dispositions qui précèdent.

ART. 28.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui ne deviendra exécutoire qu'à partir du 1^{er} novembre 1893.

Fait au Palais de Ramleh, le 19 juin 1893.

ABBAS HILMI.

Par le Khédive:

Le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur,

RIAZ.

DÉCRET KHÉDIVIAL DU 25 DÉCEMBRE 1894.

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTÉ,

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres;

Vu l'avis conforme de MM. les Commissaires-Directeurs de la Caisse de la dette publique en ce qui concerne l'article 7;

Avec l'assentiment des Puissances,

DÉCRÉTONS:

ARTICLE PREMIER.

A partir de l'exercice financier 1894, il sera prélevé annuellement sur les recettes actuelles des droits de phare une somme de 40,000 L. E., qui sera employée comme il est expliqué dans les articles suivants.

ART. 2.

La somme prélevée en 1894 sera affectée: 1° à combler le déficit éventuel de l'exercice financier 1894 du Conseil quarantenaire, au cas où ce déficit n'aurait pas pu être entièrement couvert avec les ressources provenant du fonds de réserve dudit Conseil, ainsi qu'il sera dit à l'article qui suit; 2° à faire face aux dépenses extraordinaires nécessitées par l'aménagement des établissements sanitaires d'El-Tor, de Suez et des Sources de Moïse.

ART. 3.

Le fonds de réserve actuel du Conseil quarantenaire sera employé à combler de déficit de l'exercice 1894, sans que ce fonds puisse être réduit à une somme inférieure à 10,000 L. E.

Si le déficit ne se trouve pas entièrement couvert, il y sera fait face, pour le reste, avec les ressources créées à l'article premier.

ART. 4.

Sur la somme de L. E. 80,000, provenant des exercices 1895 et 1896, il sera prélevé: 1° une somme égale à celle qui aura été payée en 1894 sur les mêmes recettes, à valoir sur le déficit de ladite année 1894, de manière à porter à L. E. 40,000 le montant des sommes affectées aux travaux extraordinaires prévus à l'article 1^{er} pour El-Tor, Suez et les Sources de Moïse: 2° les sommes nécessaires pour combler le déficit du budget du Conseil quarantenaire, pour les exercices financiers 1895 et 1896.

Le surplus, après le prélèvement ci-dessus, sera affecté à la construction de nouveaux phares dans la Mer Rouge.

ART. 5.

À partir de l'exercice financier 1897, cette somme annuelle de L. E. 40,000 sera affectée à combler les déficits éventuels du Conseil quarantenaire. Le montant de la somme nécessaire à cet effet sera arrêté définitivement en prenant pour base les résultats financiers des exercices 1894 et 1895 du Conseil.

Le surplus sera affecté à une réduction des droits de phares: il est entendu que ces droits seront réduits dans la même proportion dans la Mer Rouge et dans la Méditerranée.

ART. 6.

Moyennant les prélèvements et affectations ci-dessus, le Gouvernement est, à partir de l'année 1894, déchargé de toute obligation quelconque en ce qui concerne les dépenses soit ordinaires, soit extraordinaires, du Conseil quarantenaire.

Il est entendu, toutefois, que les dépenses supportées jusqu'à ce jour par le Gouvernement Égyptien continueront à rester à sa charge.

ART. 7.

A partir de l'exercice 1894, lors du règlement de compte des excédents avec la Caisse de la Dette publique, la part de ces excédents revenant au Gouvernement sera majorée d'une somme annuelle de 20,000 L. E.

ART. 8.

Il a été convenu entre le Gouvernement Égyptien et les Gouvernements d'Allemagne, de Belgique, de Grande-Bretagne et d'Italie que la somme affectée à la réduction des droits de phares, aux termes de l'article 5 du présent décret, viendra en déduction de celle de 40,000 L. E. prévue dans les lettres annexées aux Conventions commerciales intervenues entre l'Égypte et lesdits Gouvernements.

ART. 9.

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais de Koubbeh, le 25 décembre 1894.

ABBAS HILMI.

Par le Khédive:

Le Président du Conseil des Ministres,
N. NUBAR.

Le Ministre des Finances,
AHMER MAZLOUM.

Le Ministre des Affaires étrangères,
BOUTROS GHALI.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 19 JUIN 1893 CONCERNANT LE FONCTIONNEMENT DU SERVICE SANITAIRE, MARITIME ET QUARANTENAIRE.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,
Vu le Décret en date du 19 juin 1893,
ARRÊTE:

TITRE I.

DU CONSEIL SANITAIRE, MARITIME ET QUARANTENAIRE.

ARTICLE PREMIER.

Le Président est tenu de convoquer le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, en séance ordinaire, le premier mardi de chaque mois.

Il est également tenu de le convoquer lorsque trois membres en font la demande.

Il doit enfin réunir le Conseil, en séance extraordinaire, toutes les fois que les circonstances exigent l'adoption immédiate d'une mesure grave.

ART. 2.

La lettre de convocation indique les questions portées à l'ordre du jour. A moins d'urgence, il ne pourra être pris de décisions définitives que sur les questions mentionnées dans la lettre de convocation.

ART. 3.

Le secrétaire du Conseil rédige les procès-verbaux des séances.

Ces procès-verbaux doivent être présentés à la signature de tous les membres qui assistaient à la séance.

Ils sont intégralement copiés sur un registre qui est conservé dans les archives concurremment avec les originaux des procès-verbaux.

Une copie provisoire des procès-verbaux sera délivrée à tout membre du Conseil qui en fera la demande.

ART. 4.

Une Commission permanente composée du Président, de l'Inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, et de deux Délégués des Puissances élus par le Conseil, est chargée de prendre les décisions et mesures urgentes.

Le Délégué de la nation intéressée est toujours convoqué. Il a droit de vote.

Le Président ne vote qu'en cas de partage.

Les décisions sont immédiatement communiquées par lettres à tous les membres du Conseil.

Cette Commission sera renouvelée tous les 3 mois.

ART. 5.

Le Président, ou, en son absence, l'Inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, dirige les délibérations du Conseil. Il ne vote qu'en cas de partage.

Le Président a la direction général du Service. Il est chargé de faire exécuter les décisions du Conseil.

SECRÉTARIAT.

ART. 6.

Le secrétariat, placé sous la direction du Président, centralise la correspondance tant avec le Ministère de l'Intérieur qu'avec les divers agents du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

Il est chargé de la statistique et des archives. Il lui sera adjoint des commis et interprètes en nombre suffisant pour assurer l'expédition des affaires.

ART. 7.

Le secrétaire du Conseil, chef du secrétariat, assiste aux séances du Conseil et rédige les procès verbaux.

Il a sous ses ordres les employés et gens du service du secrétariat.

Il dirige et surveille leur travail, sous l'autorité du Président.

Il a la garde et la responsabilité des archives.

BUREAU DE COMPTABILITÉ.

ART. 8.

Le chef du bureau central de la comptabilité est "agent comptable".

Il ne pourra entrer en fonctions avant d'avoir fourni un cautionnement, dont le quantum sera fixé par le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

Il contrôle, sous la direction du Comité des finances, les opérations des préposés à la recette des droits sanitaires et quarantenaires.

Il dresse les états et comptes qui doivent être transmis au Ministère de l'Intérieur après avoir été arrêtés par le Comité des finances et approuvés par le Conseil.

DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL SANITAIRE.

ART. 9.

L'Inspecteur général sanitaire a la surveillance de tous les services dépendant du Conseil. Il exerce cette surveillance dans les conditions prévues par l'article 19 du Décret en date du 19 juin 1893.

Il inspecte, au moins une fois par an, chacun des offices, agences ou postes sanitaires.

En outre, le Président détermine, sur la proposition du Conseil et selon les besoins du service, les inspections auxquelles l'Inspecteur général devra procéder.

En cas d'empêchement de l'Inspecteur général, le Président désignera, d'accord avec le Conseil, le fonctionnaire appelé à le suppléer.

Chaque fois que l'Inspecteur général a visité un office, une agence, un poste sanitaire, une station sanitaire ou un campement quarantenaire, il doit rendre compte à la Présidence du Conseil, par un rapport spécial, des résultats de sa vérification.

Dans l'intervalle de ses tournées, l'Inspecteur général prend part, sous l'autorité du Président, à la direction du service général. Il supplée le Président en cas d'absence ou d'empêchement.

TITRE II.

SERVICE DES PORTS, STATIONS QUARANTENAIRES, STATIONS SANITAIRES.

ART. 10.

La police sanitaire, maritime et quarantenaire, le long du littoral égyptien de la Méditerranée et de la Mer Rouge, aussi bien que sur les frontières de terre du côté du désert, est confiée aux directeurs des offices de santé, directeurs des stations sanitaires ou campements quarantenaires, chefs des agences sanitaires ou chefs des postes sanitaires et aux employés placés sous leurs ordres.

ART. 11.

Les directeurs des offices de santé ont la direction et la responsabilité du service, tant de l'office à la tête duquel ils sont placés que des postes sanitaires qui en dépendent.

Ils doivent veiller à la stricte exécution des règlements de police sanitaire, maritime et quarantenaire. Ils se conforment aux instructions qu'ils reçoivent de la Présidence du Conseil et donnent à tous les employés de leur office, aussi bien qu'aux employés des postes sanitaires qui y sont rattachés, les ordres et les instructions nécessaires.

Ils sont chargés de la reconnaissance et de l'arraisonnement des navires, de l'application des mesures quarantenaires, et ils procèdent, dans les cas prévus par les règlements, à la visite médicale, ainsi qu'aux enquêtes sur les contraventions quarantenaires.

Ils correspondent seuls pour les affaires administratives avec la Présidence, à laquelle ils transmettent tous les renseignements sanitaires qu'ils ont recueillis dans l'exercice de leurs fonctions.

ART. 12.

Les directeurs des offices de santé sont, au point de vue du traitement, divisés en deux classes:

Les offices de 1^{re} classe, qui sont au nombre de quatre;

Alexandrie;

Port-Saïd;

Bassin de Suez et campement aux Sources de Moïse;

Tor.

Les offices de deuxième classe, qui sont au nombre de trois:

Damiette;

Souakim;

Kosseir.

ART. 13.

Les chefs des agences sanitaires ont les mêmes attributions, en ce qui concerne l'agence, que les directeurs en ce qui concerne leur office.

ART. 14.

Il y a une seule agence sanitaire à El Ariche.

ART. 15.

Les chefs des postes sanitaires ont sous leurs ordres les employés du poste qu'ils dirigent. Ils sont placés sous les ordres du directeur d'un des offices de santé.

Ils sont chargés de l'exécution des mesures sanitaires et quaranténaires indiquées par les règlements.

Ils ne peuvent délivrer aucune patente et ne sont autorisés à viser que les patentes des bâtiments partant en libre pratique.

Ils obligent les navires qui arrivent à leur échelle avec une patente brute ou dans des conditions irrégulières à se rendre dans un port où existe un office sanitaire.

Ils ne peuvent eux-mêmes procéder aux enquêtes sanitaires, mais ils doivent appeler à cet effet le directeur de l'office dont ils relèvent.

En dehors des cas d'urgence absolue, ils ne correspondent qu'avec ce directeur pour toutes les affaires administratives. Pour les affaires sanitaires et quaranténaires urgentes, telles que les mesures à prendre au sujet d'un navire arrivant, ou l'annotation à inscrire sur la patente d'un navire en partance, ils correspondent directement avec la Présidence du Conseil; mais ils doivent donner sans retard communication de cette correspondance au directeur dont ils dépendent.

Ils sont tenus d'aviser, par les voies les plus rapides, la Présidence du Conseil des naufrages dont ils auront connaissance.

ART. 16.

Les postes sanitaires sont au nombre de six énumérés ci-après :

Postes du Port-Neuf, d'Aboukir, Brullos et Rosette, relevant de l'office d'Alexandre.

Postes de Kantara et du port intérieur d'Ismailia, relevant de l'office de Port-Saïd.

Le Conseil pourra, suivant les nécessités du service, et suivant ses ressources, créer de nouveaux postes sanitaires.

ART. 17.

Le service permanent ou provisoire des stations sanitaires et des campements quaranténaires est confié à des directeurs qui ont sous leurs ordres des employés sanitaires, des gardiens, des portefaix et des gens de service.

ART. 18.

Les directeurs sont chargés de faire subir la quarantaine aux personnes envoyées à la station sanitaire ou au campement. Ils veillent, de concert avec les médecins, à l'isolement des différentes catégories de quaranténaires et empêchent toute compromission. A l'expiration du délai fixé, ils donnent la libre pratique ou la suspendent conformément aux règlements, font pratiquer la désinfection des marchandises et des effets à usage, et appliquent la quarantaine aux gens employés à cette opération.

ART. 19.

Ils exercent une surveillance constante sur l'exécution des mesures prescrites, ainsi que sur l'état de santé des quarantenaires et du personnel de l'établissement.

ART. 20.

Ils sont responsables de la marche du service et en rendent compte, dans un rapport journalier, à la Présidence du Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

ART. 21.

Les médecins attachés aux stations sanitaires et aux campements quarantenaires relèvent des directeurs de ces établissements. Ils ont sous leurs ordres le pharmacien et les infirmiers.

Ils surveillent l'état de santé des quarantenaires et du personnel, et dirigent l'infirmierie de la station sanitaire ou du campement.

La libre pratique ne peut être donnée aux personnes en quarantaine qu'après visite et rapport favorable du médecin.

ART. 22.

Dans chaque office sanitaire; station sanitaire ou campement quarantenaire, le directeur est aussi "agent comptable".

Il désigne, sous sa responsabilité personnelle effective, l'employé préposé à l'encaissement des droits sanitaires et quarantenaires.

Les chefs d'agences ou postes sanitaires sont également agents comptables; ils sont chargés personnellement d'effectuer la perception des droits.

Les agents chargés du recouvrement des droits doivent se conformer, pour les garanties à présenter, la tenue des écritures, l'époque des versements, et généralement tout ce qui concerne la partie financière de leur service, aux règlements émanant du Ministère des Finances.

ART. 23.

Les dépenses du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire seront acquittées par les moyens propres du Conseil, ou d'accord avec le Ministère des Finances, par le service des caisses qu'il désignera.

Le Caire, le 19 juin 1893.

RIAZ.

And Whereas the said Convention was duly ratified by the Government of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof, subject to the understanding that "nothing contained in Article 9 of the said Convention shall be deemed to prevent the United States from carrying out any special quarantine measures against the infection of its ports which might be demanded by unusual sanitary conditions;" and by the Governments of Belgium, Denmark, Ecuador, Spain, France, Great Britain, Italy, Norway, Panama, The Netherlands, Persia, Portugal, Sweden, Switzerland, and Egypt, and their ratifications were, in pursu-

ance of Article 160 of the said Convention, deposited with the Government of the French Republic on October 7, 1920;

And Whereas the ratification of the United States of America was so deposited subject to the understanding hereinbefore recited;

Now, therefore, be it known that I, Woodrow Wilson, President of the United States of America, have caused the said Convention to be made public, to the end that the same and every article and clause thereof may be observed and fulfilled with good faith by the United States and the citizens thereof, subject to the aforesaid understanding.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and caused the seal of the United States of America to be affixed.

Done in the District of Columbia this eleventh day of December
in the year of our Lord one thousand nine hundred and
[SEAL.] twenty, and of the Independence of the United States of
America the one hundred and forty-fifth.

WOODROW WILSON

By the President:

NORMAN H. DAVIS

Acting Secretary of State.

PROCÈS-VERBAL DU DÉPÔT DES RATIFICATIONS SUR LA CONVENTION
SANITAIRE INTERNATIONALE SIGNÉE À PARIS LE 17 JANVIER 1912.

En exécution de l'article 160 de la Convention Sanitaire Internationale signée à Paris le 17 janvier 1912, par l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la Colombie, Costa-Rica, Cuba, le Danemark, l'Équateur, l'Espagne, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, la Grèce, le Guatemala, Haïti, le Honduras, l'Italie, le Luxembourg, le Mexique, le Monténégro, la Norvège, Panama, les Pays-Bas, la Perse, le Portugal, la Roumanie, la Russie, le Salvador, la Serbie, le Siam, la Suède, la Suisse, la Turquie, l'Égypte et l'Uruguay, les soussignés se sont réunis au Ministère des Affaires Étrangères à Paris pour procéder, dans les conditions ci-après, au premier dépôt entre les mains du Gouvernement de la République Française, des ratifications sur ladite Convention des Gouvernements qu'ils représentent.

LE REPRÉSENTANT DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE a déclaré que:

“Les stipulations de cette Convention ne seront applicables à aucune des colonies, possessions ou protectorats de S. M. Britannique, y compris l'Empire des Indes. Toutefois, le Gouvernement britannique réserve à chacune de ses colonies et possessions et à chacun de ses protectorats, y compris l'Empire des Indes, le droit d'adhérer à la Convention, dès que l'un de ces Gouvernements en aura manifesté le désir, ainsi que la faculté de la dénoncer séparément sans être lié par les décisions du Gouvernement britannique relatives au Royaume-Uni. Chaque fois qu'une des colonies, qu'une des possessions ou qu'un des protectorats britanniques adhérera à la Convention ou la dénoncera, une notification à cet effet sera adressée par le Représentant de S. M. Britannique à Paris au Mi-

nistre des Affaires étrangères de la République française, au nom de telle colonie, telle possession ou tel protectorat.

“Il est entendu par le Gouvernement britannique que le droit de dénoncer la présente Convention, ainsi que celui des Puissances de se concerter en vue d'introduire des modifications dans le texte de la Convention, subsiste conformément aux dispositions de la Convention de Venise de 1897 et de celle de Paris de 1903.”

LE REPRÉSENTANT DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE a déclaré que son Gouvernement a ratifié, sous la réserve que rien dans l'article 9 de la Convention ne sera considéré comme interdisant aux États-Unis de prendre des mesures spéciales de quarantaine contre la contamination de leurs ports qui pourraient être exigées par des conditions sanitaires insolites. En faisant cette réserve, le Gouvernement des États-Unis n'a pas l'intention d'enfreindre d'une manière quelconque les règles fondamentales de la Convention.

LE REPRÉSENTANT DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL a déclaré que son Gouvernement se réserve le droit d'interpréter dans son sens le plus large et selon les principes scientifiques de l'hygiène moderne le paragraphe 2 de l'article 9, afin d'éviter, dans la mesure du possible, que la peste et la fièvre jaune ne soient importées dans des ports espagnols, mais il déclare qu'il ne s'agit pas pour lui de refuser son adhésion à rien de ce qui touche aux points fondamentaux de la Convention.

LE REPRÉSENTANT DU GOUVERNEMENT DE PANAMA a déclaré que son Gouvernement a ratifié sous la réserve que les dispositions contenues dans l'article 9 n'empêcheront pas le Gouvernement de Panama ou celui des États-Unis, conformément au traité signé entre les deux Pays le 18 novembre 1903, de prescrire dans les ports de la zone du canal et dans ceux qui sont soumis à la juridiction de la République de Panama les mesures de quarantaine qu'exigeraient les circonstances.

Les soussignés donnent acte des réserves ci-dessus exprimées et déclarent que leurs pays respectifs se réservent le droit d'en invoquer le bénéfice à l'égard des provenances des États-Unis d'Amérique, de l'Espagne et de Panama.

Les instruments de ratification produits aujourd'hui, ayant été trouvés, après examen, en bonne et due forme, sont confiés au Gouvernement de la République française pour être déposés dans les Archives du Département des Affaires Étrangères.

En ce qui concerne les ratifications par les Puissances signataires de la Convention, qui n'ont pas été en mesure de procéder dès aujourd'hui à leur dépôt, le Gouvernement de la République Française les recevra ultérieurement et en donnera avis à toutes les Puissances contractantes.

EN FOI DE QUOI a été dressé le présent procès-verbal dont une copie certifiée conforme sera adressée, par les soins du Gouvernement de la République Française, à chacune des Puissances signataires de la Convention sanitaire du 17 janvier 1912.

FAIT à Paris, le 7 octobre 1920, à seize heures.

Pour les États-Unis d'Amérique

Pour la Belgique

Pour le Danemark

HUGH. C. WALLACE.

E. DE GAIFFIER.

H. A. BERNHOFT.

Pour l'Équateur
Pour l'Espagne
Pour la France
Pour la Grande-Bretagne
Pour l'Italie
Pour la Norvège
Pour la République de Panama
Pour les Pays-Bas
Pour la Perse
Pour le Portugal
Pour la Suède
Pour la Suisse
Pour l'Égypte

E. DORN Y DE ALSUA.
 J. QUINONES DE LEON.
 G. LEYGUES.
 DERBY.
 BONIN.
 FR. JAKHELLN.
 R. A. AMADOR.
 J. LOUDON.
 M. SAMAD.
 ALF. DE MESQUITA.
 G. DE REUTERSKIÖLD.
 DUNANT.
 DERBY.

Copie certifiée conforme:

Pour le Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères,
Le Ministre Plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
 P DE FOUQUIÈRES

[Translation.]

His Majesty the Emperor of Germany, King of Prussia, in the name of the German Empire; the President of the United States of America; the President of the Argentine Republic; His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, etc., etc., and Apostolical King of Hungary; His Majesty the King of the Belgians; the President of the Republic of Bolivia; the President of the Republic of the United States of Brazil; His Majesty the King of the Bulgarians; the President of the Republic of Chile; the President of the Republic of Colombia; the President of the Republic of Costa Rica; the President of the Republic of Cuba; His Majesty the King of Denmark; the President of the Republic of Ecuador; His Majesty the King of Spain; the President of the French Republic; His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the British Territories beyond the Seas, Emperor of India; His Majesty the King of the Hellenes; the President of the Republic of Guatemala; the President of the Republic of Haiti; the President of the Republic of Honduras; His Majesty the King of Italy; His Royal Highness the Grand Duke of Luxemburg; the President of the United Mexican States; His Majesty the King of Montenegro; His Majesty the King of Norway; the President of the Republic of Panama; Her Majesty the Queen of the Netherlands; His Majesty the Shah of Persia; the President of the Portuguese Republic; His Majesty the King of Rumania; His Majesty the Emperor of all the Russias; the President of the Republic of Salvador; His Majesty the King of Servia; His Majesty the King of Siam; His Majesty the King of Sweden; the Swiss Federal Council; His Majesty the Emperor of the Ottomans; His Highness the Khedive of Egypt, acting within the limits of the powers conferred upon him by the Imperial firmans, and the President of the Oriental Republic of Uruguay,

Having decided to make such modifications in the provisions of the Sanitary Convention signed at Paris on December 3, 1903, as are warranted by the new data of prophylactic science and experience,

to enact new international regulations in regard to yellow fever, and to extend as far as possible the field of application of the principles underlying the international sanitary regulations, have appointed as their Plenipotentiaries, to wit:

His Majesty the Emperor of Germany, King of Prussia,

Baron von Stein, Superior Privy Government Counselor, Reporting Counselor in the Imperial Office of the Interior, member of the Board of Health of the Empire;

Professor Gaffky, Superior Privy Medical Councilor, Director of the Royal Institute for Infectious Diseases at Berlin, member of the Board of Health of the Empire;

The President of the United States of America,

Mr. A. Bailly-Blanchard, Minister Plenipotentiary, Counselor of the Embassy of the United States of America at Paris;

The President of the Argentine Republic,

Dr. Francisco de Veyga, Inspector General of the Medical Services of the Argentine Army, Professor in the Faculty of Medicine and member of the National Board of Hygiene;

Dr. Ezequiel Castilla, member of the Committee of the International Office of Public Hygiene;

His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, etc., etc., and Apostolical King of Hungary,

Baron Maximilian von Gagern, Grand Cross of the Imperial Austrian Order of Francis Joseph, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Confederation;

Knight Francis von Haberler, Doctor of Law and Medicine, Ministerial Counselor in the Imperial-Royal Austrian Ministry of the Interior;

Mr. Étienne Worms, Doctor of Law, Knight of the Imperial Austrian Order of Francis Joseph, Section Counselor in the Imperial Royal Austrian Ministry of Commerce;

Mr. Jules Böles de Nagybudafa, Counselor in the Royal Hungarian Ministry of the Interior;

Baron Calman von Müller, Doctor of Medicine, Ministerial Counselor, Professor in the Royal Hungarian University of Budapest, President of the Board of Health of the Kingdom, member of the Hungarian Chamber of Magnates;

His Majesty the King of the Belgians,

Mr. O. Velghe, Director General of the Sanitary and Hygienic Service in the Ministry of the Interior, Secretary Member of the Superior Board of Hygiene, Officer of the Order of Leopold;

Mr. E. van Ermengem, Professor in the University of Ghent, member of the Superior Board of Hygiene, Commander of the Order of Leopold;

The President of the Republic of Bolivia,

Mr. Ismael Montes, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic;

Dr. Chervin, Knight of the National Order of the Legion of Honor;

The President of the Republic of the United States of Brazil,

Dr. Henrique de Figueiredo Vasconcellos, Chief of Service in the Oswaldo Cruz Institute at Rio de Janeiro;

His Majesty the King of the Bulgarians,

Mr. Dimitrius Stancioff, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic;
 Dr. Chichkoff, Medical Captain in the Bulgarian Army;
 The President of the Republic of Chile,
 Mr. Federico Puga Borne, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic;
 The President of the Republic of Colombia,
 Dr. Juan E. Manrique, Minister Plenipotentiary;
 The President of the Republic of Costa Rica,
 Dr. Alberto Alvarez Cañas, Consul General of the Republic of Costa Rica at Paris;
 The President of the Republic of Cuba,
 General Tomás Collazo y Tejada, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic;
 His Majesty the King of Denmark,
 Count de Reventlow, Grand Cross of the Order of Danebrog, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic;
 The President of the Republic of Ecuador,
 Mr. Victor M. Rendon, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic;
 Mr. E. Dorn y de Alsua, First Secretary of the Legation of the Republic of Ecuador at Paris;
 His Majesty the King of Spain,
 Mr. Francisco de Reynoso, Minister Resident, Counselor of the Royal Embassy of Spain at Paris;
 Dr. Angel Pulido Fernandez, Sanitary Counselor, former Director General of Health, life Senator of the Kingdom;
 The President of the French Republic,
 Mr. Camille Barrère, Ambassador of the French Republic to H. M. the King of Italy, Grand Cross of the National Order of the Legion of Honor;
 Mr. Fernand Gavarry, Minister Plenipotentiary of the first class, Director of Administrative and Technical Affairs in the Ministry of Foreign Affairs, Officer of the National Order of the Legion of Honor;
 Dr. Emile Roux, President of the Superior Board of Public Hygiene of France, Director of the Pasteur Institute, Commander of the National Order of the Legion of Honor;
 Mr. Louis Mirman, Director of Public Assistance and Hygiene in the Ministry of the Interior;
 Dr. A. Calmette, Director of the Pasteur Institute of Lille, Officer of the National Order of the Legion of Honor;
 Mr. Ernest Ronssin, Consul General of France in India, Officer of the National Order of the Legion of Honor;
 Mr. Georges Harismendy, Consul General, Assistant Chief of the Bureau of International Unions and Consular Affairs in the Ministry of Foreign Affairs, Knight of the National Order of the Legion of Honor;
 Mr. Paul Roux, Assistant Chief in the Ministry of the Interior, Knight of the National Order of the Legion of Honor;
 His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Territories beyond the seas, Emperor of India,

The Honorable Lancelot Douglas Carnegie, Minister Plenipotentiary, Counselor of the Royal British Embassy at Paris, member of the Royal Order of Victoria;

Dr. Ralph William Johnstone, Medical Inspector of the Local Government Board;

Surgeon General Sir Benjamin Franklin, former Director General of the Indian Medical Service and former Head of the Health Service for British India, Knight Commander of the Order of the Empire of India, Knight of Grace of the Order of St. John of Jerusalem;

His Majesty the King of the Hellenes,

Mr. Demetrius Caclamanos, First Secretary of the Royal Legation of Greece at Paris;

The President of the Republic of Guatemala,

Mr. José Maria Lardizabal, Chargé d'Affaires of the Republic of Guatemala at Paris;

The President of the Republic of Haiti,

Dr. August Casseus;

The President of the Republic of Honduras,

Mr. Désiré Pector, Consul General of the Republic of Honduras at Paris, member of the Permanent Court of Arbitration of The Hague;

His Majesty the King of Italy,

Commander Rocco Santoliquido, Deputy Doctor of Medicine, Director General of Public Health of the Kingdom;

Dr. Adolfo Cotta, Chief of Division in the Royal Ministry of the Interior;

His Royal Highness the Grand Duke of Luxemburg,

Mr. E. L. Bastin, Consul of Luxemburg at Paris;

Dr. Praum, Director of the Practical Laboratory of Bacteriology at Luxemburg;

The President of the United Mexican States,

Dr. Miguel Zuñiga y Azcarate;

His Majesty the King of Montenegro,

Mr. Louis Brunet, Consul General of Montenegro at Paris;

Dr. Edouard Binet, Chief Surgeon of the Hospital of the Eight Score;

His Majesty the King of Norway,

Mr. Frederick, Hartvig, Herman Wedel Jarlsberg, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic;

The President of the Republic of Panama,

Mr. Juan Antonio Jimenez, Chargé d'Affaires of the Republic of Panama at Paris;

Her Majesty the Queen of the Netherlands,

Dr. W. P. Ruysch, Inspector General of the Sanitary Service of South Holland and Zeeland;

Dr. C. Winkler, retired Medical Inspector of the Civil Health Service for Java and Madoura;

His Majesty the Shah of Persia,

Samad Khan Momtazos Saltaneh, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic;

The President of the Portuguese Republic,

Dr. Antonio Augusto Gonçalves Braga, Sanitary Maritime Physician at Lisbon;

His Majesty the King of Rumania,
Mr. Alexander Em. Lahovary, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic;

His Majesty the Emperor of All the Russias,
Mr. Platon de Waxel, Privy Councilor, permanent member of the Council of the Ministry of Foreign Affairs and of the Board of Public Hygiene in the Imperial Ministry of the Interior;

Dr. Freyberg, Actual Counselor of State, Official of the Imperial Ministry of the Interior, Representative of the Commission created by Supreme Order against the propagation of the plague;

The President of the Republic of Salvador,

Dr. S. Letona, Consul General of the Republic of Salvador at Paris;

His Majesty the King of Servia,

Dr. Milenko Vesnitch, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic;

His Majesty the King of Siam,

Dr. A. Manaud, Sanitary Counselor of the Royal Government;

His Majesty the King of Sweden,

Count Gyldenstolpe, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic;

The Swiss Federal Council,

Mr. Charles Edouard Lardy, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation to the President of the French Republic;

His Majesty the Emperor of the Ottomans,

Missak Effendi, Minister Plenipotentiary;

His Highness the Khedive of Egypt,

Yousouf Pacha Saddik, Representative of the Khedival Government before the Sublime Porte;

And the President of the Oriental Republic of Uruguay,

Dr. Louis Piera, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic,

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed to the following provisions:

TITLE I. GENERAL PROVISIONS.

CHAPTER I. *Rules to be observed by the countries signing the Convention as soon as plague, cholera, or yellow fever appears in their territory.*

SECTION I. NOTIFICATION AND SUBSEQUENT COMMUNICATIONS TO THE OTHER COUNTRIES.

ART. 1. Each Government shall immediately notify the other Governments of the first authentic case of plague, cholera, or yellow fever discovered in its territory.

Likewise, the first authentic case of cholera, plague, or yellow fever occurring outside the districts already stricken shall constitute the object of an immediate notification to the other Governments.

ART. 2. Every notification as provided for in article 1 shall be accompanied or very promptly followed by particulars regarding:

1. The neighborhood in which the disease has appeared;
2. The date of its appearance, its origin, and its form;

3. The number of established cases and the number of deaths;
4. The extent of the area or areas affected;
5. In the case of plague, the existence of plague or of an unusual mortality among rats;
6. In the case of yellow fever, the existence of *Stegomyia calopus*;
7. The measures immediately taken.

ART. 3. The notification and the information contemplated in articles 1 and 2 are to be addressed to the diplomatic or consular agencies in the capital of the contaminated country.

In the case of countries not represented there, they shall be transmitted directly by telegraph to the Governments of these countries.

ART. 4. The notification and the information contemplated in articles 1 and 2 shall be followed by subsequent communications sent regularly, so as to keep the Governments informed as to the progress of the epidemic.

These communications, which shall be sent at least once a week and which shall be as complete as possible, shall state more particularly the precautions taken with a view to preventing the spread of the disease.

They shall specify: 1st The prophylactic measures applied in regard to sanitary or medical inspection, isolation, and disinfection; 2^d the measures enforced upon the departure of ships in order to prevent the exportation of the disease and especially, in the cases contemplated under Nos. 5 and 6 of article 2 above, the measures taken respectively against rats and mosquitos.

ART. 5. The prompt and faithful execution of the foregoing provisions is of prime importance.

The notifications are of no real value unless each Government is itself opportunely informed of cases of plague, cholera, and yellow fever and of doubtful cases occurring in its territory. It can not therefore be too strongly recommended to the various Governments that they make compulsory the announcement of cases of plague, cholera, and yellow fever and that they keep themselves informed of any unusual mortality among rats, especially in ports.

ART. 6. It is desirable that neighboring countries make special arrangements with a view to organizing a direct information service among the competent heads of departments in matters concerning contiguous territories or those which have close commercial relations.

SECTION II. CONDITIONS WHICH WARRANT CONSIDERING A TERRITORIAL AREA AS BEING CONTAMINATED OR AS HAVING BECOME HEALTHY AGAIN.

ART. 7. The notification of a single case of plague, cholera, or yellow fever shall not involve the application, against the territorial area in which it has occurred, of the measures prescribed in Chapter II hereinbelow.

However, when several unimported cases of plague or yellow fever have appeared or when the cholera cases become localized,¹ the area may be considered contaminated.

¹ There is localization when the appearance of cases of cholera beyond the immediate environments of the first case or cases proves that the spread of the disease has not been checked where it appeared first.

ART. 8. In order to confine the measures to the stricken regions only, the Governments shall apply them only to arrivals from the contaminated areas.

By the word *area* is meant a portion of territory definitely specified in the particulars which accompany or follow the notification; for instance, a province, a government, a district, a department, a canton, an island, a commune, a city, a quarter of a city, a village, a port, a polder, a hamlet, etc., whatever be the area and population of these portions of territory.

However, this restriction to the contaminated area shall only be accepted upon the formal condition that the Government of the contaminated country take the necessary measures: 1st To combat the spread of the epidemic and 2^d, if it is a question of cholera, to prevent, unless previously disinfected, the exportation of the things mentioned under Nos. 1 and 2 of article 13 and coming from the contaminated area.

When an area is contaminated, no restrictive measures shall be taken against arrivals from such area if such arrivals have left it at least five days before the beginning of the epidemic.

ART. 9. In order that an area may be considered as being no longer contaminated it must be officially stated:

1. That there has neither been a death nor a new case, as regards the plague or cholera for five days, and as regards the yellow fever for eighteen days, either since the isolation or since the death or cure of the last patient;

2. That all measures for disinfection have been applied; besides, if it is a case of plague, that the measures against rats have been executed, and, in case of yellow fever, that the precautions against mosquitoes have been taken.

SECTION III. MEASURES IN CONTAMINATED PORTS UPON THE DEPARTURE OF VESSELS.

ART. 10. The competent authority shall be obliged to take effective measures:

1. To prevent the embarkation of persons showing symptoms of plague, cholera, or yellow fever;

2. In case of plague or cholera, to prevent the exportation of merchandise or any articles which he may consider contaminated and which have not been previously disinfected on land, under the supervision of the physician delegated by the public authority;

3. In case of plague, to prevent the embarkation of rats;

4. In case of cholera, to see that the drinking water taken on board is wholesome;

5. In case of yellow fever, to prevent mosquitoes from coming on board.

CHAPTER II. *Measures of Defense against Contaminated Territories.*

SECTION I. PUBLICATION OF THE PRESCRIBED MEASURES.

ART. 11. The Government of each country shall be obliged to immediately publish the measures which it believes necessary to prescribe with regard to arrivals from a contaminated country or territorial area.

It shall at once communicate this publication to the diplomatic or consular officer of the contaminated country residing in its capital, as well as to the international boards of health.

It shall likewise be obliged to make known, through the same channels, the revocation of these measures or any modifications which may be made therein.

In default of a diplomatic or consular office in the capital, the communications shall be made directly to the Government of the country concerned.

SECTION II. MERCHANDISE.—DISINFECTION.—IMPORTATION AND TRANSIT.—BAGGAGE.

ART. 12. No merchandise is capable by itself of transmitting plague, cholera, or yellow fever. It only becomes dangerous when contaminated by plague or cholera products.

ART. 13. Disinfection shall be applied only in case of plague or cholera and only to merchandise and articles which the local health authority considers contaminated.

However, in case of plague or cholera, the merchandise and articles enumerated below may be subjected to disinfection or even prohibited entry, independently of any proof that they are or are not contaminated:

1. Body linen, clothing worn (wearing apparel), and bedding which has been used.

When these articles are being transported as baggage or as a result of a change of residence (household goods), they shall not be prohibited and are subject to the provisions of article 20.

Packages left by soldiers and sailors and returned to their country after death are treated the same as the articles comprised in the first paragraph of No. 1.

2. Rags (including those for making paper), with the exception, as to cholera, of compressed rags transported as wholesale merchandise in hooped bales.

Fresh waste coming directly from spinning mills, weaving mills, manufactories, or bleacheries; artificial wools (shoddy), and fresh paper trimmings shall not be forbidden.

ART. 14. The transit of the merchandise and articles specified under Nos. 1 and 2 of the preceding article shall not be prohibited if they are so packed that they can not be manipulated en route.

Likewise, when the merchandise or articles are transported in such a manner that it is impossible for them to have been in contact with contaminated articles en route, their transit across an infected territorial area shall not constitute an obstacle to their entry into the country of destination.

ART. 15. The merchandise and articles specified under Nos. 1 and 2 of article 13 shall not be subject to the application of the measures prohibiting entry if it is proven to the authorities of the country that they were shipped at least five days before the beginning of the epidemic.

ART. 16. The mode and place of disinfection, as well as the methods to be employed for the destruction of rats, insects, and mosquitoes, shall be determined by the authorities of the country of destination. These operations should be performed in such a manner as to cause

the least possible injury to the articles. Clothing, old rags, infected materials for dressing wounds, papers, and other articles of little value may be destroyed by fire.

It shall devolve upon each Nation to determine the question as to the possible payment of damages as a result of the disinfection and destruction of the articles mentioned above and of the destruction of rats, insects, and mosquitoes.

If, on the occasion of the taking of measures for the destruction of rats, insects, and mosquitoes on board vessels, the health authorities should levy a tax either directly or through a society or private individual, the rate of such tax must be fixed by a tariff published in advance and so calculated that no profit shall be derived by the Nation or the Health Department from its application as a whole.

ART. 17. Letters and correspondence, printed matter, books, newspapers, business papers, etc. (postal parcels not included) shall not be subjected to any restriction or disinfection.

In case of yellow fever, postal parcels shall not be subjected to any restriction or disinfection.

ART. 18. Merchandise, arriving by land or sea, shall not be detained at frontiers or in ports.

The only measures which it is permissible to prescribe in regard to them are specified in articles 13 and 16 above.

However, if merchandise arriving by sea in bulk or in defective bails has been contaminated during the passage by rats known to be stricken with plague, and if it can not be disinfected, the destruction of the germs may be insured by storing it in a warehouse for a maximum period of two weeks.

It is understood that the application of this last measure shall not entail any delay upon the vessel or any extra expense as a result of the lack of warehouses in the ports.

ART. 19. When merchandise has been disinfected by applying the provisions of article 13, or temporarily warehoused in accordance with the third paragraph of article 18, the owner or his representative shall be entitled to demand from the health authority who has ordered the disinfection or storage, a certificate setting forth the measures taken.

ART. 20. Soiled linen, clothing, and articles constituting part of baggage or furniture (household goods) coming from a contaminated territorial area shall only be disinfected in case of plague or cholera and only when the health authority considers them contaminated.

SECTION III. MEASURES IN PORTS AND AT MARITIME FRONTIERS.

A. CLASSIFICATION OF VESSELS.

ART. 21. A vessel is considered as *infected* which has plague, cholera, or yellow fever on board, or which has presented one or more cases of plague, cholera, or yellow fever within seven days.

A vessel is considered as *suspicious* on board of which there were cases of plague, cholera, or yellow fever at the time of departure or have been during the voyage, but on which there have been no new cases within seven days.

A vessel is considered as *uninfected* which, although coming from an infected port, has had neither death nor any case of plague, cholera, or yellow fever on board either before departure, during the voyage, or at the time of arrival.

B. MEASURES CONCERNING PLAGUE.

ART. 22. Ships *infected with plague* shall be subjected to the following measures:

1. Medical inspection.
2. The patients shall be immediately landed and isolated.
3. All persons who have been in contact with the patients and those whom the health authority of the port has reason to consider suspicious shall be landed if possible. They may be subjected either to observation,¹ or to surveillance,² or to observation followed by surveillance, and the total duration of these measures shall not exceed five days from the date of arrival.

It is within the discretion of the health authority of the port to apply whichever of these measures appears preferable to him according to the date of the last case, the condition of the vessel, and the local possibilities.

4. The soiled linen, wearing apparel, and other articles of the crew³ and passengers which are considered by the health authority as being contaminated shall be disinfected.

5. The parts of the vessel which have been occupied by persons stricken with plague or which are considered by the health authority as being contaminated shall be disinfected.

6. The destruction of the rats on the vessel shall take place before or after the discharge of the cargo, avoiding injury to the cargo, the platings, and the engines as far as possible. The operation shall be performed as soon and as quickly as possible, and shall not in any event last over forty-eight hours.

In the case of vessels in ballast, this operation shall be performed as soon as possible before taking on cargo.

ART. 23. Vessels suspected of plague shall be subjected to the measures indicated under Nos. 1, 4, 5, and 6 of article 22.

Moreover, the crew and passengers may be subjected to a surveillance not to exceed five days from the arrival of the vessel. The landing of the crew may be forbidden during the same period except in connection with the service.

ART. 24. Vessels *uninfected with plague* shall be granted *pratique* immediately, whatever be the nature of their bill of health.

The only measures which the authority of the port of arrival may prescribe with regard to them shall be the following:

1. Medical inspection.
2. Disinfection of the soiled linen, wearing apparel, and other articles of the crew and passengers, but only in exceptional cases when

¹ By "observation" is meant the isolation of the passengers, either on board a vessel or at a sanitary station, before they are granted *pratique*.

² By "surveillance" is meant that the passengers are not isolated and that they immediately obtain *pratique*, but that the attention of the authorities is called to them wherever they go and that they are subjected to a medical examination to ascertain the state of their health.

³ The term "crew" is applied to all persons who form or have formed part of the crew or of the servants on board the vessel, including stewards, waiters, "cafedji," etc. The term is to be construed in this sense wherever employed in the present Convention.

the health authority has special reason to believe that they are contaminated.

3. Although the measure should not be laid down as a general rule, the health authority may subject vessels coming from a contaminated port to an operation designed to destroy the rats on board, either before or after the discharge of the cargo. This operation should take place as soon and as quickly as possible and should not in any event last more than twenty-four hours, avoiding hindrance to the movement of the passengers and crew between the vessel and the shore and, as far as possible, injury to the cargo, plating, and engines. As for vessels in ballast, that operation will, if there be occasion, be performed as soon and as quickly as possible, and at all events before taking on cargo.

The crew and passengers may be subjected to a surveillance not to exceed five days from the date on which the vessel left the contaminated port. The landing of the crew may also be forbidden during the same time except in connection with the service.

The competent authority of the port of arrival may always demand an affidavit from the ship's physician, or in default of such physician, from the captain, to the effect that there has not been a case of plague on the vessel since its departure and that no unusual mortality among the rats has been observed.

ART. 25. When rats have been recognized as plague-stricken on board an *uninfected* vessel as a result of a bacteriological examination, or when an unusual mortality has been discovered among these rodents, the following measures shall be applied:

I. Vessels with plague-stricken rats:

a) Medical inspection.

b) The rats shall be destroyed either before or after the discharge of the cargo, avoiding injury, as far as possible, to the cargo, plating, and engines. This operation should take place as soon as possible, in no case lasting more than forty-eight hours. On vessels in ballast this operation shall be performed as soon and as quickly as possible and at all events before taking on cargo.

c) The parts of the vessel and the articles which the health authority considers to be contaminated shall be disinfected.

d) The passengers and crew may be subjected to a surveillance whose duration shall not exceed five days from the date of arrival.

II. Vessels on which an unusual mortality among rats is discovered:

a) Medical inspection.

b) An examination of the rats with regard to the plague shall be made as far and as quickly as possible.

c) If the destruction of the rats is deemed necessary, it shall take place under the conditions indicated above for vessels with plague-stricken rats.

d) Until all suspicion is removed, the passengers and crew may be subjected to a surveillance whose duration shall not exceed five days from the date of arrival.

ART. 26. It is recommended that vessels be periodically rid of their rats, the operation to take place at least once every six months. The health officer of the port in which the rat ridding operation is performed shall deliver to the captain, owner, or agent, whenever request

is made therefor, a certificate showing the date of the operation, the port where it was performed, and the method employed.

It is recommended that the health authorities of ports at which vessels stop which practice periodical rat ridding keep account of the aforementioned certificates in determining the measures to be taken, especially as regards the provisions of No. 3 of the 2d paragraph of article 24.

C. MEASURES CONCERNING CHOLERA.

ART. 27. Vessels *infected with cholera* shall be subjected to the following measures:

1. Medical inspection.
2. The patients shall be immediately landed and isolated.
3. The other persons shall likewise be landed and subjected, from the date of arrival of the vessel, to an observation or a surveillance whose duration shall vary according to the sanitary condition of the vessel and the date of the last case, without, however, exceeding five days; provided this period is not exceeded, the medical authority may proceed to make a bacteriological examination as far as necessary.
4. The soiled linen, wearing apparel, and other articles of the crew and passengers which are considered by the health authority of the port as being contaminated shall be disinfected.
5. The parts of the vessel which have been occupied by cholera patients or which are considered by the health authority as being contaminated shall be disinfected.
6. When the drinking water stored on board is considered suspicious, it shall be turned off, after being disinfected, and replaced if necessary by water of good quality.

The health authority may prohibit turning water ballast off in ports if it has been taken on in a contaminated port, unless it has been previously disinfected.

It may be forbidden to let run or throw human dejections or the residuary waters of the vessel into the waters of the port, unless they are first disinfected.

ART. 28. Vessels *suspected of cholera* shall be subjected to the measures prescribed under Nos. 1, 4, 5, and 6 of article 27.

The crew and passengers may be subjected to a surveillance not to exceed five days from the arrival of the vessel. It is recommended that the landing of the crew be prevented during the same period except for purposes connected with the service.

On condition that the measures provided by the foregoing paragraph are not aggravated, the health authorities may cause the bacteriological examination to be made in so far as it may be necessary.

The health authorities may prohibit turning water ballast off in ports if it has been taken on in a contaminated port, unless it has been previously disinfected.

ART. 29. Vessels *uninfected with cholera* shall be granted pratique immediately, whatever be the nature of their bill of health.

The only measures to which they may be subjected by the health authority of the port of arrival shall be those provided under Nos. 1, 4, and 6 of article 27.

The health authority may forbid letting water ballast off in ports if it has been taken on in a contaminated port, unless it has been previously disinfected.

With regard to the state of their health, the crew and passengers may be subjected to a surveillance not to exceed five days from the date on which the vessel left the contaminated port.

It is recommended that the landing of the crew be forbidden during the same period except for purposes connected with the service.

The competent authority of the port of arrival may always demand an affidavit from the ship's physician or, in the absence of such, from the captain, to the effect that there has not been a case of cholera on board since the vessel sailed.

D. MEASURES CONCERNING THE YELLOW FEVER.

ART. 30. Vessels *infected with yellow fever* shall be subjected to the following measures:

1. Medical inspection.
2. The patients shall be landed under such conditions that they will be protected from mosquito bites, and duly isolated.
3. The other persons may likewise be landed and subjected, from the date of arrival, to an observation or surveillance not exceeding six days.
4. Vessels shall anchor, as far as possible, at a distance of 200 meters from the shore.
5. If possible, the mosquitoes on board shall be exterminated before the cargo is discharged. If this is impossible, all necessary measures shall be taken in order that the persons employed in discharging the cargo may not be infected. These persons shall be subjected to a surveillance not to exceed six days from the time they cease to work on board.

ART. 31. Vessels *suspected of yellow fever* shall be subjected to the measures indicated under Nos. 1, 4, and 5 of the preceding article.

Moreover, the crew and passengers may be subjected to a surveillance not to exceed six days from the date of arrival of the vessel.

ART. 32. Vessels *uninfected with yellow fever* shall be granted pratique immediately after medical inspection, whatever be the nature of their bill of health.

ART. 33. The measures contemplated in articles 30 and 31 do not concern the countries in which *stegomya* exist. In other countries they shall be applied to the extent deemed necessary by the medical authorities.

E. PROVISIONS COMMON TO ALL THREE DISEASES.

ART. 34. In applying the measures set forth in articles 22 to 33, the competent authority shall take into account the presence of a physician and of disinfecting apparatuses (chambers) on board the vessels of the three categories mentioned above.

In regard to plague, he shall likewise take into account the installation on board of apparatus for the destruction of rats.

The health authorities of nations which may deem it suitable to reach an understanding on this point may excuse from the medical inspection and other measures those uninfected vessels which have on board a physician specially commissioned by their country.

ART. 35. Special measures, especially (as regards cholera) a bacteriological examination, may be prescribed in regard to any vessel in a bad hygienic condition or crowded.

ART. 36. Any vessel not desiring to submit to the obligations imposed by the port authority in pursuance of the stipulations of the present convention, shall be free to put to sea again.

It may be permitted to land its cargo after the necessary precautions have been taken, viz:

1. Isolation of the vessel, crew, and passengers.
2. In regard to plague, inquiry as to the existence of an unusual mortality among the rats.
3. In regard to cholera, the substitution of good water in place of the drinking water stored on board, when the latter is considered suspicious.

It may also be permitted to land passengers who so request upon condition that they submit to the measures prescribed by the local authority.

ART. 37. Vessels hailing from a contaminated port and which have been subjected to sanitary measures applied in an efficient manner in a port belonging to one of the contracting countries, shall not undergo the same measures a second time upon their arrival in a new port, whether or not the latter belong to the same country, provided no incident has occurred which would involve the application of the sanitary measures contemplated hereinbefore, and provided they have not touched at a contaminated port.

A vessel shall not be considered as having stopped at a port when, without having been in communication with the shore, it lands only passengers and their baggage and the mail, or takes on only the mail, or passengers with or without baggage who have not communicated with the port or with a contaminated area. In case of yellow fever, the vessel must besides have kept away from shore as much as possible, and at a distance of 200 meters, in order to prevent the invasion of mosquitoes.

ART. 38. A port authority who applies sanitary measures shall deliver to the captain, owner, or agent, whenever requested, a certificate specifying the nature of the measures and the reasons for which they have been applied.

ART. 39. Passengers arriving on an infected vessel shall have a right to demand a certificate of the health authority of the port showing the date of their arrival and the measures to which they and their baggage have been subjected.

ART. 40. Coasting vessels shall be subjected to special measures to be established by mutual agreement among the countries concerned.

ART. 41. The Governments of Riparian Nations on the same sea may conclude special agreements among themselves, taking into account their special situations and in order to render more effective and less annoying the application of the sanitary measures provided by the Convention.

ART. 42. It is desirable that the number of ports provided with a sufficient organization and equipment to receive a vessel, whatever be her sanitary condition, should, in the case of each Nation, be in proportion to the importance of traffic and navigation. However, and without prejudice to the rights of the Governments to agree on organizing common sanitary stations, each country should provide at least one of the ports on the coast line of each of its seas with such an organization and equipment.

Moreover, it is recommended that all great ports of maritime navigation be equipped in such a way that at least uninfected vessels may

undergo the prescribed sanitary measures therein as soon as they arrive and not be sent to another port for this purpose.

The Governments shall make known the ports which are open in their country to arrivals from ports contaminated with plague, cholera, and yellow fever, and particularly those which are open to infected or suspicious vessels.

ART. 43. It is recommended that there be established in large maritime ports:

a) A regular medical service of the port and a permanent medical surveillance of the sanitary conditions of the crews and the inhabitants of the port.

b) Means for the transportation of patients and places set apart for their isolation and for the observation of suspected persons.

c) The necessary plants for efficient disinfection, and bacteriological laboratories.

d) A supply of drinking water beyond suspicion for the use of the port, and a system affording all possible security for carrying off refuse and sewage.

ART. 44. It is also recommended that the Contracting Nations take into account, in the treatment to be accorded the arrivals from a country, the measures taken by the latter for combating infectious diseases and for preventing their exportation.

SECTION IV. MEASURES ON LAND FRONTIERS—TRAVELERS—RAILROADS—FRONTIER ZONES—RIVER ROUTES.

ART. 45. No land quarantines shall be established.

Only persons showing symptoms of plague, cholera, or yellow fever shall be detained at frontiers.

This rule shall not bar the right of each Nation to close a part of its frontiers in case of necessity.

ART. 46. It is important that travelers be subjected to surveillance on the part of railroad employees with a view to determining the state of their health.

ART. 47. Medical interference shall be limited to an examination of the passengers and the care to be given to the sick. If such an examination is made, it should be combined as far as possible with the customhouse inspection to the end that travelers may be detained as short a time as possible. Only persons who are obviously ill shall be subjected to a thorough medical examination.

ART. 48. As soon as travelers coming from an infected locality shall have arrived at their destination, it would be of the greatest utility to subject them to a surveillance which ought not to exceed, counting from the date of departure, five days in case of plague or cholera and six days in case of yellow fever.

ART. 49. The Governments reserve the right to take special measures in regard to certain categories of persons, notably gypsies, vagabonds, emigrants, and persons traveling or crossing the frontier in troops.

ART. 50. Cars used for the conveyance of passengers, mail, and baggage shall not be detained at frontiers.

If it should happen that one of these cars is contaminated or has been occupied by a plague or cholera patient, it shall be detached from the train and disinfected as soon as possible.

The same rule shall apply to freight cars.

ART. 51. The measures concerning the crossing of frontiers by railroad and postal employees shall be determined by the companies or departments concerned and shall be so arranged as not to hinder the service.

ART. 52. The regulation of frontier traffic and questions pertaining thereto, as well as the adoption of exceptional measures of surveillance, shall be left to special arrangements between the contiguous nations.

ART. 53. It shall be the province of the Governments of the riparian Nations to regulate the sanitary conditions of river routes by means of special arrangements.

TITLE II. SPECIAL PROVISIONS APPLICABLE TO ORIENTAL AND FAR EASTERN COUNTRIES.

SECTION I. MEASURES IN PORTS CONTAMINATED UPON THE DEPARTURE OF VESSELS.

ART. 54. Every person, including the members of the crew, who takes passage on board a vessel shall, at the time of embarkation, be examined individually in the daytime on shore, for the necessary length of time, by a physician delegated by the public authority. The consular authority of the nation to which the vessel belongs may be present at this examination.

As an exception to this stipulation, the medical examination may take place on shipboard at Alexandria and Port Said, when the local health authority deems it expedient, provided that the third-class passengers shall not be permitted to leave the vessel. This medical examination may be made at night in the case of first and second class passengers but not of third-class passengers.

SECTION II. MEASURES WITH RESPECT TO ORDINARY VESSELS HAILING FROM CONTAMINATED NORTHERN PORTS AND APPEARING AT THE ENTRANCE OF THE SUEZ CANAL OR IN EGYPTIAN PORTS.

ART. 55. Ordinary *uninfected* vessels hailing from a plague or cholera infected port of Europe or the basin of the Mediterranean and presenting themselves for passage through the Suez Canal shall be allowed to pass through in quarantine. They shall continue their route under observation of five days.

ART. 56. Ordinary *uninfected* vessels wishing to make a landing in Egypt may stop at Alexandria or Port Said, where the passengers shall complete the observation period of five days either on shipboard or in a sanitary station, according to the decision of the local health authority.

ART. 57. The measures to which *infected* or *suspected* vessels shall be subjected which hail from a plague or cholera infected port of Europe or the shores of the Mediterranean, and which desire to effect a landing in one of the Egyptian ports or to pass through the Suez Canal, shall be determined by the Board of Health of Egypt in conformity with the stipulations of the present Convention.

The regulations containing these measures shall, in order to become effective, be accepted by the various Powers represented on the Board; they shall determine the measures to which vessels, passengers, and merchandise are to be subjected and shall be presented within the shortest possible period.

SECTION III. MEASURES IN THE RED SEA.

A. MEASURES WITH RESPECT TO ORDINARY VESSELS HAILING FROM THE SOUTH AND APPEARING IN PORTS OF THE RED SEA OR BOUND TOWARD THE MEDITERRANEAN.

ART. 58. Independently of the general provisions contained in Section III, Chapter 2, Title I, concerning the classification of and the measures applicable to infected, suspected, or uninfected vessels, the special provisions contained in the ensuing articles are applicable to ordinary vessels coming from the south and entering the Red Sea.

ART. 59. *Uninfected* vessels must have completed or shall be required to complete an observation period of five full days from the time of their departure from the last infected port.

They shall be allowed to pass through the Suez Canal in quarantine and shall enter the Mediterranean continuing the aforesaid observation period of five days. Ships having a physician and a disinfecting chamber on board shall not undergo disinfection until the passage through in quarantine begins.

ART. 60. Suspected vessels shall be treated differently according to whether they have a physician and a disinfecting apparatus (chamber) on board or not.

a) Vessels having a physician and a disinfecting apparatus (chamber) on board and fulfilling the necessary conditions shall be permitted to pass through the Suez Canal in quarantine under conditions prescribed by the regulations for the passage through.

b) Other suspected vessels having neither physician nor disinfecting apparatus (chamber) on board shall, before being permitted to pass through in quarantine, be detained at Suez or Moses Spring a sufficient length of time to carry out the disinfecting measures prescribed and to ascertain the sanitary condition of the vessel.

In the case of mail vessels or of packets specially utilized for the transportation of passengers, having no disinfecting apparatus (chamber) but having a physician on board, if the local authority can through official evidence satisfy itself that sanitation and disinfection measures have properly been carried out, either at port of departure or in the course of the voyage, passage in quarantine shall be granted.

In the case of mail vessels or of packets specially utilized for the transportation of passengers and having no disinfecting apparatus (chamber) but having a physician on board, if the last case of plague or cholera dates back longer than seven days and if the sanitary condition of the vessel is satisfactory, pratique may be granted at Suez when the operations prescribed by the regulations are completed.

When a vessel has had a run of less than seven days without infection, the passengers bound for Egypt shall be landed at an establishment designated by the Board of Health of Alexandria and isolated a sufficient length of time to complete the observation period of five days. Their soiled linen and wearing apparel shall be disinfected. They shall then receive pratique.

Vessels having had a run of less than seven days without infection and desiring to obtain pratique in Egypt shall be detained in an establishment designated by the Board of Health of Alexandria for a sufficient length of time to complete the observation period of five days. They shall undergo the measures prescribed for infected vessels.

When the plague or cholera has appeared exclusively among the crew, only the soiled linen of the latter shall be disinfected, but it shall all be disinfected, including that in the living quarters of the crew.

ART. 61. Infected vessels are divided into vessels with a physician and a disinfecting apparatus (chamber) on board, and vessels without a physician and a disinfecting apparatus (chamber).

a) Vessels without a physician and a disinfecting apparatus (chamber) shall be stopped at Moses Spring;¹ persons showing symptoms of plague or cholera shall be landed and isolated in a hospital. The disinfection shall be carried out in a thorough manner. The other passengers shall be landed and isolated in groups composed of as few persons as possible, so that the whole number may not be infected by a particular group if the plague or cholera should develop. The soiled linen, wearing apparel, and clothing of the crew and passengers, as well as the vessel, shall be disinfected.

It is to be distinctly understood that there shall be no discharge of cargo but simply a disinfection of the part of the vessel which has been infected.

The passengers shall remain for five days in an establishment designated by the Sanitary, Maritime, and Quarantine Board of Egypt. When the cases of plague or cholera date back several days, the length of the isolation shall be diminished. This length shall vary according to the date of the cure, death, or isolation of the last patient. Thus, when the last case of plague or cholera has terminated six days before by a cure or death, or when the last patient has been isolated for six days, the observation shall last one day; if only five days have elapsed, the observation period shall be two days; if only four days have elapsed, the observation period shall be three days; if only three days have elapsed, the observation period shall be four days; and if only two days or one day has elapsed, the observation period shall be five days.

b) Vessels with a physician and a disinfecting apparatus (chamber) on board shall be stopped at Moses Spring. The ship's physician must declare, under oath, what persons on board show symptoms of plague or cholera. These patients shall be landed and isolated.

After the landing of these patients, the soiled linen of the rest of the passengers which the health authority may consider dangerous, as well as that of the crew, shall undergo disinfection on board.

When plague or cholera shall have appeared exclusively among the crew, the disinfection of the linen shall be limited to the soiled linen of the crew and the linen of the living apartments of the crew.

The ship's physician shall indicate also, under oath, the part or compartment of the vessel and the section of the hospital in which the patient or patients have been transported. He shall also declare, under oath, what persons have been in contact with the plague or cholera patient since the first manifestation of the disease, either directly or through contact with objects which might be contaminated. Such persons alone shall be considered as "suspects."

The part or compartment of the vessel and the section of the hospital in which the patient or patients have been transported shall be thoroughly disinfected. By "part of the ship" shall be meant the

¹ The patients shall as far as possible, be landed at Moses Spring. The other persons may undergo the observation in a sanitary station designated by the Sanitary, Maritime, and Quarantine Board of Egypt (pilots' lazaretto).

cabin of the patient, the neighboring cabins, the corridor on which these cabins are located, the deck, and the parts of the deck where the patients have been.

If it is impossible to disinfect the part or compartment of the vessel which has been occupied by the persons stricken with plague or cholera without landing the persons declared suspects, these persons shall be either placed in another vessel specially designated for this purpose or landed and lodged in the sanitary establishment without coming in contact with the patients, who shall be placed in the hospital.

The duration of this stay on the vessel or on shore shall be as short as possible and shall not exceed twenty-four hours.

The suspects shall undergo, either on their vessel or on the vessel designated for this purpose, an observation period whose duration shall vary according to the cases and under the conditions provided in the third paragraph of subdivision (a).

The time taken up by the prescribed operations shall be comprised in the duration of the observation period.

The passage through in quarantine may be allowed before the expiration of the periods indicated above if the health authority deems it possible. It shall at all events be granted when the disinfection has been completed, if the vessel leaves behind not only its patients but also the persons indicated above as "suspects."

A disinfecting chamber placed on a lighter may come alongside the vessel in order to expedite the disinfecting operations.

Infected vessels requesting pratique in Egypt shall be detained at Moses Spring five days; they shall, moreover, undergo the same measures as those adopted for infected vessels arriving in Europe.

B. MEASURES WITH RESPECT TO ORDINARY VESSELS HAILING FROM THE INFECTED PORTS OF HEDJAZ DURING THE PILGRIMAGE SEASON.

ART. 62. If plague or cholera prevails in Hedjaz during the time of the Mecca pilgrimage, vessels coming from the Hedjaz or from any other part of the Arabian coast of the Red Sea without having embarked there any pilgrims or similar masses of persons, and which have not had any suspicious occurrence on board during the voyage, shall be placed in the category of ordinary suspected vessels. They shall be subjected to the preventive measures and to the treatment imposed on such vessels.

If they are bound for Egypt they shall undergo, in a sanitary establishment designated by the Sanitary, Maritime, and Quarantine Board, an observation of five days from the date of departure for cholera as well as for plague. They shall be subjected, moreover, to all the measures prescribed for suspected vessels (disinfection, etc.), and shall not be granted pratique until they have passed a favorable medical examination.

It shall be understood that if the vessels have had suspicious occurrences during the voyage they shall pass the observation period at Moses Spring, which shall last five days whether it be a question of plague or cholera.

SECTION IV. ORGANIZATION OF SURVEILLANCE AND DISINFECTION AT SUEZ AND MOSES SPRING.

ART. 63. The medical inspection prescribed by the regulations shall be made on each vessel arriving at Suez by one or more of the physicians of the station, being made in the daytime on vessels hailing from ports infected with plague or cholera. It may, however, be made at night on vessels which come to pass through the canal, provided they are lit by electricity and whenever the local health authority is satisfied that the lighting facilities are adequate.

ART. 64. The physicians of the Suez station shall be at least seven in number—one chief physician and six others. They must possess a regular diploma and shall be chosen preferably from among physicians who have made special practical studies in epidemiology and bacteriology. They shall be appointed by the Minister of the Interior upon the recommendation of the Sanitary, Maritime, and Quarantine Board of Egypt. They shall receive a salary to begin at 8,000 francs and which may progressively rise to 12,000 francs for the six physicians, and vary from 12,000 to 15,000 francs for the chief physician.

If the medical service should still prove inadequate, recourse may be had to the surgeons of the navies of the several nations, who shall be placed under the authority of the chief physician of the sanitary station.

ART. 65. A corps of sanitary guards shall be intrusted with the surveillance and execution of the prophylactic measures applied in the Suez Canal, at the establishment at Moses Spring, and at Tor.

ART. 66. This corps shall comprise ten guards.

It shall be recruited from among former noncommissioned officers of the European and Egyptian armies and navies.

After their competence has been ascertained by the Board, the guards shall be appointed in the manner provided by article 14 of the Khedival decree of June 19, 1893.

ART. 67. The guards shall be divided into two classes, the first comprising four and the second six guards.

ART. 68. The annual compensation allowed the guards shall be:

For the first class, from £160 Eg. to £200 Eg.;

For the second class, from £120 Eg. to £168 Eg.;

With a progressive increase until the maximum is reached.

ART. 69. The guards shall be invested with the character of officers of the public peace, with the right to call for assistance in case of infractions of the sanitary regulations.

They shall be placed under the immediate orders of the Director of the Suez or the Tor Bureau.

SECTION V. PASSAGE THROUGH THE SUEZ CANAL IN QUARANTINE.

ART. 70. The health authority of Suez shall grant the passage through in quarantine, and the Board shall be immediately informed thereof.

Doubtful cases shall be decided by the Board.

ART. 71. As soon as the permit provided for in the preceding article is granted, a telegram shall be sent to the authority designated

by each Power, the dispatch of the telegram being at the expense of the vessel.

ART. 72. Each Power shall establish penalties against vessels which abandon the route indicated by the captain and unduly approach one of the ports within its territory, cases of *vis major* and enforced sojourn being excepted.

ART. 73. Upon a vessel's being spoken, the captain shall be obliged to declare whether he has on board any gangs of native stokers or of wage-earning employees of any description who are not inscribed on the crew list or the register kept for this purpose.

The following questions in particular shall be asked the captains of all vessels arriving at Suez from the south, and shall be answered under oath:

"Have you any helpers (stokers or other workmen) not inscribed on your crew list or on the special register? What is their nationality? Where did you embark them?"

The sanitary physicians should ascertain the presence of these helpers and if they discover that any of them are missing they should carefully seek the cause of their absence.

ART. 74. A health officer and two sanitary guards shall board the vessel and accompany her to Port Said. Their duty shall be to prevent communications and see to the execution of the prescribed measures during the passage through the canal.

ART. 75. All embarkations, landings, and transshipments of passengers or cargo are forbidden during the passage through the Suez Canal to Port Said.

However, passengers may embark at Port Said in quarantine.

ART. 76. Vessels passing through in quarantine shall make the trip from Suez to Port Said without putting into dock.

In case of stranding or of being compelled to put into dock, the necessary operations shall be performed by the personnel on board, all communications with the employees of the Suez Canal Company being avoided.

ART. 77. When troops are conveyed through the canal on suspicious or infected vessels passing through in quarantine, the trip shall be made in the daytime only. If it is necessary to stop at night in the canal, the vessels shall anchor in Lake Timsah or the Great Lake.

ART. 78. Vessels passing through in quarantine are forbidden to stop in the harbor of Port Said except in the cases contemplated in articles 75 (paragraph 2) and 79.

The supply and preparation of food on board vessels shall be effected with the means at hand on the vessels.

Stevedores or any other persons who may have gone on board shall be isolated on the quarantine lighter. Their clothing shall there undergo disinfection as per regulations.

ART. 79. When it is absolutely necessary for vessels passing through in quarantine to take on coal at Port Said, they shall perform this operation in a locality affording the necessary facilities for isolation and sanitary surveillance, to be selected by the Board of Health. When it is possible to maintain a strict supervision on board the vessel and to prevent all contact with the persons on board, the coaling of the vessel by the workmen of the port may be permitted. At night

the place where the coaling is done should be illuminated by electric lights.

ART. 80. The pilots, electricians, agents of the Company, and sanitary guards shall be put off at Port Saïd outside of the port between the jetties and thence conducted directly to the quarantine lighter, where their clothing shall undergo disinfection when deemed necessary.

ART. 81. The war vessels hereinafter specified shall enjoy the benefits of the following provisions when passing through the Suez Canal:

They shall be recognized by the quarantine authority as uninfected upon the production of a certificate issued by the physicians on board, countersigned by the commanding officer, and affirming under oath:

a) That there has not been any case of plague or cholera on board either at the time of departure or during the passage.

b) That a careful examination of all persons on board, without any exception, has been made less than twelve hours before the arrival in the Egyptian port, and that it revealed no case of these diseases.

These vessels shall be exempted from the medical examination and immediately receive pratique, provided a period of five full days has elapsed since their departure from the last infected port.

In case the required period has not elapsed, the vessels may pass through the canal in quarantine without undergoing the medical examination, provided they present the above-mentioned certificate to the quarantine authorities.

The quarantine authorities shall nevertheless have a right to cause their agents to perform the medical examination on board war vessels whenever they deem it necessary.

Suspicious or infected war vessels shall be subjected to the regulations in force.

Only fighting units shall be considered as war vessels, transports and hospital ships falling under the category of ordinary vessels.

ART. 82. The Sanitary, Maritime, and Quarantine Board of Egypt is authorized to organize the transit through Egyptian territory by rail of the mails and ordinary passengers coming from infected countries in quarantine trains, under the conditions set forth in Annex I.

SECTION VI. SANITARY MEASURES APPLICABLE TO THE PERSIAN GULF.

ART. 83. The sanitary regulation established by the articles of the present Convention shall be applied, as regards vessels entering the Persian Gulf, by the health authorities of the ports of arrival.

This regulation shall be subject to the following three reservations with respect to the classification of the vessels and to the measures to be applied to them in the Persian Gulf:

1. The surveillance of the passengers and crew shall always be superseded by an observation of the same duration.

2. Uninfected vessels may obtain pratique there only upon condition that five full days have elapsed since the time of their departure from the last infected port.

3. In regard to suspected vessels the period of five days for the observation of the crew and passengers shall begin as soon as there is no case of plague or cholera on board.

TITLE III. PROVISIONS SPECIALLY APPLICABLE TO PILGRIMAGES.

CHAPTER I. *General provisions.*

ART. 84. The provisions of article 54 of Title II are applicable to persons and objects bound for Hedjaz or Irak-Arabi and who are to be embarked on a pilgrim ship, even if the port of embarkation is not infected with plague or cholera.

ART. 85. When cases of plague or cholera exist in the port, no embarkation shall be made on pilgrim ships until after the persons, assembled in a group, have been subjected to an observation for the purpose of ascertaining that none of them is stricken with plague or cholera.

It shall be understood that, in executing this measure, each Government may take into account the local circumstances and possibilities.

ART. 86. If local circumstances permit, the pilgrims shall be obliged to prove that they possess the means absolutely necessary to complete the pilgrimage, especially a round-trip ticket.

ART. 87. Steamships shall alone be permitted to engage in the long-voyage transportation of pilgrims, all other vessels being forbidden to engage in this traffic.

ART. 88. Pilgrim ships engaged in coasting trade and used in making the conveyances of short duration called "coasting trade" shall be subject to the provisions contained in the special regulations applicable to the Hedjaz pilgrimage, which shall be published by the Board of Health of Constantinople in accordance with the principles announced in the present Convention.

ART. 89. A vessel which does not embark a greater proportion of pilgrims of the lowest class than one per hundred tons' gross burden, in addition to its ordinary passengers (among whom pilgrims of the higher class may be included), shall not be considered as a pilgrim ship.

ART. 90. Every pilgrim ship situated in Ottoman waters must conform to the provisions contained in the special regulations applicable to the Hedjaz pilgrimage, which shall be published by the Board of Health of Constantinople in accordance with the principles set forth in the present convention.

ART. 91. The captain shall be obliged to pay all the sanitary taxes collectible from the pilgrims, which shall be comprised in the price of the ticket.

ART. 92. As far as possible, the pilgrims who land or embark at the sanitary stations should not come in contact with one another at the points of debarkation.

The pilgrims who are landed shall be sent to the encampment in as small groups as possible.

They must be furnished with good drinking water, whether it is found on the spot or obtained by distillation.

ART. 93. When there is plague or cholera in Hedjaz, the provisions carried by the pilgrims shall be destroyed if the health authority deems it necessary.

CHAPTER II. *Pilgrim ships—Sanitary arrangements.*

SECTION I. GENERAL ARRANGEMENT OF VESSELS.

ART. 94. The vessel must be able to lodge pilgrims between decks.

Outside of the crew, the vessel shall furnish to every individual, whatever be his age, a surface of 1.5 square meters (16 English square feet) with a height between decks of about 1.8 meters.

On vessels engaged in coasting trade each pilgrim shall have at his disposal a space of at least 2 meters wide along the gunwales of the vessel.

ART. 95. On each side of the vessel, on deck, there shall be reserved a place screened from view and provided with a hand pump so as to furnish sea water for the needs of the pilgrims. One such place shall be reserved exclusively for women.

ART. 96. In addition to the water closets for the use of the crew, the vessel shall be provided with latrines flushed with water or provided with a stopcock, in the proportion of at least one latrine for every 100 persons embarked.

There shall be latrines reserved exclusively for women.

There shall be no water closets between decks or within the hold.

ART. 97. The vessel shall have two places arranged for private cooking by the pilgrims, who shall be forbidden to make a fire elsewhere and especially on deck.

ART. 98. Infirmarys properly arranged with regard to safety and sanitary conditions shall be reserved for lodging the sick.

They shall be so arranged as to be capable of isolating, according to the kind of disease, persons stricken with transmissible ailments.

The infirmarys shall be able to receive at least 5 per cent of the pilgrims embarked, allowing at least 3 square kilometers per head.

ART. 99. Every vessel shall have on board the medicines, disinfectants, and articles necessary for the care of the sick. The regulations made for this kind of vessels by each Government shall determine the nature and quantity of the medicines.¹ The care and the remedies shall be furnished free of charge to the pilgrims.

ART. 100. Every vessel embarking pilgrims shall have on board a physician holding a regular diploma and commissioned by the Government of the country to which the vessel belongs or by the Government of the port in which the vessel takes pilgrims on board. A second physician shall be embarked as soon as the number of pilgrims carried by the vessel exceeds one thousand.

ART. 101. The captain shall be obliged to have handbills posted on board in a position which is conspicuous and accessible to those interested. They shall be in the principal languages of the countries inhabited by the pilgrims embarked, and show:

1. The destination of the vessel.
2. The price of the tickets.
3. The daily ration of water and food allowed to each pilgrim.
4. A price list of victuals not comprised in the daily ration and to be paid for extra.

¹ It is desirable that each vessel be provided with the principal immunizing agents (anti plague serum, Haffkine vaccine, etc.).

ART. 102. The heavy baggage of the pilgrims shall be registered, numbered, and placed in the hold. The pilgrims shall keep with them only such articles as are absolutely necessary, the regulations made by each Government for its vessels determining the nature, quantity, and dimensions thereof.

ART. 103. The provisions of Chapters I, II (sections I, II, and III), and III of the present Title shall be posted, in the form of regulations, in the language of the nationality of the vessel as well as in the principal languages of the countries inhabited by the pilgrims embarked, in a conspicuous and accessible place on each deck and between decks on every vessel carrying pilgrims.

SECTION II. MEASURES TO BE TAKEN BEFORE DEPARTURE.

ART. 104. At least three days before departure the captain, or in the absence of the captain the owner or agent, of every pilgrim ship must declare his intention to embark pilgrims to the competent authority of the port of departure. In ports of call the captain, or in the absence of the captain the owner or agent, of every pilgrim ship must make this same declaration twelve hours before the departure of the vessel. This declaration must indicate the intended day of sailing and the destination of the vessel.

ART. 105. Upon the declaration prescribed by the preceding article being made, the competent authority shall proceed to the inspection and measurement of the vessel at the expense of the captain. The consular officer of the country to which the vessel belongs may be present at this inspection.

The inspection only shall be made if the captain is already provided with a certificate of measurement issued by the competent authority of his country, unless it is suspected that the document no longer corresponds to the actual state of the vessel.²

ART. 106. The competent authority shall not permit the departure of a pilgrim ship until he has ascertained:

a) That the vessel has been put in a state of perfect cleanliness and, if necessary, disinfected.

b) That the vessel is in a condition to undertake the voyage without danger; that it is properly equipped, arranged, and ventilated; that it is provided with an adequate number of small boats; that it contains nothing on board which is or might become detrimental to the health or safety of the passengers, and that the deck is of wood or of iron covered with wood.

c) That, in addition to the provisions for the crew, there are provisions and fuel of good quality on board, suitably stored and in sufficient quantity for all the pilgrims and for the entire anticipated duration of the voyage.

d) That the drinking water taken on board is of good quality and from a source protected against all contamination; that there is a sufficient quantity thereof; that the tanks of drinking water on board are protected against all contamination and closed in such a way that the water can only be let out through the stop cocks or pumps.

² The competent authority is at present: In British India, an officer designated for this purpose by the local government (Native Passenger Ships Act, 1887, Art. 7); in Dutch India, the harbormaster; in Turkey, the health authority; in Austria-Hungary, the port authority; in Italy, the harbormaster; in France, Tunis, and Spain, the health authority; in Egypt, the quarantine and health authority, etc.

The devices for letting water out called "suckers" are absolutely forbidden.

e) That the vessel has a distilling apparatus capable of producing at least 5 liters of water per head each day for every person embarked, including the crew.

f) That the vessel has a disinfecting chamber whose safety and efficiency have been ascertained by the health authority of the port of embarkation of the pilgrims.

g) That the crew comprises a physician holding a diploma and commissioned¹ either by the Government of the country to which the vessel belongs or by the Government of the port where the vessel takes on pilgrims, and that the vessel has a supply of medicines, all in conformity with articles 99 and 100.

h) That the deck of the vessel is free from all cargo and other incumbrances.

i) That the arrangements of the vessel are such that the measures prescribed by Section III hereinafter may be executed.

ART. 107. The captain shall not sail until he has in his possession:

1. A list viséed by the competent authority and showing the name, sex, and total number of the pilgrims whom he is authorized to embark.

2. A bill of health setting forth the name, nationality, and tonnage of the vessel, the name of the captain and of the physician, the exact number of persons embarked (crew, pilgrims, and other passengers), the nature of the cargo, and the port of departure.

The competent authority shall indicate on the bill of health whether the number of pilgrims allowed by the regulations is reached or not, and, in case it is not reached, the additional number of passengers which the vessel is authorized to embark in subsequent ports of call.

SECTION III. MEASURES TO BE TAKEN DURING THE PASSAGE.

ART. 108. The deck shall remain free from encumbering objects during the voyage and shall be reserved day and night for the persons on board and be placed gratuitously at their service.

ART. 109. Every day the space between decks should be cleaned carefully and scrubbed with dry sand mixed with disinfectants while the pilgrims are on deck.

ART. 110. The latrines intended for the passengers as well as those for the crew should be kept neat and be cleansed and disinfected three times a day.

ART. 111. The excretions and dejections of persons showing symptoms of plague or cholera shall be collected in vessels containing a disinfecting solution. These vessels shall be emptied into the latrines, which shall be thoroughly disinfected after each flushing.

ART. 112. Articles of bedding, carpets, and clothing which have been in contact with the patients mentioned in the preceding article shall be immediately disinfected. The observance of this rule is especially enjoined with regard to the clothing of persons who come near to these patients and who may have become contaminated.

Such of the articles mentioned above as have no value shall be thrown overboard, if the vessel is neither in a port nor a canal, or

¹ Exception is made for governments which have no commissioned physicians.

else destroyed by fire. The others shall be carried to the disinfecting chamber in impermeable sacks washed with a disinfecting solution.

ART. 113. The quarters occupied by the patients and referred to in article 98 shall be thoroughly disinfected.

ART. 114. Pilgrim ships shall be compelled to submit to disinfecting operations in conformity with the regulations in force on the subject in the country whose flag they fly.

ART. 115. The quantity of drinking water allowed daily to each pilgrim free of charge, whatever be his age, shall be at least 5 liters.

ART. 116. If there is any doubt about the quality of the drinking water or any possibility of its contamination either at the place of its origin or during the course of the voyage, the water shall be boiled or otherwise sterilized and the captain shall be obliged to throw it overboard at the first port in which a stop is made and in which he is able to procure a better supply.

ART. 117. The physician shall examine the pilgrims, attend the patients, and see that the rules of hygiene are observed on board. He shall especially:

1. Satisfy himself that the provisions dealt out to the pilgrims are of good quality, that their quantity is in conformity with the obligations assumed, and that they are suitably prepared.

2. Satisfy himself that the requirements of article 115 relative to the distribution of water are observed.

3. If there is any doubt about the quality of the drinking water, remind the captain in writing of the provisions of article 116.

4. Satisfy himself that the vessel is maintained in a constant state of cleanliness, and especially that the latrines are cleansed in accordance with the provisions of article 110.

5. Satisfy himself that the lodgings of the pilgrims are maintained in a healthful condition, and that, in case of transmissible disease, they are disinfected in conformity with articles 113 and 114.

6. Keep a diary of all the sanitary incidents occurring during the course of the voyage and present this diary to the competent authority of the port of arrival.

ART. 118. The persons intrusted with the care of the plague or cholera patients shall alone have access to them and shall have no contact with the other persons on board.

ART. 119. In case of a death occurring during the voyage, the captain shall make note of the death opposite the name on the list viséed by the authority of the port of departure, besides entering on his journal the name of the deceased person, his age, where he comes from, the presumable cause of his death according to the physician's certificate, and the date of the death.

In case of death by a transmissible disease, the body shall be wrapped in a shroud saturated with a disinfecting solution and thrown overboard.

ART. 120. The captain shall see that all the prophylactic measures executed during the voyage are recorded in the ship's journal. This journal shall be presented by him to the competent authority of the port of arrival.

In each port of call the captain shall have the list prepared in accordance with article 107 viséed by the competent authority.

In case a pilgrim is landed during the course of the voyage, the captain shall note the fact on the list opposite the name of the pilgrim.

In case of an embarkation, the persons embarked shall be mentioned on this list in conformity with the aforementioned article 107 and before it is viséed again by the competent authority.

ART. 121. The bill of health delivered at the port of departure shall not be changed during the course of the voyage.

It shall be viséed by the health authority of each port of call, who shall note thereon:

1. The number of passengers landed or embarked in the port.
2. The incidents occurring at sea and affecting the health or life of the persons on board.
3. The sanitary condition of the port of call.

SECTION IV. MEASURES TO BE TAKEN ON THE ARRIVAL OF PILGRIMS IN THE RED SEA.

A. SANITARY MEASURES APPLICABLE TO MUSSULMAN-PILGRIM SHIPS HAILING FROM AN INFECTED PORT AND BOUND FROM THE SOUTH TOWARD HEDJAZ.

ART. 122. Pilgrim ships hailing from the south and bound for Hedjaz shall first stop at the sanitary station of Camaran, where they shall be subjected to the measures prescribed in articles 123 to 125.

ART. 123. Vessels recognized as *uninfected* after a medical inspection shall obtain pratique when the following operations are completed:

The pilgrims shall be landed, take a shower or sea bath, and their soiled linen and the part of their wearing apparel and baggage which appears suspicious in the opinion of the health authority shall be disinfected. The duration of these operations, including debarkation and embarkation, shall not exceed forty-eight hours.

If no real or suspected case of plague or cholera is discovered during these operations, the pilgrims shall be reembarked immediately and the vessel shall proceed toward Hedjaz.

For plague, the provisions of articles 23 and 24 shall be applied with regard to the rats which may be found on board the vessels.

ART. 124. *Suspicious* vessels on board of which there were cases of plague or cholera at the time of departure but on which there has been no new case of plague or cholera for seven days, shall be treated in the following manner:

The pilgrims shall be landed, take a shower or sea bath, and their soiled linen and the part of their wearing apparel and baggage which appears suspicious in the opinion of the health authority shall be disinfected.

In time of cholera the bilge water shall be changed.

The parts of the vessel occupied by the patients shall be disinfected. The duration of these operations, including debarkation and embarkation, shall not exceed forty-eight hours.

If no real or suspected case of plague or cholera is discovered during these operations, the pilgrims shall be reembarked immediately and the vessel shall proceed to Djeddah, where a second medical inspection shall take place on board. If the result thereof is favor-

able, and on the strength of a written affidavit by the ship's physician to the effect that there has been no case of plague or cholera during the passage, the pilgrims shall be immediately landed.

If, on the contrary, one or more real or suspected cases of plague or cholera have been discovered during the voyage or at the time of arrival, the vessel shall be sent back to Camaran, where it shall undergo anew the measures applicable to infected vessels.

For plague, the provisions of article 22, 6th par., shall be applicable with regard to the rats which may be found on board the vessels.

ART. 125. *Infected* vessels, that is, those having cases of plague or cholera on board or having had cases of plague or cholera within seven days, shall undergo the following treatment:

The persons stricken with plague or cholera shall be landed and isolated in groups comprising as few persons as possible, so that the whole number may not be infected by a particular group if plague or cholera should develop therein.

The soiled linen, wearing apparel, and clothing of the crew and passengers, as well as the vessel, shall be disinfected in a thorough manner.

However, the local health authority may decide that the discharge of the heavy baggage and the cargo is not necessary, and that only a part of the vessel need be disinfected.

The passengers shall remain in the Camaran establishment five days. When cases of plague or cholera date back several days, the length of the isolation may be diminished. This length may vary according to the date of appearance of the last case and the decision of the health authority.

The vessel shall then proceed to Djeddah, where an individual and rigorous medical examination shall be made. If the result thereof is favorable, the vessel shall obtain pratique. If, on the contrary, real cases of plague or cholera have appeared on board during the voyage or at the time of arrival, the vessel shall be sent back to Camaran where it shall undergo anew the treatment applicable to infected vessels.

For plague, the measures prescribed by article 22 shall be applied with regard to the rats which may be found on board the vessels.

ART. 126. Every sanitary station designed to receive pilgrims should be provided with a trained, experienced, and sufficiently numerous staff, as well as with all the buildings and apparatus necessary to insure the application, in their entirety, of the measures to which said pilgrims are subject.

B. SANITARY MEASURES APPLICABLE TO MUSULMAN-PILGRIM SHIPS HAILING FROM THE NORTH AND BOUND TOWARD HEDJAZ.

ART. 127. If plague or cholera is not known to exist in the port of departure or its neighborhood, and if no case of plague or cholera has occurred during the passage, the vessel shall be immediately granted pratique.

ART. 128. If plague or cholera is known to exist in the port of departure or its vicinity, or if a case of plague or cholera has occurred during the voyage, the vessel shall be subjected at Tor to the rules established for vessels coming from the south and stopping at Camaran. The vessels shall thereupon be granted pratique.

SECTION V. MEASURES TO BE TAKEN UPON THE RETURN OF PILGRIMS.

A. PILGRIM SHIPS RETURNING NORTHWARD.

ART. 129. Every vessel bound for Suez or for a Mediterranean port, having on board pilgrims or similar masses of persons, and hailing from a port of Hedjaz or from any other port on the Arabian coast of the Red Sea, must repair to Tor in order to undergo there the observation and the sanitary measures indicated in articles 133 and 135.

ART. 130. Vessels bringing Mussulman pilgrims back toward the Mediterranean shall pass through the canal in quarantine only.

ART. 131. The agents of navigation companies and captains are warned that, after completing their observation period at the sanitary station of Tor, the Egyptian pilgrims will alone be permitted to leave the vessel permanently in order to return thereupon to their homes.

Only those pilgrims will be recognized as Egyptians or as residents of Egypt who are provided with a certificate of residence issued by an Egyptian authority and conforming to the established model. Samples of this certificate shall be deposited with the consular and health authorities of Djeddah and Yambo, where the agents and captains of vessels can examine them.

Pilgrims other than Egyptians, such as Turks, Russians, Persians, Tunisians, Algerians, Moroccans, etc., can not be landed in an Egyptian port after leaving Tor. Consequently, navigation agents and captains are warned that the transshipment of pilgrims not residents of Egypt at Tor, Suez, Port Said, or Alexandria is forbidden.

Vessels having pilgrims on board who belong to the nationalities mentioned in the foregoing paragraph shall be subject to the rules applicable to these pilgrims and shall not be received in any Egyptian port of the Mediterranean.

ART. 132. Before being granted pratique, Egyptian pilgrims shall undergo an observation of three days and a medical examination at Tor, Souakim, or any other station designated by the Board of Health of Egypt.

ART. 133. If plague or cholera is known to exist in Hedjaz or in the port from which the vessel hails, or if it has existed in Hedjaz during the course of the pilgrimage, the vessel shall be subjected at Tor to the rules adopted at Camaran for infected vessels.

The persons stricken with plague or cholera shall be landed and isolated in the hospitals. The other passengers shall be landed and isolated in groups composed of as few persons as possible, so that the whole number may not be infected by a particular group if the plague or cholera should develop therein.

The soiled linen, wearing apparel, and clothing of the crew and passengers, as well as the baggage and cargo suspected of contamination shall be landed and disinfected. Their disinfection as well as that of the vessel shall be thorough.

However, the local health authority may decide that the unloading of the heavy baggage and the cargo is not necessary, and that only a part of the vessel need undergo disinfection.

The measures provided in articles 22 and 25 shall be applied with regard to the rats which may be found on board.

All the pilgrims shall be subjected to an observation of seven full days from the day on which the disinfecting operations are completed, whether it be a question of plague or of cholera. If a case of plague or cholera has appeared in one section, the period of seven days shall not begin for this section until the day on which the last case was discovered.

ART. 134. In the case contemplated in the preceding article, the Egyptian pilgrims shall be subjected, besides, to an additional observation of three days.

ART. 135. If plague or cholera is not known to exist either in Hedjaz or in the port from which the vessel hails, and has not been known to exist in Hedjaz during the course of the pilgrimage, the vessel shall be subjected at Tor to the rules adopted at Camaran for uninfected vessels.

The pilgrims shall be landed and take a shower or sea bath, and their soiled linen or the part of their wearing apparel and baggage which may appear suspicious in the opinion of the health authority shall be disinfected. The duration of these operations, including the debarkation and embarkation, shall not exceed seventy-two hours.

However, a pilgrim ship belonging to one of the nations which have adhered to the stipulations of the present and the previous conventions, if it has had no plague or cholera patients during the course of the voyage from Djeddah to Yambo or Tor and if the individual medical examination made at Tor after debarkation establishes the fact that it contains no such patients, may be authorized by the Board of Health of Egypt to pass through the Suez Canal in quarantine even at night when the following four conditions are fulfilled:

1. Medical attendance shall be given on board by one or several physicians commissioned by the governments to which the vessel belongs.

2. The vessel shall be provided with disinfecting chambers and it shall be ascertained that the soiled linen has been disinfected during the course of the voyage.

3. It shall be shown that the number of pilgrims does not exceed that authorized by the pilgrimage regulations.

4. The captain shall bind himself to repair directly to a port of the country to which the vessel belongs.

The medical examination shall be made as soon as possible after debarkation at Tor.

The sanitary tax to be paid to the quarantine administration shall be the same as the pilgrims would have paid had they remained in quarantine three days.

ART. 136. A vessel which has had a suspicious case on board during the voyage from Tor to Suez shall be sent back to Tor.

ART. 137. The transshipment of pilgrims is strictly forbidden in Egyptian ports.

ART. 138. Vessels leaving Hedjaz and having on board pilgrims who are bound for a port on the African shore of the Red Sea shall be authorized to proceed directly to Souakim or to such other place as the Board of Health of Alexandria may determine, where they shall submit to the same quarantine procedure as at Tor.

ART. 139. Vessels sailing from Hedjaz or from a port on the Arabian coast of the Red Sea with a clean bill of health, having no pilgrims or similar groups of people on board, and which have had no suspicious occurrence during the voyage, shall be granted pratique at Suez after a favorable medical inspection.

ART. 140. When plague or cholera shall have been proven to exist in Hedjaz:

1. Caravans composed of Egyptian pilgrims shall, before going to Egypt, undergo at Tor a rigid quarantine of seven days in case of cholera or plague. They shall then undergo an observation of three days at Tor, after which they shall not be granted pratique until a favorable medical inspection has been made and their belongings have been disinfected.

2. Caravans composed of foreign pilgrims who are about to return to their homes by land routes shall be subjected to the same measures as the Egyptian caravans and shall be accompanied by sanitary guards to the edge of the desert.

ART. 141. When plague or cholera has not been observed in Hedjaz, the caravans of pilgrims coming from Hedjaz by way of Akaba or Moila shall, upon their arrival at the canal or at Nakhel, be subjected to a medical examination and their soiled linen and wearing apparel shall be disinfected.

B. PILGRIMS RETURNING SOUTHWARD.

ART. 142. Sufficiently complete sanitary arrangements shall be installed in the ports of embarkation of Hedjaz in order to render possible the application to pilgrims who have to travel southward in order to return to their homes, of the measures which are obligatory by virtue of articles 10 and 54 at the moment of departure of these pilgrims in the ports situated beyond the Straits of Bab-el-Mandeb.

The application of these measures is optional; that is, they are only to be applied in those cases in which the consular officer of the country to which the pilgrim belongs, or the physician of the vessel on which he is about to embark, deems them necessary.

CHAPTER III. *Penalties.*

ART. 143. Every captain convicted of not having conformed, in the distribution of water, provisions, or fuel, to the obligations assumed by him, shall be liable to a fine of two Turkish pounds.¹ This fine shall be collected for the benefit of the pilgrim who shall have been the victim of the default, and who shall prove that he has vainly demanded the execution of the agreement made.

ART. 144. Every infraction of article 101 shall be punished by a fine of thirty Turkish pounds.

ART. 145. Every captain who has committed or knowingly permitted any fraud whatever concerning the list of pilgrims or the bill of health provided for in article 107 shall be liable to a fine of fifty Turkish pounds.

ART. 146. Every captain of a vessel arriving without a bill of health from the port of departure, or without a visé from the ports

¹ The Turkish pound is worth 22 francs and 50 centimes.

of call, or who is not provided with the list required by the regulations and regularly kept in accordance with articles 107, 120, and 121, shall be liable in each case to a fine of twelve Turkish pounds.

ART. 147. Every captain convicted of having or having had on board more than 100 pilgrims without the presence of a commissioned physician in conformity with the provisions of article 100 shall be liable to a fine of thirty Turkish pounds.

ART. 148. Every captain convicted of having or having had on board a greater number of pilgrims than that which he is authorized to embark in conformity with the provisions of article 107 shall be liable to a fine of five Turkish pounds for each pilgrim in excess.

The pilgrims in excess of the regular number shall be landed at the first station at which a competent authority resides, and the captain shall be obliged to furnish the landed pilgrims with the money necessary to pursue their voyage to their destination.

ART. 149. Every captain convicted of having landed pilgrims at a place other than their destination, except with their consent or excepting cases of *vis major*, shall be liable to a fine of twenty Turkish pounds for each pilgrim wrongfully landed.

ART. 150. All other infractions of the provisions relative to pilgrim ships are punishable by a fine of from 10 to 100 Turkish pounds.

ART. 151. Every violation proven in the course of a voyage shall be noted on the bill of health as well as on the list of pilgrims. The competent authority shall draw up a report thereof and deliver it to the proper party.

ART. 152. All agents called upon to assist in the execution of the provisions of the present Convention with regard to pilgrim ships are liable to punishment in conformity with the laws of their respective countries in case of faults committed by them in the application of the said provisions.

TITLE IV. SURVEILLANCE AND EXECUTION.

I. SANITARY, MARITIME, AND QUARANTINE BOARD OF EGYPT.

ART. 153. The stipulations of Appendix III of the Sanitary Convention of Venice of January 30, 1892, concerning the composition, rights and duties, and operation of the Sanitary, Maritime, and Quarantine Board of Egypt, are confirmed as they appear in the decrees of His Highness the Khedive under date of June 19, 1893, and December 25, 1894, as well as in the ministerial decision of June 19, 1893.

The said decrees and decision are annexed to the present convention. (Appendix II.)

ART. 154. The ordinary expenses resulting from the provisions of the present convention, especially those relating to the increase of the personnel belonging to the Sanitary, Maritime, and Quarantine Board of Egypt, shall be covered by means of an annual supplementary payment by the Egyptian Government of the sum of 4,000 Egyptian pounds, which may be taken from the surplus revenues from the lighthouse service remaining at the disposal of said Government.

However, the proceeds of a supplementary quarantine tax of ten tariff dollars per pilgrim to be collected at Tor shall be deducted from this sum.

In case the Egyptian Government should find difficulty in bearing this share of the expenses, the Powers represented in the Board of Health shall reach an understanding with the Khedival Government in order to insure the participation of the latter in the expenses contemplated.

ART. 155. The Sanitary, Maritime, and Quarantine Board of Egypt shall undertake the task of bringing the provisions of the present convention into conformity with the regulations at present enforced by it in regard to the plague, cholera, and yellow fever, as well as with the regulations relative to arrivals from the Arabian ports of the Red Sea during the pilgrim season.

To the same end it shall, if necessary, revise the general regulations of the sanitary, maritime, and quarantine police at present in force.

These regulations, in order to become effective, must be accepted by the various Powers represented on the Board.

II. THE INTERNATIONAL HEALTH BOARD OF TANGIER.

ART. 156. In the interest of public health, the High Contracting Parties agree that their representatives in Morocco shall again invite the attention of the International Health Board of Tangier to the necessity of enforcing the provisions of the sanitary conventions.

III. MISCELLANEOUS PROVISIONS.

ART. 157. The proceeds from the sanitary taxes and fines shall in no case be employed for objects other than those within the scope of the Boards of Health.

ART. 158. The High Contracting Parties agree to have a set of instructions prepared by their health departments for the purpose of enabling captains of vessels, especially when there is no physician on board, to enforce the provisions contained in the present convention with regard to plague, cholera, and yellow fever.

TITLE V. ADHESIONS AND RATIFICATIONS.

ART. 159. The Governments which have not signed the present convention shall be permitted to adhere thereto upon request. Notice of this adhesion shall be given through diplomatic channels to the Government of the French Republic and by the latter to the other signatory governments.

ART. 160. The present convention shall be ratified and the ratifications thereof deposited at Paris as soon as possible.

It shall be enforced as soon as it shall have been proclaimed in conformity with the legislation of the signatory nations. In the respective relations of the Powers which have ratified it, it shall supersede the international sanitary conventions signed January 30, 1892; April 15, 1893; April 3, 1894; March 19, 1897; and December 3, 1903.

The previous arrangements enumerated above shall remain in force with regard to the Powers which, having signed or adhered to them, may not ratify or accede to the present act.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present convention and affixed thereto their seals.

Done at Paris on January 17, 1912, in a single copy which shall remain deposited in the archives of the Government of the French Republic, and of which certified copies shall be transmitted through diplomatic channels to the Contracting Powers.

[L. s.]	Signed:	FRHRR VON STEIN.
[L. s.]	Signed:	DR. GAFFKY.
[L. s.]	Signed:	A. BAILLY-BLANCHARD.
[L. s.]	Signed:	FRANCISCO DE VEYGA.
[L. s.]	Signed:	EZEQUIEL CASTILLA.
[L. s.]	Signed:	GAGERN.
[L. s.]	Signed:	HABERLER.
[L. s.]	Signed:	WORMS.
[L. s.]	Signed:	BÖLCS.
[L. s.]	Signed:	MÜLLER.
[L. s.]	Signed:	O. VELGHE.
[L. s.]	Signed:	DR. VAN ERMENGEN.
[L. s.]	Signed:	ISMAEL MONTES.
[L. s.]	Signed:	DR. CHERVIN.
[L. s.]	Signed:	DR. FIGUEIREDO DE VASCONCELLOS.
[L. s.]	Signed:	STANCIOFF.
[L. s.]	Signed:	DR. G. CHICHCOFF.
[L. s.]	Signed:	F. PUGA BORNE.
[L. s.]	Signed:	J. E. MANRIQUE.
[L. s.]	Signed:	DR. A. ALVAREZ CAÑAS.
[L. s.]	Signed:	TOMAS COLLAZO.
[L. s.]	Signed:	F. RAVENTLOW.
[L. s.]	Signed:	VICTOR M. RENDON.
[L. s.]	Signed:	E. DORN Y DE ALSUA.
[L. s.]	Signed:	F. DE REYNOSO.
[L. s.]	Signed:	ANGEL PULIDO.
[L. s.]	Signed:	CAMILLE BARRÈRE.
[L. s.]	Signed:	GAVARRY.
[L. s.]	Signed:	DR. E. ROUX.
[L. s.]	Signed:	MIRMAN.
[L. s.]	Signed:	DR. A. CALMETTE.
[L. s.]	Signed:	ER. RONSSIN.
[L. s.]	Signed:	HARISMENDY.
[L. s.]	Signed:	PAUL ROUX.
[L. s.]	Signed:	LANCELOT D. CARNEGIE.
[L. s.]	Signed:	RALPH W. JOHNSTONE.
[L. s.]	Signed:	BENJAMIN FRANKLIN.
[L. s.]	Signed:	D. CACLAMANOS.
[L. s.]	Signed:	J. M. LARDIZÀBAL.
[L. s.]	Signed:	DR. CASSÉUS.
[L. s.]	Signed:	DÉSIRÉ PECTOR.
[L. s.]	Signed:	ROCCO SANTOLOQUIDO.
[L. s.]	Signed:	ADOLFO COTTA.
[L. s.]	Signed:	BASTIN.
[L. s.]	Signed:	DR. PRAUM.
[L. s.]	Signed:	MIGUEL ZUÑIGA Y AZCARATE.

[L. s.]	Signed:	BRUNET.
[L. s.]	Signed:	DR. E. BINET.
[L. s.]	Signed:	F. WEDEL JARLSBERG.
[L. s.]	Signed:	J. A. JIMENEZ.
[L. s.]	Signed:	DR. W. P. RUYSCH.
[L. s.]	Signed:	DR. C. WINKLER.
[L. s.]	Signed:	M. SAMAD.
[L. s.]	Signed:	ANTONIO AUGUSTO GONÇALVES BRAGA.
[L. s.]	Signed:	ALEXANDRE EM. LAHOVARY.
[L. s.]	Signed:	PLATON DE WAXEL.
[L. s.]	Signed:	NICOLAS FREYBERG.
[L. s.]	Signed:	DR. S. LETONA.
[L. s.]	Signed:	MIL. R. VESNITCH.
[L. s.]	Signed:	DR. MANAUD.
[L. s.]	Signed:	GYLDENSTOLPE.
[L. s.]	Signed:	LARDY.
[L. s.]	Signed:	MISSAK.
[L. s.]	Signed:	Y. SADDIK.
[L. s.]	Signed:	LOUIS PIERA.

I certify that the foregoing is a true copy.

R. POINCARÉ,
President of the Council,
Minister of Foreign Affairs of the French Republic.

APPENDICES.

APPENDIX I.

(See Art. 82.)

Regulations concerning the passage, in quarantine trains through Egyptian territory, of travelers and mail bags coming from contaminated countries.

ART. 1. If an Egyptian Railroad Administration desires a quarantine train to connect with vessels arriving from contaminated ports, it shall notify the local quarantine authority at least two hours before departure.

ART. 2. The passengers shall land at the place indicated by the quarantine authority, with the consent of the Railroad Administration and the Egyptian Government, and shall pass directly and without any communication from the vessel to the train, under the supervision of a transit officer and of two or more sanitary guards.

ART. 3. The personal effects, baggage, etc., of the passengers shall be transported in quarantine with the means at the disposal of the vessel.

ART. 4. The agents of the railroad shall be obliged to obey the orders of the transit officer as regards the quarantine measures.

ART. 5. The cars assigned to this service shall be longitudinal-aisle cars. A sanitary guard shall be placed in each car and shall have supervision over the passengers. The agents of the railroad shall have no communication with the passengers.

A physician of the quarantine service shall accompany the train.

ART. 6. The heavy baggage of the passengers shall be placed in a special car to be sealed at the departure of the train by the transit officer. Upon arrival, the seals shall be withdrawn by the transit officer.

Any transshipment or embarkation during the trip shall be prohibited.

ART. 7. The closets shall be provided with cans containing a certain quantity of antiseptic for receiving the dejections of the passengers.

ART. 8. The platforms of the stations where the train is obliged to stop shall be completely vacated, except by such agents of the service as are absolutely indispensable.

ART. 9. Each train may have a dining car. The leavings of the tables shall be destroyed. The employees of this car as well as the other employees of the railroad who have for any reason come in contact with the passengers shall be subjected to the same treatment as the pilots and electricians at Port Said and Suez or to such measures as the Board may deem necessary.

ART. 10. The passengers shall be absolutely prohibited from throwing anything out of the windows, doors, etc.

ART. 11. In each train an infirmary compartment shall remain empty in order that any persons falling ill may be isolated therein. This compartment shall be arranged according to the directions of the Quarantine Board.

If a case of plague or cholera should appear among the passengers, the patient shall be immediately isolated in the special compartment. Upon the arrival of the train this patient shall be transferred at once to the quarantine lazaretto. The other passengers shall continue their voyage in quarantine.

ART. 12. If a case of plague or cholera should appear during the trip, the train shall be disinfected by the quarantine authority.

At all events, the cars which have contained the baggage and the mails shall be disinfected immediately after the arrival of the train.

ART. 13. The transshipment from the train to the boat shall be accomplished in the same way as at arrival. The boat receiving the passengers shall be immediately placed in quarantine and mention shall be made on the bill of health of the accidents which may have occurred en route, those persons who may have been in contact with the patients being specially designated.

ART. 14. The expenses incurred by the quarantine administration shall be borne by the party asking for the quarantine.

ART. 15. The President of the Board, or his substitute, shall have a right to watch over the train during its whole trip.

The President may, moreover, set a superior employee (besides the transit officer and the guards) to watch over said train.

This employee shall have access to the train upon mere presentation of an order signed by the President.

APPENDIX II.

(See Art. 153.)

Khedival decree of June 19, 1893.

We, Khedive of Egypt, on the recommendation of Our Minister of the Interior, with the advice and consent of our Cabinet, and considering that it is necessary to introduce various amendments in our decree of January 3, 1881 (2 Safer 1298), decree:

ART. 1. The Sanitary, Maritime, and Quarantine Board shall decide on the measures to be taken to prevent the introduction into Egypt, or the transmission to foreign countries, of epidemic diseases and epizootics.

ART. 2. The number of Egyptian delegates shall be reduced to four, as follows:

1. The President of the Board, appointed by the Egyptian Government and to vote only in case of a tie.

2. A European doctor of medicine, Inspector General of the Sanitary, Maritime, and Quarantine Service.

3. The Sanitary Inspector of the city of Alexandria, or whoever acts in that capacity.

4. The Veterinary Inspector of the Administration of sanitary services and public hygiene.

All the Delegates must be physicians holding a regular diploma, granted either by a European faculty of medicine or by the Government, or be regularly appointed officials in actual service, of the grade of vice consul at least, or of an equivalent grade. This provision is not applicable to the present incumbents.

ART. 3. The Sanitary, Maritime, and Quarantine Board shall exercise permanent supervision over the sanitary condition of Egypt and over arrivals from foreign countries.

ART. 4. As regards Egypt, the Sanitary, Maritime, and Quarantine Board shall receive each week, from the Board of Health and Public Hygiene, the sanitary bulletins of the cities of Cairo and Alexandria, and each month the sanitary bulletins of the provinces. These bulletins shall be transmitted at shorter intervals when, owing to special circumstances, the Sanitary, Maritime, and Quarantine Board so requests.

On its part, the Sanitary, Maritime, and Quarantine Board shall communicate to the Board of Health and Public Hygiene any decisions it may have reached and any information it may have received from abroad.

The Governments shall address to the Board, if they deem proper, the sanitary bulletin of their country, and shall notify it of epidemics and epizootics as soon as they appear.

ART. 5. The Sanitary, Maritime, and Quarantine Board shall ascertain the sanitary condition of the country and send inspecting boards wherever it may deem necessary.

The Board of Health and Public Hygiene shall be notified of the dispatch of these boards and shall endeavor to facilitate the performance of their mission.

ART. 6. The Board shall adopt preventive measures for the purpose of preventing the introduction of epidemics and epizootics into

Egypt via the maritime or desert frontiers, and it shall determine the points at which temporary camps and permanent quarantine establishments are to be located.

ART. 7. It shall draft the note to be written on the bill of health issued by the health offices to departing vessels.

ART. 8. In case of the appearance of epidemics or epizootics in Egypt, it shall adopt preventive measures with the object of preventing the transmission of these diseases to foreign countries.

ART. 9. The Board shall supervise and control the execution of the quarantine sanitary measures which it has adopted.

It shall draft all regulations relating to the quarantine service and see to their strict enforcement both with regard to protecting the country and to maintaining the guarantees stipulated by international sanitary conventions.

ART. 10. It shall regulate, from a sanitary standpoint, the conditions under which pilgrims going to and returning from Hedjaz are to be transported, and watch over their state of health during pilgrimage.

ART. 11. The decisions reached by the Sanitary, Maritime, and Quarantine Board shall be communicated to the Ministry of the Interior; they shall also be made known to the Ministry of Foreign Affairs, which shall notify them, if necessary, to the agencies and consulates general.

However, the President of the Board shall be authorized to correspond directly with the consular authorities of maritime cities in current matters connected with the service.

ART. 12. The President, and, in case of his absence or impediment, the Inspector General of the Sanitary, Maritime, and Quarantine Service, shall see to the enforcement of the decisions of the Board.

For this purpose he shall correspond directly with all the agents of the Sanitary, Maritime, and Quarantine Service and with the various authorities of the countries. He shall, with the advice of the Board, direct the sanitary police of the ports, the maritime quarantine establishments, and the quarantine stations of the desert.

Finally, he shall transact current business.

ART. 13. The sanitary inspector general, the directors of sanitary offices, and the physicians of sanitary stations and quarantine camps must be selected from among physicians regularly diplomaed either by a European faculty of medicine or by the Government.

The delegate of the Board at Djeddah may be a diplomaed physician of Cairo.

ART. 14. The Board shall designate its candidates through its President to the Minister of the Interior for all offices and positions under the Sanitary, Maritime, and Quarantine Service, said Minister alone having a right to appoint them.

The same course shall be followed in regard to dismissals, transfers, and promotions.

However, the President shall have the direct appointment of all the subaltern agents, laborers, servants, etc.

The appointment of the sanitary guards shall be reserved to the Board.

ART. 15. The number of directors of sanitary offices shall be seven, their residence being at Alexandria, Damietta, Port Said, Suez, Tor, Souakim, and Kosseir.

The sanitary office of Tor may operate only during the continuance of the pilgrimage or in time of epidemic.

ART. 16. The directors of the sanitary offices shall have under their orders all the sanitary employees of their district. They shall be responsible for the proper performance of the service.

ART. 17. The chief of the sanitary agency of El Ariche shall have the same powers and duties as those entrusted to the directors by the foregoing article.

ART. 18. The directors of the sanitary stations and quarantine camps shall have under their orders all the employees of the medical and administrative service of the establishments under their direction.

ART. 19. The sanitary inspector general shall have the supervision over all the services under the Sanitary, Maritime, and Quarantine Board.

ART. 20. It shall be the mission of the delegate of the Sanitary, Maritime, and Quarantine Board at Djeddah to furnish the Board with information as to the sanitary condition of Hedjaz, especially in time of pilgrimage.

ART. 21. A disciplinary committee composed of the President, the Inspector General of the Sanitary, Maritime, and Quarantine Service, and the three delegates elected by the Board, shall be intrusted with an examination of the complaints lodged against the agents belonging to the Sanitary, Maritime, and Quarantine Service.

It shall draw up a report on each case and submit it to the consideration of the Board convened in general assembly. The delegates shall be renewed every year. They shall be reeligible.

The decision of the Board shall be submitted by its President to the sanction of the Minister of the Interior.

The disciplinary committee may inflict, without consulting the Board: 1st Censure and 2^d suspension of pay up to one month.

ART. 22. The disciplinary penalties shall be:

1. Censure.
2. Suspension of pay from eight days to three months.
3. Transfer without indemnity.
4. Dismissal.

All without prejudice to any actions to be brought for common law crimes or offenses.

ART. 23. Sanitary and quarantine dues shall be collected by the agents belonging to the Sanitary, Maritime, and Quarantine Service.

The latter shall conform, in regard to accounts and book keeping, to the general regulations established by the Ministry of Finance.

The accounting officers shall address their accounts and the proceeds of their collections to the President of the Board.

The accounting officer who is chief of the central bureau of accounts shall acquit them over the visa of the President of the Board.

ART. 24. The Sanitary, Maritime, and Quarantine Board shall have control over its own finances.

The administration of the receipts and expenses shall be intrusted to a Committee composed of the President, the Inspector General of the Sanitary, Maritime, and Quarantine Service, and of three delegates of the Powers elected by the Board. It shall be entitled "Committee on Finances." The three delegates of the Powers shall be renewed every year. They shall be reeligible.

Subject to ratification by the Board, this Committee shall fix the salary of the employees of every grade; it shall decide on the permanent and the unforeseen expenses. Every three months, at a special meeting, it shall make a detailed report on its management to the Board. Within three months following the expiration of the budgetary year, the Board, upon the recommendation of the Committee, shall strike a final balance and transmit it through its President to the Ministry of the Interior.

The Board shall prepare the budget of its receipts and that of its expenditures. This budget shall be adopted by the Cabinet, at the same time as the general budget of the Government, as an annexed budget. In case the expenditures should exceed the receipts, the deficit shall be covered from the general resources of the Nation. However, the Board shall without delay examine into the means of balancing the receipts and expenditures. Its recommendations shall be transmitted by the President to the Minister of the Interior. Any surplus that may exist shall accrue to the treasury of the Sanitary, Maritime, and Quarantine Board; it shall, after a decision is reached by the Sanitary Board and ratified by the Cabinet, be devoted exclusively to the creation of a reserve fund for use in emergencies.

ART. 25. The President shall be obliged to order voting done by secret ballot whenever three members of the Board so request. Voting by secret ballot shall be compulsory whenever it is a question of the choice of Delegates of the Powers to form part of the Disciplinary Committee or of the Committee on Finances and when it is a question of appointing, dismissing, transferring, or promoting employees.

ART. 26. The Governors, Prefects of Police, and Mudirs shall be responsible, as far as concerns them, for the enforcement of the sanitary regulations. They, as well as the civil and military authorities, shall give their assistance, whenever legally called upon by the agents of the Sanitary, Maritime, and Quarantine Service, in order to insure the prompt enforcement of the measures taken in the interest of public health.

ART. 27. All previous decrees and regulations are repealed as far as contrary to the foregoing provisions.

ART. 28. Our Minister of the Interior is intrusted with the enforcement of the present decree, which shall not be enforceable until November 1, 1893.

Done in the Palace of Ramleh, June 19, 1893.

ABBAS HILMI.

By the Khedive:

RIAZ,

Head of the Cabinet, Minister of the Interior.

Khedival decree of December 25, 1894.

We, Khedive of Egypt, on the recommendation of Our Minister of Finance, with the advice and consent of our Cabinet, with the consent of the Commissioner-Directors of the Public Debt Fund as regards article 7, and with the consent of the Powers, decree:

ART. 1. Beginning with the fiscal year 1894, there shall be deducted annually from the present receipts of lighthouse dues the sum of 40,000 pounds Egyptian, which shall be employed as explained in the following articles.

ART. 2. The sum deducted in 1894 shall be used: 1st To cover any deficit during the fiscal year 1894 of the Quarantine Board, in case it has been impossible to entirely cover such deficit with the resources derived from the reserve fund of said Board, as will be stated in the following article; 2d to meet the extraordinary expenses necessitated by the fitting up of the sanitary establishments of Tor, Suez, and Moses Spring.

ART. 3. The present reserve fund of the Quarantine Board will be used to cover the deficit of the fiscal year 1894, and it shall not be reduced to an amount less than 10,000 pounds Egyptian.

If the deficit should not be fully covered, the remainder shall be met with the resources created in article 1.

ART. 4. From the sum of 80,000 pounds Egyptian derived from the fiscal years 1895 and 1896 there shall be deducted: 1st An amount equal to that which has been paid out in 1894 from the same receipts, to be applied to the deficit of said year 1894, so as to bring up to 40,000 pounds Egyptian the sums allotted to the extraordinary works provided for in article 1 for Tor, Suez, and Moses Spring; 2d the sums necessary in order to cover the deficit of the budget of the Quarantine Board for the fiscal years 1895 and 1896.

After the aforementioned deduction has been made, the surplus shall be devoted to the construction of new lighthouses in the Red Sea.

ART. 5. Beginning with the fiscal year 1897, this annual sum of 40,000 Egyptian pounds shall be used to cover possible deficits of the Quarantine Board. The amount necessary for this purpose shall be conclusively determined by taking as a basis the financial results of the fiscal years 1894 and 1895 of the Board.

The surplus shall be devoted to a reduction in the lighthouse dues, it being understood that these dues shall be reduced in the same proportion in the Red Sea and the Mediterranean.

ART. 6. In consideration of the aforementioned deductions and allotments the Government shall, beginning with 1894, be relieved of any obligation in regard to the expenses, ordinary or extraordinary, of the Quarantine Board.

It is understood, however, that the expenses borne hitherto by the Egyptian Government shall continue to be borne by it.

ART. 7. Beginning with the fiscal year 1894, upon the settlement of account of the excesses with the Public Debt Fund, the share of these excesses due the Government shall be increased by an annual sum of 20,000 pounds Egyptian.

ART. 8. It has been agreed between the Egyptian Government and the Governments of Germany, Belgium, Great Britain, and Italy that the sum allotted to a reduction of the lighthouse dues, in accordance

with article 5 to the present decree, shall be deducted from the sum of 40,000 pounds Egyptian provided for in the letters annexed to the Commercial Conventions concluded between Egypt and said Governments.

ART. 9. Our Minister of Finance is charged with the enforcement of the present decree.

Done at the Palace of Koubbeh, December 25, 1894.

ABBAS KILMI.

By the Khedive:

N. NUBAR,
Head of the Cabinet.
 AHMER MAZLOUM,
Minister of Finance.
 BOUTROS GHALI,
Minister of Foreign Affairs.

Ministerial decision of June 19, 1893, concerning the operation of the sanitary, maritime, and quarantine service.

The Minister of the Interior, in view of the Decree of June 19, 1893, decides:

TITLE I.—THE SANITARY, MARITIME, AND QUARANTINE BOARD.

ART. 1. The President shall be obliged to convene the Sanitary, Maritime, and Quarantine Board in regular session on the first Tuesday of each month.

He shall likewise be obliged to convene it whenever three members so request.

He shall, finally, convene the Board in extra session whenever circumstances demand the immediate adoption of an important measure.

ART. 2. The letter of convocation shall indicate the questions to be considered. Except in cases of urgency, no final decisions shall be made on any but questions mentioned in the letter of convocation.

ART. 3. The secretary of the Board shall prepare the minutes of the meetings.

These minutes must be presented for signature to all the members who have attended the meeting.

They shall be copied in full on a register which shall be preserved in the archives concurrently with the original minutes.

A provisional copy of the minutes shall be delivered to any member of the Board so requesting.

ART. 4. A Permanent Board composed of the President, Inspector General of the Sanitary, Maritime, and Quarantine Service, and two Delegates of the Powers elected by the Board, shall be charged with making decisions and taking measures in urgent matters.

The Delegates of the Nation interested shall always be summoned to attend, and shall be entitled to vote.

The President shall vote only in case of a tie.

The decisions shall be communicated at once by letter to all the members of the Board.

This Board shall be renewed every three months.

ART. 5. The President, or, in his absence, the Inspector General of the Sanitary, Maritime, and Quarantine Service, shall direct the deliberations of the Board, but shall vote only in case of a tie.

The President shall have general direction of the service. He shall be charged with causing the enforcement of the decisions of the Board.

SECRETARIAT.

ART. 6. The secretary of the Board, chief of the secretariat, shall "centralize" the correspondence with the Ministry of the Interior and the various agents of the Sanitary, Maritime, and Quarantine Service.

It shall be in charge of the statistics and archives. It shall have added to it clerks and interpreters in sufficient number to attend to the discharge of business.

ART. 7. The secretary of the Board, chief of the secretariat, shall attend the meetings of the Board and prepare the minutes.

He shall have under his orders the employees and servants of the secretariat.

He shall direct and supervise their work, under the authority of the President.

He shall have custody of and be responsible for the archives.

BUREAU OF ACCOUNTS.

ART. 8. The chief of the central bureau of accounts shall be "the accounting officer."

He shall not be permitted to assume office until he has furnished a bond the amount of which shall be fixed by the Sanitary, Maritime, and Quarantine Board.

He shall, under the direction of the Committee on Finance, supervise the operations of the employees whose duty it is to receive the sanitary and quarantine dues.

He shall draw up the statements and accounts which are to be transmitted to the Ministry of the Interior after being adopted by the Committee on Finance and approved by the Board.

THE SANITARY INSPECTOR GENERAL.

ART. 9. The sanitary inspector general shall have supervision of all the services under the Board. He shall exercise this supervision under the conditions provided in article 19 of the Decree dated June 19, 1893.

He shall, at least once a year, inspect each of the sanitary offices, agencies, or posts.

Besides, the President shall, upon the recommendation of the Council and according to the needs of the service, determine the inspections which the Inspector General shall make.

In case of impediment of the Inspector General, the President shall designate, with the consent of the Board, the official who is to take his place.

Every time the Inspector General has visited an office, agency, sanitary post, sanitary station, or quarantine camp, he shall give an account to the President of the Board, in a special report, of the results of his inspection.

During the intervals between his rounds of inspection, the Inspector General shall, under the authority of the President, take part in the direction of the general service. He shall take the place of the President in case of absence or impediment.

TITLE II.—SERVICE OF PORTS, QUARANTINE STATIONS, AND SANITARY STATIONS.

ART. 10. The sanitary, maritime, and quarantine policing along the Egyptian coast of the Mediterranean and Red Seas, as well as on the land frontiers, in the direction of the desert, shall be intrusted to the directors of the health offices, the directors of sanitary stations or quarantine camps, the chiefs of sanitary agencies or sanitary posts, and the employees under their orders.

ART. 11. The directors of the health offices shall have the direction of and be responsible for the service both of the office at the head of which they are placed and of the sanitary posts thereunder.

They shall see to the strict enforcement of the regulations on sanitary, maritime, and quarantine police. They shall obey the instructions they receive from the President of the Board and shall give the necessary orders and instructions to all the employees of their office, as well as to the employees of the sanitary posts attached thereto.

They shall be charged with the examination and speaking of vessels and with the application of the quarantine measures, and, in the cases provided by the regulations, they shall proceed to make medical inspections and inquiries regarding violations of quarantines.

In administrative matters they shall correspond only with the President, to whom they shall transmit all sanitary information which they gather while discharging their duties.

ART. 12. In regard to salary the directors of the health offices shall be divided into two classes:

The first class offices, which are four in number, viz: Alexandria, Port Said, Suez Basin and camp at Moses Spring, and Tor.

The second class offices, three in number, viz: Damietta, Souakim, and Kosseir.

ART. 13. The chiefs of the sanitary agencies shall have the same duties and powers, as regards the agency, as the directors as regards their office.

ART. 14. There shall be a single agency at El Ariche.

ART. 15. The chiefs of the sanitary posts shall have under their orders the employees of the post which they are directing. They shall be under the orders of the director of one of the health offices.

They shall be charged with the duty of carrying out the sanitary quarantine measures called for by the regulations.

They shall not be permitted to issue any bill of health or authorized to visé any bills of health except those of vessels departing with pratique.

They shall compel vessels arriving at their ports with a foul bill of health or under irregular conditions to put into a port where there is a health office.

They can not make sanitary inquests themselves, but they must call upon the director of their office for this purpose.

Outside of cases of absolute urgency, they shall correspond only with this director in all administrative matters. In urgent sanitary and quarantine matters, such as the measures to be taken in regard

to an arriving vessel, or the annotation to be made on the bill of health of a departing vessel, they shall correspond directly with the President of the Board; but they must communicate this correspondence to their director without delay.

They shall be obliged to give notice, by the quickest route, to the President of the Board regarding shipwrecks of which they have knowledge.

ART. 16. The sanitary posts shall be six in number, as follows:

Posts of Port Neuf, Aboukir, Brullos, and Rosetta, under the Alexandria office.

Posts of Kantara and of the inland port of Ismailia, under the Port Said office.

The Board may create new sanitary posts, according to the needs of the service and its resources.

ART. 17. The permanent or temporary service of the sanitary stations and quarantine camps shall be intrusted to directors having under their orders sanitary employees, guards, porters, and servants.

ART. 18. It shall be the duty of the directors to compel persons sent to the sanitary station or the camp to submit to quarantine. They shall cooperate with the physicians in isolating the different categories of quarantined persons and in preventing any jeopardization. Upon the expiration of the period fixed, they shall grant or withhold pratique in accordance with the regulations, cause merchandise and wearing apparel to be disinfested, and apply quarantine to the persons employed in this operation.

ART. 19. They shall exercise constant supervision over the execution of the measures prescribed, as well as over the state of health of the quarantined persons and the employees of the establishment.

ART. 20. They shall be responsible for the progress of the service and shall give an account thereof, in a daily report, to the President of the Sanitary, Maritime, and Quarantine Board.

ART. 21. The physicians attached to the sanitary stations and quarantine camps shall be under the directors of these establishments. They shall have the druggists and hospital attendants under their orders.

They shall watch over the state of health of the quarantined persons and of the employees, and shall direct the infirmary of the sanitary station or of the camp.

Pratique shall not be granted to persons in quarantine until an inspection and favorable report have been made by the physician.

ART. 22. In each sanitary office, sanitary station, or quarantine camp, the director shall also be "accounting officer."

He shall, under his own actual personal responsibility, designate the employee to be in charge of the receipt of the sanitary and quarantine dues.

The chiefs of sanitary agencies or posts shall also be accounting officers, and shall be personally charged with collecting the dues.

The agents charged with the collection of the dues must conform, as regards the guarantees to be given, the keeping of the documents, the time of payments, and in general everything relating to the financial part of their service, to the regulations issued by the Ministry of Finance.

ART. 23. The expenses of the Sanitary, Maritime, and Quarantine Service shall be defrayed with the means at the disposal of the Board

itself, or, with the consent of the Ministry of Finance, from such fund as the latter may designate.

Cairo, June 19, 1893.

RIAZ.

[Translation.]

PROCES-VERBAL OF THE DEPOSIT OF THE RATIFICATIONS OF THE
INTERNATIONAL SANITARY CONVENTION SIGNED AT PARIS, JANUARY
17, 1912.

In execution of Article 160 of the International Sanitary Convention signed at Paris, January 17, 1912, by Germany, the United States of America, the Argentine Republic, Austria-Hungary, Belgium, Bolivia, Brazil, Bulgaria, Chile, Colombia, Costa Rica, Cuba, Denmark, Ecuador, Spain, France, the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Greece, Guatemala, Haiti, Honduras, Italy, Luxemburg, Mexico, Montenegro, Norway, Panama, the Netherlands, Persia, Portugal, Roumania, Russia, Salvador, Servia, Siam, Sweden, Switzerland, Turkey, Egypt and Uruguay, the undersigned met at the Ministry of Foreign Affairs at Paris to proceed under the conditions hereinbelow stated with the deposit into the hands of the Government of the French Republic of the ratifications of the said Convention by the Governments they represent.

The Representative of the British Government declared that:

"The stipulations of that Convention should not apply to any one of the colonies, possessions or protectorates of His Britannic Majesty, the Empire of India included. However, the British Government reserves for each of its colonies, possessions and protectorates, including the Empire of India, the right to adhere to the Convention as soon as any one of those governments should have manifested a desire so to do, and also the power to give a separate notice of termination without being bound by the decision of the British Government relative to the United Kingdom. Whenever any one of the British colonies, possessions or protectorates shall adhere to or denounce the Convention, a notice to that effect shall be given by the representative of His Britannic Majesty at Paris to the Ministry of Foreign Affairs of the French Republic in behalf of the aforesaid colony, possession or protectorate.

"It is understood by the British Government that the right to denounce the present Convention as well as that of the Powers to devise modifications in the texts of the Convention subsists in accordance with the provisions of the Convention of Venice of 1897, and of that of Paris of 1903."

The representative of the Government of the United States of America declared that his Government ratified, subject to the reservation that nothing in Article 9 of the Convention shall be considered as prohibiting the United States from taking such specific quarantine methods against the contamination of its ports as may be required by unwonted sanitary conditions. In making this reservation the United States Government does not intend to infringe in any way the fundamental regulations of the Convention.

The representative of the Spanish Government declared that his Government reserves to itself the right of interpreting in the broadest

sense possible and in accordance with the scientific principles of modern hygiene, paragraph 2 of Article 9, in order to avoid so far as possible the importation into Spanish ports of the plague and yellow fever, but declares that it is not in mind to refuse its adhesion to anything affecting the fundamental points of the Convention.

The representative of the Government of Panama declared that his Government ratified, subject to the reservation that the provisions of Article 9 would not prevent the Government of Panama or that of the United States, in accordance with the treaty signed between the two countries under date of November 18, 1903, from ordering in the ports of the Canal Zone and in those under the jurisdiction of the Republic of Panama such quarantine measures as circumstances may require.

The undersigned made a formal acknowledgment of the reservations hereinabove stated and declared that their respective countries reserved to themselves the right to claim the benefit thereof with respect to arrivals from the United States of America, Spain and Panama.

The instruments of ratification produced on this date having been found upon examination to be in due form are entrusted to the French Republic to be deposited in the archives of the Department of Foreign Affairs.

With regard to the ratifications of the Powers signatory to the Convention which were not in position to deposit on this date, the French Republic will receive them later and so notify all the contracting Powers.

IN WITNESS WHEREOF the present procès-verbal, of which a certified copy will be sent by the Government of the French Republic to each one of the Powers signatory to the Sanitary Convention of January 17, 1912, was drawn up.

Done at Paris, October 7, 1920, at 16 o'clock:

For the United States of America	HUGH C. WALLACE
For Belgium	E. DE GAIFFIER
For Denmark	H. A. BERNOT.
For Ecuador	E. DORN Y DE ALSUA
For Spain	J. QUINONES DE LEON
For France	G. LEYGUES
For Great Britain	DERBY
For Italy	BONIN
For Norway	FR. JAKHELLN
For the Republic of Panama	R. A. AMADOR
For the Netherlands	J. LOUDON
For Persia	M. SAMAD
For Portugal	ALF. DE MESQUITA
For Sweden	G. DE REUTERSKIOLD
For Switzerland	DUNANT
For Egypt	DERBY

A true copy:

*For the President of the Council,
Minister of Foreign Affairs,
P DE FOUQUIÈRES
Minister Plenipotentiary,
Chief of the Protocol.*



COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES

This book is due on the date indicated below, or at the expiration of a definite period after the date of borrowing, as provided by the rules of the Library or by special arrangement with the Librarian in charge.

[illegible]

RA663

In8

1912

International sanitary conference,
Paris. 1911-1912.

